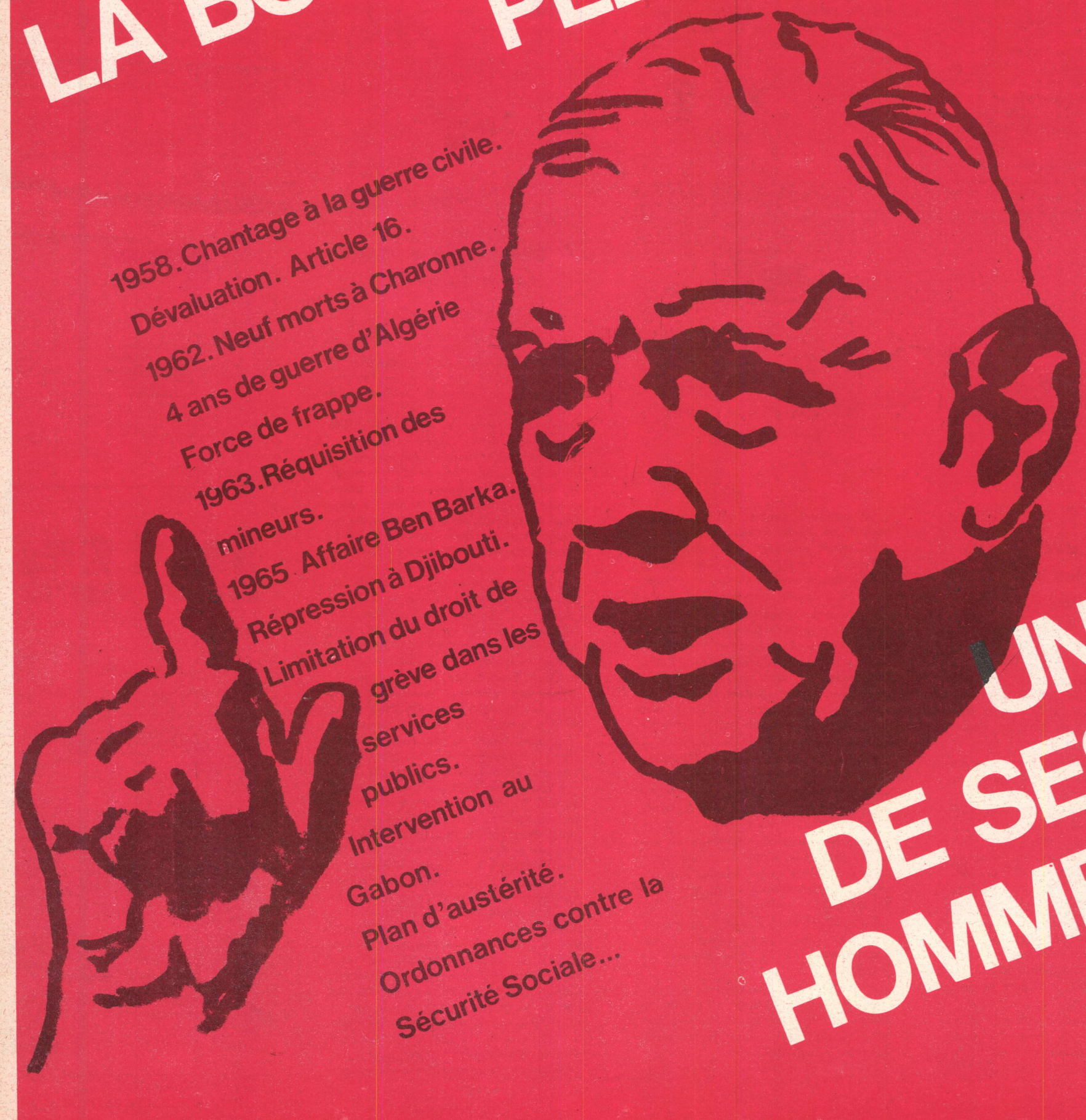
lutte ouvrière

HEBDOMADAIRE — PARAIT LE MARDI — N° 116 — SEMAINE DU 17 AU 23 NOVEMBRE 1970 — PRIX : 2 F

LA BOURGEOISIE PLEURE

1958. Chantage à la guerre civile.
Dévaluation. Article 16.
1962. Neuf morts à Charonne.
4 ans de guerre d'Algérie
Force de frappe.
1963. Réquisition des mineurs.
1965 Affaire Ben Barka.
Répression à Djibouti.
Limitation du droit de grève dans les services publics.
Intervention au Gabon.
Plan d'austérité.
Ordonnances contre la Sécurité Sociale...



UN DE SES HOMMES

courrier des lecteurs

L'armée et l'environnement

J'ai lu votre article sur la pollution (n° 112 de L.O.). Bien qu'il n'ait pas de rapport direct avec la pollution, mais plutôt avec l'environnement, je tiens à vous communiquer mon témoignage personnel.

Je suis actuellement au service militaire dans une garnison de l'Est. Dans cette région il existe de nombreux terrains militaires. L'un d'eux, Mailly, près de Chalons-sur-Marne, est un terrain d'exercice et de manœuvres d'engins blindés (AMX 30, AMX B, artillerie, etc.). C'est un terrain splendide et immense, boisé de sapins, de bouleaux, de noisetiers. C'est écœurant de voir les blindés écraser cette nature dont on parle tant en ce moment. Un AMX 30 laisse derrière lui une bande déboisée de 4 mètres de large. Peu à peu, il ne reste plus que de petits triangles de forêt. L'armée replante, probablement, de jeunes sapins, mais il sont aussitôt aplatis, arrachés, écrasés.

C'est bien la peine de faire dans les casernes, par voie d'affiches, de la propagande pour l'environnement à de pauvres bidasses qui n'y peuvent vraiment rien.

T.B.

Pourquoi avons-nous occupé les usines en 1968 ?

Beaucoup de travailleurs savaient déjà que la grande grève avait été bradée par la CGT à M. Pompidou. Mais dans « Armes égales » **M. Séguy a été encore plus clair :**

« Si les travailleurs ont occupé les usines en mai-juin 1968, c'était pour assurer la sécurité et l'entretien des machines, sans cela le pire aurait pu arriver. Des énergumènes voulaient casser les machines pour lutter contre le capitalisme, c'était absurde, les ouvriers n'ont aucune raison de détruire des moyens de production dont ils espèrent bien qu'ils seront un jour leur propriété. »

Ceci sont les paroles du secrétaire de la CGT. « Merci M. Séguy ». **Les copains qui ne croyaient pas à la trahison de M. Séguy vont être renseignés.**

Nous avons occupé les usines pour les prendre dans nos propres mains, les diriger nous-mêmes, en créant des comités de travailleurs : c'était le but des travailleurs les plus avancés, mais la CGT n'a pas voulu cela.

Pour d'autres copains, moins révolutionnaires, c'était pour arracher des accords de salaires. Et pour certains, en somme, c'était pour former des piquets de grève...

Le but était politique, c'était le grand chambardement, les travailleurs en avaient ras le bol, il fallait tout changer de fond en comble, mais M. Séguy avait transformé les choses, il avait dévié le mouvement sur un plan revendicatif.

Aujourd'hui M. Séguy est plus clair, il nous dit que nous voulions protéger les machines contre certains énergumènes...

En conclusion : les capitalistes peuvent dormir tranquille, tant que M. Séguy et ses compères seront à la tête des syndicats. Et M. Marcellin pourra laisser en cas de grève ses policiers jouer à la belote, car M. Séguy fera la police avec les travailleurs qu'il aura trompés.

Le patron doit un grand merci à M. Séguy.

Un travailleur de Loire-Atlantique

Pas de place pour les faibles

Un employé contractuel de la Préfecture de Paris (marié, père de famille ayant sa mère, sa femme, son enfant à charge) fut mis en congé longue durée pour maladie, à la suite d'une dépression nerveuse.

Après une période réduite d'indemnisation de la Sécurité sociale (n'étant pas titulaire il n'avait pas droit au plein salaire), le médecin de la Sécurité sociale le juge apte à reprendre son travail, mais la Préfecture ne le voit pas de la même façon, le met d'office en congé sans traitement pour trois ans et refuse de le licencier.

La maladie de cet homme s'aggrave du fait de l'insécurité totale de sa situation matérielle (sa famille et lui ne vivaient que de secours et de la charité d'organismes privés).

Il passe d'experts médicaux en experts médicaux, cela dure six mois sans possibilité ni de toucher des indemnités journalières ni de s'inscrire au chômage.

La préfecture lui fait « miroiter » **d'autres possibilités d'emplois qui n'aboutissent pas. Il passe d'espoir en déception.**

A la suite de nombreuses démarches, il finit par obtenir un rappel de six mois d'indemnités journalières et la mise en route d'une demande de pension d'invalidité.

La Sécurité sociale ne lui accorde qu'une pension en première catégorie c'est-à-dire le juge apte à travailler en partie, la pension s'élève à 165 F par mois !

La Préfecture ne voulant pas le licencier avant 1972, il ne peut s'inscrire comme demandeur d'emploi et bénéficier des allocations de chômage.

Vu son état, quel est le patron qui voudra l'embaucher ?

Que deviendra alors la famille de cet homme et que deviendra-t-il lui-même ?

Alors que par sa morale hypocrite, la société prétend défendre et protéger les faibles, on voit qu'en fait, il n'y a aucune place pour eux.

M. A. Paris

A propos de « Drame de la jalousie »

Malgré les conseils de mon journal préféré, je suis allé voir sans vergogne une « caleçonnade comme on n'ose plus en montrer au théâtre de boulevard » **(L.O. n° 112). Eh bien, vivent les caleçonnades italiennes ! Car si le** « boulevard » **comme on ose toujours en montrer prend l'essentiel de son caractère dans un décor bourgeois, les amours de la fille à son papa avec l'ami de maman (ou inversement) entre deux tasses de thé, trois coups de téléphone blanc, la signature d'un contrat d'affaires et les sorties des domestiques, il s'agit de tout autre chose dans** « Drame de la jalousie ». **C'est une histoire d'amours... difficiles, comme elles existent souvent dans la vie. Malgré l'affiche publicitaire et malgré des situations apparemment scabreuses, le film n'est justement pas vulgaire. La réussite tient à ce que le sujet est traité avec beaucoup d'humour, de renversements de situations, dans un désenchantement continuel toutefois. D'ailleurs tout finit très mal (pas dans le boulevard). Pour une fois, ce ne sont pas des bourgeois en mal de vivre (si chers à un certain cinéma italien) que l'on nous montre, mais des prolétaires, dans leur vie « privée ». Toute la drôlerie du film tient d'ailleurs à la juxtaposition continuelle de l'intrigue amoureuse volontrairement théâtrale et de la crasse de la vie quotidienne.** « Nous passâmes trois mois merveilleux à nous aimer » **dit en substance le héros et nous voyons le couple s'ébattre sur une belle plage de Rome jonchée de détritus et abondamment polluée, etc. Ce genre de gags se suivent et ne se ressemblent pas, mais sont tous aussi explosifs. Une toute petite réserve seulement, le film aurait gagné en concision si le réalisateur avait supprimé un épisode un peu long faisant la satire un peu forcée d'un boucher répugnant qui a fait fortune. Tout le reste par contre est traité avec tendresse, humour, poésie et beaucoup de vérité. Enfin, un film sans prétentions mais qui finalement montre beaucoup de choses en traitant sur le mode humoristique les grands petits problèmes de la vie quotidienne des « petites gens ».**

H. C. Paris

Si nous répondons à ta lettre, ce n'est bien sûr pas pour essayer de te démontrer que tu aurais dû trouver « Drame de la jalousie » mauvais, et que c'était une faute politique de t'y être amusée. Nous sommes même heureux, au contraire, que tu ais ainsi passé une bonne soirée.

Nous voudrions seulement te préciser que les critiques cinématographiques que publie Lutte Ouvrière, *sauf en ce qui concerne le contenu politique direct de certains films ne reflètent que l'opinion de leurs auteurs, opinions qui sont parfois loin d'être partagées, après coup, par tous les membres du comité de rédaction.*

Comme dit le proverbe : « des goûts et des couleurs... »

Ceci dit, tant qu'il n'y aura, entre nous et nos lecteurs, que des divergences de cette sorte, nous en serons heureux.

lutte ouvrière

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Composition - Mise en pages
Montage offset
PARIS-CENTRE
10, rue Jean-Pierre-Timbaud, Paris-11e
Tél: 700-02-95

Impression : Roto technic Offset
Tél. : FLA. 37-07

Adressez toute correspondance au nom de Michel Rodinson
Initiative Socialiste
54, rue Monsieur-le-Prince, 75 - Paris-6e.

Nota : cette adresse n'est pas une permanence, écrire seulement.

Tarifs des abonnements :

ordinaires :	6 mois :	**30 F**
	1 an :	**50 F**
sous pli fermé :	6 mois :	**70 F**
	1 an :	**130 F**

Tous les versements de fonds, abonnements et soutiens divers doivent être faits au :
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10.

Editorial

La bourgeoisie pleure un de ses hommes

LA bourgeoisie française est en deuil. L'homme politique qu'elle vient de perdre était incontestablement l'un de ceux qui, au cours des trente dernières années, lui avaient rendu les plus grands services. Et si sa mort fut une occasion de faire vibrer la fibre tricolore, si Pompidou et ses ministres firent tout ce qui était en leur pouvoir pour faire rejaillir sur eux la gloire du disparu, il n'en est pas moins vrai que les classes possédantes de ce pays avaient bien des raisons de manifester leur reconnaissance avec éclat.

Toute sa carrière, de Gaulle l'avait consacrée, comme soldat d'abord, puis comme homme politique, à la défense des intérêts de cette bourgeoisie, qui, pour lui, était « la France ».

En juin 1940, de Gaulle fut l'un des rares hommes politiques français à comprendre la nécessité de former, parallèlement au gouvernement de Vichy qui défendait les intérêts de l'impérialisme français vaincu face à l'impérialisme allemand, un organisme de collaboration avec l'impérialisme anglais (et, à partir de 1942, avec l'impérialisme américain). Ce fut le rôle de la « France Libre ». Il s'agissait, pour ses dirigeants, de faire en sorte que la France soit présente dans la guerre aux côtés des « alliés », de manière à empêcher ceux-ci de profiter des circonstances pour accaparer son empire colonial, et de manière, surtout, à ce que la fin de la guerre voie la France dans le camp des vainqueurs, et non dans celui des vaincus.

De Gaulle ne défendait pas mieux que Pétain les intérêts de la bourgeoisie française. Il les défendait seulement auprès d'autres gens, et dans une perspective différente — celle de la victoire finale des anglo-américains. Et s'il réussit si bien dans sa tâche, ce fut finalement grâce à l'appui que lui apporta, à partir de 1941, le Parti Communiste Français.

Ce fut celui-ci qui lui fournit ses troupes, qui lui forgea, pour une grande partie, sa popularité. En 1944, au moment du débarquement, de Gaulle apparut, aux yeux des anglo-américains, comme le seul homme politique de droite capable de tenir en mains le P.C.F., c'est-à-dire, finalement, de pouvoir éviter que la débâcle des armées allemandes n'entraîne des mouvements de masse plus ou moins incontrôlables.

C'est grâce à cela que les impérialismes anglais, et surtout américain, renonçant à imposer en France un régime d'occupation militaire, permirent à la bourgeoisie française de reconstruire immédiatement son propre appareil d'Etat, après en avoir changé la tête pétainiste contre une tête gaulliste.

La bourgeoisie française peut être reconnaissante à de Gaulle d'avoir ainsi assuré la continuité de son pouvoir. A vrai dire, elle pourrait en être aussi reconnaissante, et même encore plus, au Parti Communiste Français dont le rôle fut alors essentiel. Mais on le sait, dans cette société, la reconnaissance va toujours au maître qui ordonne, et non aux valets qui exécutent les besognes.

En 1946, la tâche qu'il s'était fixée en juin 1940 une fois remplie, de Gaulle se retira à Colombey, attendant le moment de pouvoir être plus utile à la bourgeoisie française, que dans le rôle d'un président de la Quatrième République inaugurant les chrysanthèmes. Pendant douze ans, il se tint ainsi en réserve. Et de cette période pendant laquelle de Gaulle se tint à l'écart de la vie politique officielle, la bourgeoisie française peut aussi lui être reconnaissante, car c'est cela qui lui permit de jouer, plus tard, le rôle qui fut le sien.

En 1958, pour résoudre le problème institutionnel de l'instabilité gouvernementale, et le problème algérien, que le régime s'avérait incapable de régler lui-même, la bourgeoisie française fit appel, après le coup de force d'Alger, à de Gaulle.

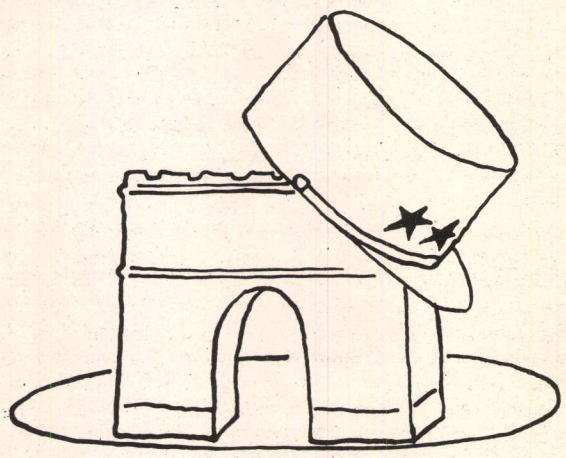
Servi par le crédit populaire que le Parti Communiste Français lui avait fait de 1941 à 1946, et qu'il n'avait pu lui reprendre par la suite, servi par la politique de démission de la gauche française (qui avait pourtant gagné les élections de 1956), de Gaulle parvint à imposer, sans rencontrer de résistance réelle, la Constitution la plus autoritaire que la France ait connue depuis l'Empire. Et s'il « régla » aussi le problème algérien, ce fut en imposant, après quatre ans de guerre, les conditions les plus favorables, étant donné le rapport de forces, à l'impérialisme français. De cela aussi, la bourgeoisie peut lui être reconnaissante, même si elle devrait, en bonne justice, vouer la même reconnaissance à la gauche française, sans qui, là encore, de Gaulle n'aurait pas pu être de Gaulle.

Que la bourgeoisie française pleure aujourd'hui cet homme qui pendant tant d'années représenta ses intérêts, qui fut l'instrument de sa politique de rapines impérialistes à l'extérieur, et de sa politique anti-ouvrière et anti-populaire à l'intérieur, rien de plus normal. Que la bourgeoisie mondiale mêle ses pleurs aux siens, c'est tout aussi naturel. Que les Podgorny et les Georges Marchais, valets, chacun dans leur genre, de l'impérialisme, y aillent aussi de leurs sanglots, rien de plus normal.

Mais pour les travailleurs et les opprimés de ce pays, et du monde entier, quelles que soient les légendes que l'on ait pu forger sur son rôle, le vieil homme qui vient de mourir était un de leurs pires ennemis. Et s'ils n'ont aucune raison particulière de se réjouir d'une mort qui ne fut due qu'à la vieillesse, ils n'ont aucune raison de s'en attrister.

Un homme de la bourgeoisie est mort. D'autres lui avaient déjà succédé. Le règne de la bourgeoisie continue, comme continue le combat des révolutionnaires pour faire triompher une politique qui ne permette plus à un vieux général réactionnaire de se faire passer pour un héros de l'humanité.

LA PLACE DE L'ETOILE, DE GAULLE, LE P.C.F., ET LE P.S.U.



Place des deux étoiles ?

LE Conseil Municipal de Paris a décidé de débaptiser la place de l'Etoile qui devient la place Charles-de-Gaulle. A l'unanimité. C'est-à-dire avec l'approbation des élus du Parti Communiste et de celui du P.S.U.

Pour expliquer cet hommage à l'ex-président de la République, Louis Baillot, porte-parole du groupe communiste, a expliqué que ses camarades et lui-même ne l'avaient accepté que parce qu'il s'agissait de la place de l'Etoile, qui évoque comme chacun sait le souvenir napoléonien. S'il avait été question de celle de l'Hôtel-de-Ville ou de la République, là, l'attitude des élus du P.C.F. aurait été beaucoup plus réticente.

On s'était demandé pendant les onze ans de règne du général pourquoi le P.C.F. faisait preuve de tant d'hésitations ou d'atermoiements face au pouvoir. Certains parlaient d'accord sur la politique étrangère. D'autres de révisionnisme. Maintenant nous avons le fin mot de l'histoire. Le P.C.F. appuyait de Gaulle... face au péril bonapartiste.

Quant au P.S.U. on ne cessera d'admirer son incroyable souplesse tactique qui lui permet les prises de position les plus diverses : d'apparaître gauchiste au quartier latin et ... gaulliste à l'Hôtel de Ville. Il est vrai qu'il ne se fait pas représenter ici et là par les mêmes.

Mais qui donc voulait nous convaincre récemment — dans nos propres colonnes — que s'en était fini de son ambiguité fondamentale et qu'entre la révolution et le réformisme il avait enfin choisi !

sommaire

EN FRANCE

• Le mouvement révolutionnaire.
Page 8 :
— Rassemblement International de Bruxelles - 21 et 22 novembre 1970.
— Le 9 novembre à la Mutualité « Le Tchad et la politique de décolonisation de l'impérialisme français ».

• Politique intérieure.
Page 8 :
— L'unité de la gauche : une de perdue, dix de retrouvées.
Pages 12 et 13 :
— 30 ans de gaullismes.

• Leur nouvelle société.
Page 9 :
— Nouveaux tarifs RATP et vieux déficit.
— Circulation dans Paris.
— Hôtesses, stewards, sécurité et arbitraire.
Page 10 :
— Savigny, une prison pour jeunes.
— Les Maisons de Jeunes : après Comiti, le Conseil de Paris veut dicter leurs besoins aux jeunes.

• Dans les entreprises.
Page 14 :
— Echos des entreprises.
Page 15 :
— La grande misère des hôpitaux.
— Broussais-La Charité : les sanctions pleuvent.
— Montbéliard : il n'y a pas de petites économies.
Page 16 :
— Citroën-Clichy : quand Citroën assassine.
— Au monoprix de Vierzon : exploitation des employés, escroqueries aux clients.
Page 17 :
— A la C.I.T.-Cherbourg : les femmes ne se laissent pas faire.
Page 18 :
— Flambo (Vierzon) : une manœuvre patronale réussie.
Page 24 :
— Grève à la CASE.

DANS LE MONDE

Page 5 :
— Chili : des nationalisations au service de qui ?
— Coup d'Etat en Syrie : un pas de plus vers l'aboutissement du plan Rogers.
Page 6 :
— En Grande-Bretagne, les conservateurs face aux éboueurs et aux mineurs.
— Catastrophe au Pakistan.
Page 7 :
— En novembre 1935 naissait le C.I.O.

DIVERS

Page 2 :
— Courrier des lecteurs.
Page 4 :
— En bref.
Page 11 :
— Revue de la presse d'extrême-gauche
Pages 19 et 20 :
— Feuilleton.
Page 21 :
— Pour sourire un peu.
Page 22 :
— Chester Himes.
Page 23 :
— Cinéma : le Cercle rouge.
— Mots croisés.

« LUTTE OUVRIERE » n'est pas l'organe d'un parti ou d'une organisation. Elle ne peut compter que sur le soutien, moral et financier, de ses lecteurs.

« LUTTE OUVRIERE » espère trouver un appui chaleureux et efficace parmi tous ceux, militants syndicaux et politiques, ouvriers, étudiants ou enseignants, qui vécurent en mai le grand espoir de temps nouveaux et qui souhaitèrent que Mai 68 féconde et regénère le mouvement ouvrier français.

Nous demandons à tous ceux-là, non seulement de lire « LUTTE OUVRIERE » et d'en répandre les idées, mais de la faire lire, de la vendre dans leur entreprise ou leur quartier, de la soutenir financièrement et surtout, de l'informer.

en bref... en bref... en bref...

Timbrés ?

A la demande des juifs orthodoxes d'Israël, les timbres d'utilisation courante représentant la synagogue de Tunis ne seront plus utilisés : en effet, sur le vitrail du temple apparaît clairement le nom sacré de Jéhovah. Ce serait donc, pour les orthodoxes, un véritable blasphème de lécher ou d'oblitérer le nom sacré du Seigneur. Les postes israéliennes ont donc retiré ces timbres du commerce et les conserveront dans des coffres spéciaux « ad vitam aeternam » car, bien sûr, ce serait un autre blasphème que de les détruire.

C'est sans doute là encore une des finesses exotiques du « socialisme israélien » tant vanté par ses admirateurs.

Mais en agissant ainsi le gouvernement israélien risque de donner, à son corps défendant sans doute, un avantage stratégique de taille aux Etats arabes. En effet, si nous comprenons bien la philosophie des naturai karta et autres hassidim (juifs orthodoxes), il suffirait qu'un blindé, un soldat ou un avion arabe porte le nom de Jéhovah pour que, de ce fait même, ce soit un blasphème de le détruire ou même d'y porter la main.

A quand les joutes oratoires de l'O.N.U où le représentant israélien demandera à l'Egypte de retirer le nom de Dieu de la zone du canal sous peine de refuser d'appliquer le plan Rogers ?

injustifiées, peuvent nuire à un régime où paraît-il le socialisme serait réalisé ?

Car comment peut-on croire au socialisme d'un régime qui ne peut et ne veut tolérer la moindre critique à son égard ? Un régime sans crainte et qui serait réellement l'émanation de la volonté populaire n'aurait adressé que son mépris à un propagateur de fausses vérités. Puisqu'elles sont si fausses, alors pourquoi faire tant d'histoires, sinon pour chercher à étouffer ... ce que peut-être elles ont de vrai.

Peu nous importe ici de savoir de quel bord se place Amalrik.

Cinquante-trois ans après la Révolution, dans un pays qui se targue d'avoir éliminé les antagonismes de classe, que vient donc faire ce lourd appareil répressif, militaro-policier, sinon justement justifier les privilèges de certains contre la majorité.

Nous ne pouvons considérer qu'une chose : après Daniel, après Grigorenko, après tant d'autres, la bureaucratie soviétique vient de sanctionner l'un de ceux qui osent élever la voix dans le pays.

Que peuvent bien avoir à se dire le ministre d'un Etat athée, soi-disant, matérialiste militant, même, et le chef de l'Eglise catholique, vestige caricatural d'un autre âge et d'une autre pensée ?

Personne ne le sait et cela n'a, ma foi, aucune espèce d'importance. Ce qui compte en cette affaire ce sont les apparences.

Et les apparences montrent que les nouveaux riches du Kremlin, les BOF de la Révolution Russe, essaient comme leurs homologues de tous pays de faire oublier leurs origines en apprenant les belles manières et en singeant les grâces de la diplomatie internationale. Ils font de louables efforts pour se montrer policés, courtois, révérends et finalement très « sortables ». L'ours russe est bien léché, disent-ils, on peut le recevoir partout.

Oui, l'ours russe est bien léché, et il ne fait plus peur à personne. Il fait d'autant moins peur, que tous ces dirigeants prétentieux et nantis ont maintes fois donné à la bourgeoisie internationale des gages de savoir-vivre et de servilité. Ils ont trahi la Révolution et muselé leur peuple. Aujourd'hui, en bonne logique, ils ont une place toute trouvée dans le concert des faux-culs qui chantent sur des airs de messe que le bonheur n'est pas de ce monde et que la liberté est un blasphème, une offense à la toute-puissance des Grands.

Il y en a des Eglises à abattre !...

La police s'en prend sans vergogne aux libertés individuelles et l'appareil judiciaire lui fournit une aide précieuse en inculpant et condamnant ceux qui refusent de se soumettre à l'arbitraire.

Photo A.F.P

Le camarade Paul VI.
(Photo U.P.I.)

Quelque chose de pourri... en régime soviétique !

La récente condamnation de Andrei Amalrik à trois années de détention dans un camp de travail « avec un régime sévère » est l'aboutissement des procédures employées par les tribunaux soviétiques pour réduire l'écrivain au silence. Amalrik, déjà assigné à résidence en Sibérie pendant les trois dernières années, par « mesures administratives », connaîtra maintenant l'univers encore plus inhumain des camps de travail.

Trois ans de camp pour avoir « élaboré et diffusé des contre-vérités préjudiciables à l'Etat soviétique », disent les tribunaux. En réalité pour avoir été en contact avec l'Ouest et y avoir laissé diffuser ses œuvres : « L'U.R.S.S. survivra-t-elle en 1984 ? » et dernièrement : « Voyage involontaire en Sibérie ».

Les critiques que fait Amalrik du régime ne sont pas des critiques de gauche.

Mais à qui pourra-t-on faire croire que ces critiques, surtout si elles sont

Dans le meilleur des autres mondes possibles

De passage en Italie, Gromyko, ministre des Affaires étrangères de l'Union Soviétique, a sollicité une entrevue au Vatican et s'est entretenu quelques instants avec le pape.

Cette information n'est pas extraite de la rubrique « mondanité » de la presse internationale, elle figure encore dans celle des « affaires étrangères », mais ce n'est plus qu'une question de temps et d'habitude.

La première fois, on a été un peu choqué, et lorsque Adjoubei a fait halte au Vatican, chacun est resté surpris et incrédule. Aujourd'hui, on en sourit franchement.

Le « grignotage » des libertés individuelles continue

Un professeur de philosophie au lycée Lakanal de Sceaux, chez qui la police était venue perquisitionner pendant que se déroulaient les manifestations contre le procès des deux directeurs de « La Cause du Peuple » en mai dernier, avait ensuite été mené au commissariat de Juvisy-sur-Orge pour interrogatoire.

Quand les policiers voulurent établir sa fiche anthropométrique, le professeur s'y refusa absolument et c'était son droit le plus strict puisque la police n'a le droit de confectionner cette fiche que lors d'une inculpation.

Il est maintenant assigné en justice pour avoir refusé de « se prêter aux formalités qu'exige la vérification d'identité ». Il est pourtant bien évident qu'il n'y avait pas besoin d'établir une photo anthropométrique pour vérifier l'identité du professeur.

Mais c'est devenu une habitude pour la police de traiter n'importe quel interpelé comme un dangereux criminel et l'établissement illicite de fiches anthropométriques est devenu pure routine.

Aux petits soins... pour les flics !

Le gouvernement est incapable de mettre à la disposition de la population des écoles, des hôpitaux, des logements, des moyens de transports en nombre suffisant parce que — c'est bien connu — il n'a pas d'argent.

Il est pourtant un domaine où il ne lésine pas sur les crédits, et qui est en pleine expansion ! Il faut dire que M. Marcellin y veille lui-même jalousement. Il s'agit bien sûr de la police.

Pour 1971 son budget de fonctionnement est en augmentation de 13,2 % avec 2.903 millions de francs (nouveaux, bien sûr) afin d'accroître les effectifs et de les équiper mieux encore.

En fait, depuis 1969 l'Etat a développé considérablement sa police. Pour 1969, 1970 et 1971, 7.820 emplois ont été créés dans la police et 2.200 dans la gendarmerie, auxquels il faut ajouter 1.300 appelés du contingent qui doivent être utilisés en 1971 dans les services de gendarmerie.

M. Marcellin a en outre déclaré : « J'ai obtenu satisfaction à une partie non négligeable des revendications de la police nationale. Je poursuivrai mon action. »

Des locaux, des effectifs, du matériel, et des revendications accordés ! Le gouvernement est vraiment aux petits soins pour sa police, pour qu'en 1971 elle puisse avec plus de vigueur, plus « d'autorité » comme dirait Marcellin, et moins de scrupules encore, matraquer, interpeller, passer à tabac, encore plus de mécontents, plus de gauchistes, de jeunes, d'usagers des transports, de paysans, de petits commerçants, d'ouvriers...

DANS LE MONDE

CHILI : des nationalisations au service de qui ?

SALVADOR ALLENDE, le Guy Mollet chilien qui vient d'être élu à la présidence de la République annonce son intention de procéder à la nationalisation de vingt-six banques privées, dont six sont en partie la propriété de capitaux étrangers.

Ce programme de nationalisations, s'il est réalisé, peut-il faire du Chili un pays socialiste ?

Une révolution socialiste victorieuse dans n'importe quel pays du monde recourrait effectivement à de telles mesures. Ces nationalisations auraient pour effet de saper les fondements sociaux de la puissance d'une bourgeoisie déchue de sa position de classe politique dirigeante mais redoutable encore pour le prolétariat au pouvoir, de par sa richesse, sa culture et son expérience. La nationalisation des banques, en permettant le contrôle de toutes les opérations financières par l'Etat ouvrier, empêcherait les bourgeois d'utiliser les milliards déposés dans les banques à des fins contre-révolutionnaires. Par exemple, achat d'armes, édition d'une multitude de journaux et d'affiches, possibilité de corrompre, etc.

La nationalisation des banques est aussi indispensable au prolétariat au pouvoir pour lui permettre de réaliser le recensement le plus minutieux de la production et de la répartition des produits, leur comptabilité et leur contrôle à l'échelle nationale.

Mais la nationalisation des banques n'est qu'un moyen d'intervention étatique dans la vie économique du pays. Elle n'est pas en soi socialiste. L'Etat est l'organe de domination d'une classe. Quelle classe ? Qui fait quoi et dans quel but ? Les nationalisations ne sont socialistes que dans la mesure où elles sont l'œuvre d'un Etat ouvrier et s'intègrent dans un processus de transformation socialiste de la société par le prolétariat.

Au Chili, il y a eu simplement le remplacement de quelques ministres démocrates-chrétiens par des ministres socialistes et communistes. Situation analogue à celle connue en France dans les années 1944-1947, ou 1936-38 ou, plus proche encore, en 1956 lorsque Guy Mollet était Premier ministre et soutenu par les communistes.

L'Etat chilien contrôle déjà l'énergie, l'acier, les chemins de fer et, en partie, les télécommunications. Les banques privées sont déjà contrôlées à près de 60 % par l'Etat. Malgré ces nationalisations, le peuple chilien est miséreux. Salvador Allende rappelait dans sa campagne électorale que six cent mille enfants chiliens sont anormaux parce qu'ils ont souffert de la faim. La nationalisation de vingt-six banques de plus n'améliorera pas le sort du peuple chilien. Ce n'est d'ailleurs pas le but de cette opération.

Mines de cuivre d'El Teniente nationalisées, le Chili en sera-t-il plus socialiste pour autant ?

(Photo U.P.I.)

L'économie chilienne comme celle des autres pays de l'Amérique latine est sous la dépendance des grands trusts américains. Une très grande partie des richesses produites par les travailleurs chiliens est drainée par ces trusts. Le problème posé à la bourgeoisie chilienne, et à son appareil de domination, l'Etat chilien, est de réduire cette part des trusts étrangers. Le désir des capitalistes chiliens est de s'enrichir davantage, et non d'améliorer la condition des travailleurs chiliens. A-t-on jamais vu au Chili ou ailleurs des patrons utiliser l'argent des bénéfices à construire des hôpitaux, des écoles, des logements à diminuer le prix des aliments, des vêtements, etc.

En nationalisant ces banques, Salvador Allende lèsera peut-être certains capitalistes chiliens ou yankee mais il défendra surtout les intérêts généraux de la bourgeoisie chilienne tout entière.

La loi du marché, la loi capitaliste, est une loi d'airain : l'argent va au plus gros et les plus puissants écrasent les faibles. La bourgeoisie chilienne qui ne peut pas lutter sur ce terrain-là contre la puissante bourgeoisie américaine, doit, pour résister aux capitaux étrangers, faire appel à son Etat. Le contrôle par l'Etat des banques chiliennes empêchera les capitaux américains d'investir aussi librement qu'ils le voudraient et, notamment, de prendre le contrôle de telle ou telle industrie ou entreprise en développement par l'intermédiaire, plus ou moins occulte, de banques privées leur appartenant en sous main. Par ailleurs, l'Etat chilien pourra utiliser les sommes qu'il contrôlera ainsi et les investir dans certains secteurs particuliers où les capitaux chiliens privés ne pourraient pas s'investir car ils ne seraient pas rentables pour des capitaux trop faibles.

L'Etat chilien saura bien redistribuer les bénéfices aux capitalistes sous une forme ou sous une autre, non sans prélever d'ailleurs au passage une dîme plus ou moins importante pour entretenir toute la bureaucratie étatique.

La nationalisation d'une partie du capital bancaire est un problème auquel se trouve confrontée toute bourgeoisie faible face à l'intrusion de capitaux étrangers.

Ainsi, en France, en 1945, pour résister à l'amitié envahissante de l'impérialisme américain, l'Etat français, avec De Gaulle à sa tête (un homme que nul ne peut suspecter d'avoir été socialiste) a procédé à la nationalisation de plusieurs grandes banques telles le Crédit Lyonnais et la B.N.C.I., la S.N.E.P. et la Société Générale. Et la France n'est pas devenue un pays socialiste pour autant.

Seul le prolétariat chilien, lorsqu'il prendra le pouvoir en détruisant l'Etat bourgeois, lorsqu'il arrachera les banques aux capitalistes et les soumettra à l'Etat ouvrier, donnera aux nationalisations une dimension socialiste. En régime bourgeois, les banques, privées ou nationalisées, restent des instruments capitalistes opprimant et exploitant les travailleurs.

Jacques LAFON

AMNISTIE

Un des premiers geste d'Allende, chef du gouvernement d' « unité populaire » chilien aura été un geste d'amnistie envers tous les emprisonnés politiques.

Il a décidé que : toutes les personnes condamnées pour infraction à la sécurité intérieure de l'Etat seraient libérées ; que tous les procès en cours pour atteinte à l'ordre public seraient suspendus ; que toutes les personnes en cours de jugement, déjà condamnées ou en liberté provisoire seraient disculpées, et que les ordres d'arrestation lancés contre les dirigeants révolutionnaires seraient annulés.

Les portes des prisons vont donc s'ouvrir pour les « politiques » et ceux qui se cachent pourraient croire à un avenir meilleur.

AMNISTIE ! C'est là certainement le plus beau geste que fait et que pourra faire Allende.

Actuellement, il se traduit essentiellement par la libération de militants du M.I.R., mouvement révolutionnaire chilien se réclamant de la guerilla et de la prise du pouvoir par la lutte armée.

Certes, le M.I.R. avait suspendu ses activités pendant la période électorale pour ne pas gêner Allende dans sa venue au pouvoir. Mais, en politique, les cadeaux sont rares. Et c'est pourquoi on peut saluer le geste démocratique d'Allende.

En décidant l'amnistie, Allende, socialiste, partisan de la légalité, adversaire de la violence, partisan de la prise du pouvoir par les urnes, n'a pas pour autant changé d'opinion. D'ailleurs l'amnistie s'applique également aux militants d'extrême-droite récemment arrêtés pour l'assassinat du général Schneider, soupçonné de sympathie pour la « gauche ».

Par cette amnistie, Allende a peut-être voulu montrer que personne n'avait à craindre de son régime et se donner l'impression, pour un jour, d'être au-dessus de la mêlée. Mais les graves problèmes économiques et politiques qui se posent au Chili demeurent. Et la trêve, ne pourra être que de courte durée.

F. M.

Coup d'État en Syrie : Un pas de plus vers l'aboutissement du plan Rogers

LE ministre de la Défense syrien, le général Hafez el Assad, a pris le pouvoir à Damas la semaine dernière. Le coup d'Etat a écarté du pouvoir le président en place, Noureddine Atassi, arrêté ainsi que la plupart de ses ministres et un certain nombre de dignitaires de l'armée.

Certes, le coup d'Etat était, comme disent les commentateurs, « dans l'air ». Les oppositions d'individus, les ambitions de personnes au sein du Baas, dont font partie aussi bien Atassi que Assad, font des coups d'Etat une méthode passablement courante, de changement du personnel politique. Plus particulièrement dans le cas présent, l'opposition entre le président de la République et son ministre de la Défense ne date pas d'hier, d'autant que Assad n'en est pas à son premier coup d'Etat. Depuis quelques mois d'ailleurs, plus précisément depuis la guerre civile en Jordanie, on parle d'un véritable double pouvoir en Syrie.

Mais c'est précisément dans le contexte de la situation créée au Moyen Orient par l'acceptation du plan Rogers et par la répression déclenchée contre les fedayins par l'armée jordanienne, que le coup d'Etat présent prend sa véritable signification.

La crise présente a en effet éclaté au sujet de l'attitude à observer à l'égard de la résistance palestinienne, et plus généralement, à l'égard du conflit israélo-arabe. Assad a pris nettement position à l'époque contre l'intervention des quelques chars syriens du côté des fedayins et depuis, il est le chef de file de ceux qui, au sein du Baas, sont partisans de s'aligner sur les positions du Caire et d'Amman. Autrement dit, de ceux qui estiment plus raisonnable d'accepter le plan Rogers que de s'enfermer dans un radicalisme — il est vrai surtout verbal — pro-palestinien.

La décision du dernier congrès interarabe du parti Baas de maintenir l'orientation favorable aux fedayins impliquait l'élimination de Assad. Elle fut en effet décidée, mais il faut croire que Assad a des appuis plus efficaces — du moins pour l'instant.

Ce qui est certain en tout cas, c'est qu'il bénéficie de l'appui de toutes les puissances favorables au plan Rogers, y compris l'Union soviétique. Cette dernière en particulier, qui est intervenue lors d'un premier coup d'Etat du même Assad en 1969, pour le contraindre à une solution de compromis avec la fraction vaincue, s'est apparemment gardée de le faire cette fois-ci.

C'est que le coup d'Etat d'Assad, et partant, la victoire de la tendance modérée du Baas, va parfaitement dans le sens du processus engagé par les grandes puissances avec le plan Rogers. Son aboutissement implique l'isolement de la résistance palestinienne. Cet isolement, de plus en plus évident depuis l'acceptation du plan par la plupart des dirigeants arabes et avant tout par Nasser, n'était pas encore complet. Maintenant, la Syrie bascule à son tour. Et la résistance palestinienne se retrouve un peu plus isolée encore.

G. KALDY

DANS LE MONDE

Catastrophe au Pakistan

Victimes de la nature ou de la misère ?

60.000 morts, 100.000 morts, 200.000, davantage encore ? La sinistre estimation du nombre des victimes de la catastrophe du Pakistan Oriental ne cesse de croître. A l'heure où nous écrivons on mesure encore mal l'ampleur de la dévastation. Tout ce qu'on sait, c'est qu'elle est écrasante, et qu'il faudra des jours sinon des semaines pour la mesurer. Et on ignorera toujours le nombre exact des victimes.

Le delta du Gange, le Bengale, est une des régions les plus peuplées du monde. Sur ces terres marécageuses, des dizaines de millions de paysans végètent en cultivant le riz. Sur les côtes des populations de pêcheurs vivent dans de minuscules embarcations. Bref, une fourmilière humaine comme tant d'autres dans les deltas de l'Asie des Mousson.

Ces masses humaines vivent encore comme au Moyen Age. Les progrès de la science et de la technique qu'on connaît dans les pays riches, ne sont pas pour eux. Le prix de la vie humaine, dans ces régions où l'on meurt encore couramment de faim, ne vaut pas cher.

Ne parlons pas de mesures de sécurité destinées à protéger la région contre les cyclones, raz-de-marées, ou autres fléaux qui reviennent pourtant régulièrement. Dans le monde occidental lui-même, la protection des masses populaires contre ces dangers ne va pas bien loin.

Au Pakistan, cette sécurité est totalement inexistante.

Dans le Sud des U.S.A., il arrive aussi qu'il y ait des cyclones. Ils y font de gros dégâts, bien sûr, et parfois même des morts. Mais jamais les hécatombes que connaissent les Antilles, l'Asie du Sud-Est ou le Bengale. C'est qu'aux U.S.A. la population ne vit pas dans des cabanes en torchis, mais dans des maison en « dur ». Il y a des routes et des autos pour évacuer la population en cas de besoin. Il y a des hélicoptères, des services de sécurité (pompiers ou autres) qui peuvent secourir d'urgence les sinistrés. Il existe des hôpitaux, des médecins, des produits pharmaceutiques, des vivres, de l'eau potable, etc...

Bref, tout ce qui manque dans le Bengale, tout ce qui explique que la même nature déchaînée aurait fait aux U.S.A., dans le pire des cas, quelques centaines de victimes, et qu'elle vient de faire des dizaines — voire des centaines — de milliers de morts, et qu'elle va en faire encore dans les jours qui viennent avec la famine, les épidémies, le froid, etc...

Bien sûr, l'homme n'est pas encore parvenu à s'affranchir complètement de tous les fléaux naturels. Mais les fléaux sociaux dont il ne s'est pas débarrassé lui coûtent finalement beaucoup plus cher.

Alain VICTOR.

GRANDE-BRETAGNE :

Les conservateurs face aux éboueurs ...

APRES presque six semaines de grève, les travailleurs municipaux anglais ont obtenu une bonne partie de ce qu'ils réclamaient : **50 shillings** de plus par semaine (soit près de 120 F de plus par mois), alors que leur revendication était de **55 shillings.**

Ce sera sans doute tout juste suffisant pour rattraper la hausse effrénée des prix, mais c'est malgré tout une victoire morale pour les ouvriers anglais dans leur ensemble.

Face aux revendications des éboueurs, des égoutiers, des balayeurs, le gouvernement conservateur avait choisi de faire de cette grève un **test.**

Déjà, sous le gouvernement travailliste de Wilson, le patronat anglais et l'Etat avaient mené une offensive anti-ouvrière. C'était la politique de blocage des salaires, de chômage qui a pavé la voie aux conservateurs. De plus, depuis des années, sous le couvert d'accords de « productivité », la bourgeoisie anglaise cherche à attaquer les conditions de travail et de vie des ouvriers anglais.

Ceux-ci, souvent fortement organisés à l'échelle locale, autour de leurs **shops-stewards** (délégués d'atelier démocratiquement élus et révocables), ont réagi par une multitude de grèves.

Cette résistance « sauvage » (95 % des grèves sont « non-officielles » — 99 % dans l'industrie automobile) a jusqu'ici contraint les patrons à céder et à accorder des augmentations permettant aux salaires de suivre tant bien que mal la hausse des prix.

Mais pour les patrons anglais la situation est grave. L'inflation est sérieuse, leur industrie est de moins en moins concurrentielle. Aussi, le gouvernement conservateur a tenté de profiter de sa victoire électorale pour s'attaquer au niveau de vie de la classe ouvrière.

Il veut faire voter des lois anti-syndicales draconiennes : sanctions financières et même pénales contre les grévistes « sauvages », délai de préavis de plusieurs mois **obligatoire** et renouvelable si « nécessaire », etc. !!!

C'est dans ces conditions, avec en prime des campagnes répugnantes dans la presse contre les ouvriers qui « ruinent la nation », qu'est arrivée la grève des travailleurs municipaux.

Le gouvernement a cru voir là une occasion de montrer l'exemple en ne cédant rien. Il a voulu démoraliser l'ensemble des ouvriers en faisant rentrer les éboueurs sur une défaite. Il a misé sur le fait que cette catégorie de travailleurs est l'une des moins organisées du pays.

Pour cela, il a eu recours à toutes les méthodes possibles : subventions pour les municipalités qui embauchaient des jaunes, campagnes alarmistes dans les journaux sur les dangers d'épidémie et de pollution (à cause des ordures). Il a même fait intervenir l'armée par endroits, mais prudemment...

Les syndicats, eux, n'ont presque rien fait pour organiser la grève. Ils n'ont ni informé les travailleurs, ni cherché à étendre le mouvement. Au contraire, ils ont essayé de le morceler par des négociations locales. Ils ont fortement déconseillé les piquets de grève dans beaucoup d'endroits.

Beaucoup de travailleurs se sont sentis désorientés, mais malgré tout, ils ont tenu. Et cela a payé. Un certain nombre de débrayages de solidarité ont eu lieu — et « l'opinion publique » leur était favorable. Les gens ne comprenaient vraiment pas l'acharnement du gouvernement contre ces ouvriers qui ne demandaient qu'un salaire minimum de l'ordre de 800 F par mois.

Et c'est alors qu'après six semaines de grève le gouvernement qui adjure les patrons de ne pas céder devant les grèves, a montré le mauvais exemple en accordant 50 shillings !

En faisant de cette grève une épreuve de force symbolique, les conservateurs ont donc fait un bien mauvais calcul. Cela n'a fait que confirmer pour tous les ouvriers du pays, ce qu'ils savaient déjà : que la lutte paie.

Michel VARLET.

Une réunion des éboueurs pendant la grève.

(Photo U.P.I.)

... et aux mineurs

Les mineurs manifestent devant le siège de leur syndicat afin de le forcer à durcir sa position.

LA grève des éboueurs et des autres communaux de Londres vient à peine de se terminer que, déjà, une autre catégorie de travailleurs anglais particulièrement mal payée entre en lutte. Les mineurs du Pays de Galles et d'Ecosse sont en grève. Cent cinquante mille mineurs ont cessé le travail en réclamant une augmentation de 30 % de leurs salaires actuels. Des votes en faveur de la grève se multiplient dans les régions charbonnières non encore touchées par la grève. Chaque jour de grève correspond à une perte sèche de deux millions de tonnes de charbon pour l'économie anglaise.

Depuis des années, travaillistes et conservateurs essaient d'infliger des restrictions de toutes sortes aux masses anglaises, sous prétexte de sauver l'économie et la livre anglaises de l'inflation.

Heath conservateur comme Wilson travailliste, essaie de faire payer aux travailleurs la décadence de l'impérialisme anglais. Mais il est indéniable qu'il possède beaucoup moins de moyens que son collègue travailliste pour duper la classe ouvrière. Le gouvernement Heath ne peut se servir des illusions que le gouvernement travailliste avait fait naître dans le pays.

La venue au pouvoir des conservateurs rend également la tâche des syndicats plus difficile. Il ne leur est plus possible de faire accepter aussi facilement leur politique de collaboration de classes aux travailleurs sous prétexte que le chef du gouvernement est le leader du monde ouvrier !

Ainsi, depuis quelques temps la Grande-Bretagne a le privilège d'avoir des grèves sauvages, très longues et très dures.

Devant la hausse galopante des prix, les syndicats ne peuvent plus contenir les revendications des ouvriers et le gouvernement doit renoncer à sa politique de blocage des salaires. Mais, d'un autre côté, les syndicats réussissent quand même à canaliser le mécontentement des travailleurs sur les seules hausses des salaires sans leur permettre d'organiser la défense réelle de leur niveau de vie par une revendication comme l'échelle mobile des salaires et le contrôle ouvrier sur les entreprises, seuls moyens de pouvoir démontrer aux petits bourgeois, aux petits commerçants et retraités anglais que les hausses des salaires ne sont pas responsables de la flambée des prix, mais que les seuls responsables sont les profits capitalistes.

Nicole CLAUCIER.

ETATS-UNIS

EN NOVEMBRE 1935 NAISSAIT LE C.I.O.

De par la volonté de s'organiser des travailleurs américains

AU cours de la campagne pour les élections américaines, la presse s'est faite l'écho des très réactionnaires déclarations du président de la puissante centrale syndicale AFL - CIO. Ce dernier, Georges MEANY, envisageait — ce qui en fin de compte ne fut pas fait — de retirer le soutien traditionnel de sa centrale aux Démocrates à cause des positions trop « libérales » d'un certain nombre d'entre eux opposés à l'intervention américaine au Cambodge, et participant aux défilés pour la paix au Vietnam. Georges MEANY s'est révélé être un chaud partisan de la campagne sur « la loi et l'ordre » de Nixon et Agnew.

Ces prises de positions particulièrement scandaleuses pour un homme qui se prétend être un dirigeant de la classe ouvrière illustrent bien le degré de pourriture atteint par l'appareil syndical AFL-CIO.

Pourtant, il y a 35 ans, en novembre 1935, le CIO naissait et semblait offrir une alternative aux pratiques ultra-réformistes et ultra-collaborationnistes de l'AFL.

Ce qu'était l'AFL

L'AFL (Fédération Américaine du Travail) créée dans le dernier tiers du 19e siècle était le type même du syndicat corporatiste, n'organisant que l'aristocratie ouvrière, se refusant à admettre dans ses rangs les travailleurs non-qualifiés. Les conceptions de la centrale ne changèrent pas malgré l'extension prodigieuse des grandes industries modernes : aciéries, automobile, caoutchouc. Dans ces industries, les syndicats n'existaient pratiquement pas et les millions de travailleurs non-qualifiés qui formaient l'armature de la puissance économique des USA n'étaient absolument pas organisés. De nombreuses tentatives furent faites pour tenter de réformer la vieille centrale, mais elle réussissait à les briser toutes.

Il faudra la crise économique de 1929 et la politique de New Deal de Roosevelt qui en fut la conséquence, il faudra surtout l'immense mouvement de grève avec occupation d'usines qui souleva en 1936-37 les secteurs déterminants de l'industrie américaine, pour que les travailleurs affluent massivement dans la nouvelle organisation et que les magnats de l'acier et de l'automobile la reconnaissent.

La crise de 29 et la politique de Roosevelt

Pour pallier les effets désastreux de la crise de 1929, Roosevelt se lança dans une politique d'intervention étatique dans les différents secteurs de l'économie et distribua quelque aide aux millions de chômeurs. Pour tenter de résorber la crise sans trop de problèmes sociaux, dans le cadre de la loi pour la reprise économique (N.I.R.A.) un passage accordait la reconnaissance des syndicats. La section 7 (a) consacrait « le droit des salariés de s'organiser et de négocier collectivement par l'intermédiaire des représentants de leur choix » et leur protection « contre toute entrave ou coercition de la part des patrons dans la nomination de ces représentants ». Les illusions suscitées au sein de la classe ouvrière américaine par le programme de Roosevelt, les garanties légales qui leur furent accordées entraînèrent un fort courant de syndicalisation que l'AFL, étant donnée sa structure, fut incapable de capitaliser. Les patrons, par contre, réagirent violemment et chassèrent impitoyablement les travailleurs qui tentaient de s'organiser. Les patrons contestèrent la validité de la N.I.R.A et la firent déclarer inconstitutionnelle par la Cour Suprême.

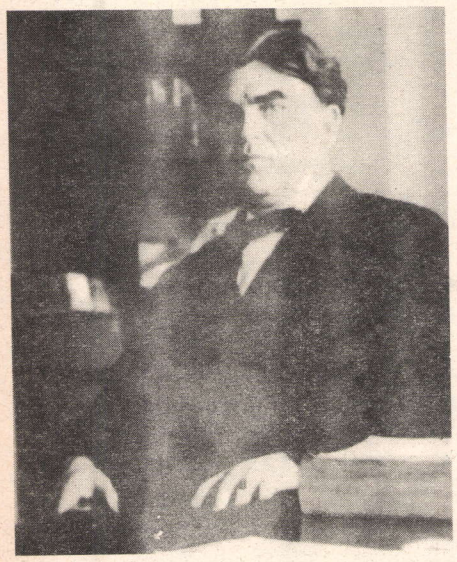
La création du C.I.O.

Devant cette volonté des travailleurs de s'organiser et l'incapacité des dirigeants de l'AFL à leur offrir un cadre, certains responsables de l'AFL elle-même décidèrent qu'il fallait rompre radicalement avec les vieilles méthodes et opposèrent résolument au syndicalisme de « métier » le syndicalisme « d'industrie » permettant d'organiser les non-qualifiés.

Il s'agissait de John Lewis, dirigeant du syndicat des mineurs qui loin d'être un révolutionnaire avait derrière lui un lourd passé de trahisons ouvrières, de Sidney Hillman et David Dubinsky, dirigeants du syndicat du vêtement, l'un pour hommes, l'autre pour femmes.

Au congrès de l'AFL en octobre 1934, où les tenants du syndicalisme d'industrie défendirent leurs positions, le président de la fédération des camionneurs déversa des bordées d'injures sur les non-qualifiés les traitant de « rubbish » (rebut, ordure).

Au congrès suivant, en octobre 1935, la bataille reprit, les « industrialistes » furent battus par 18.204 voix contre 10.933. Dès le lendemain du congrès ils se réunirent pour envisager la création de ce qui, le 9 novembre, allait s'intituler le C.I.O. (Comité pour l'Organisation Industrielle). A l'origine, le CIO ne devait être qu'une fraction organisée au sein de l'AFL en vue de promouvoir l'organisation des non-qualifiés. L'AFL allait suspendre en août 36 les dix fédérations qui constituaient le CIO. Le CIO (qui en 1938 s'intitula Congrès pour l'Organisation Industrielle) aurait peut-être été voué à l'échec comme les précédentes tentatives, si les années 36-37 n'avaient pas été celles des plus grandes luttes que la classe ouvrière américaine ait jamais menées.



John Lewis, dirigeant du syndicat des mineurs : un des fondateurs du C.I.O.

(Ph. R. Violet)

Les grandes grèves de 1936-1937

Le mouvement de grève pour la reconnaissance du syndicat et contre les conditions de travail inhumaines éclata à Akron, capitale du caoutchouc. Les ouvriers de Firestone occupèrent l'usine. Ils obtinrent gain de cause. Pendant 33 jours les ouvriers de Goodyear occupèrent la leur avant d'obtenir satisfaction.

C'est à Flint (Michigan) que le CIO joua son avenir et gagna. Flint était, après Detroit, le second centre de l'industrie automobile et le fief de la toute puissante General Motors. La grève éclata fin décembre 36 dans deux des plus importantes usines GM. Les travailleurs occupèrent, la direction riposta. Pour l'une d'entre elles, le patron fit couper le chauffage, fit appeler la police qui, massée aux entrées, essaya d'empêcher le ravitaillement des grévistes. Il s'ensuivit une violente bataille qui aboutit à la débandade des policiers chassés à coups de boulons et de bouteilles de bière. Les travailleurs réussirent à mettre en grève l'une des usines du groupe GM « Chevrolet » ce qui fut un dur coup pour General Motors car cette usine, bourrée de flics de la direction, semblait imprenable par les travailleurs. Le 11 février 1937, General Motors dut s'incliner et reconnaître le syndicat.

Les aciéries furent elles aussi conquises au syndicat et, à l'issue des grèves le CIO pouvait annoncer 3.000.000 d'adhérents.

Mais la vague de grèves, si elle changea considérablement le mouvement syndical américain, ne déboucha strictement pas sur le plan politique. En fait, dès le début, les dirigeants du CIO avaient partie liée avec l'administration Roosevelt et ne désiraient pas remettre en cause le régime capitaliste. L'énergie, le dévouement de centaines de milliers de travailleurs qui voulaient voir changer leur situation allaient être canalisés en un soutien à Roosevelt, et, par la suite, les syndicats américains ne vont pas cesser d'apporter les voix de leurs adhérents au Parti Démocrate.

1937 : *Après General Motors, des grèves éclatent à Ford. Les hommes de main de la direction s'attaquent aux ouvriers et font de nombreux blessés.*

La réunification A.F.L.-C.I.O.

Une fois le mouvement de masse retombé, les différences entre la vieille AFL et le tout nouveau CIO s'effaçaient, et des tentatives de rapprochement des deux centrales eurent lieu. Lorsqu'au cours de la guerre froide les communistes qui avaient occupé de nombreux postes lors de l'implantation du CIO furent chassés à tous les niveaux de la centrale, plus rien ne s'opposait à la fusion que des querelles d'appareils et de personnes. En 1955, les deux organisations s'unifiaient pour donner la puissante centrale AFL-CIO dont les dirigeants aujourd'hui se font les soutiens des tendances les plus réactionnaires de la bourgeoisie américaine.

Geneviève LAGRANGE

1955 : *G. Meany (à gauche), dirigeant de l'A.F.L. et W. Reuther, dirigeant du C.I.O., scellent l'unité des deux centrales syndicales. Meany est aujourd'hui un fervent partisan de l'intervention américaine au Vietnam.*

L'UNITÉ DE LA GAUCHE :

UNE DE PERDUE DIX DE RETROUVÉES...

MITTERRAND, à l'occasion des « journées nationales » de la Convention des Institutions Républicaines, a lancé un appel à l'unification des forces (sic) socialistes (resic) dans une même organisation.

Il désire que **« la nouvelle expérience soit comprise avant les municipales sans qu'elle soit mêlée aux préoccupations électorales ».**

Malgré cette belle déclaration, la perspective des élections n'en est pas moins à l'origine des grenouillages qui agitent actuellement la « famille socialiste ».

Il est courant de dire que lors des élections municipales, à la différence des législatives, les électeurs ne se déterminent pas en fonction de choix politiques généreux et que les intérêts locaux, les questions de personne, sont déterminants.

Aujourd'hui pourtant, la classe politique — ces hommes dont la raison d'être est de gérer les affaires des autres — se demande si les prochaines élections ne vont pas se politiser.

Car l'U.D.R., pour sa part, a bien l'intention de tout tenter pour politiser les municipales et pour tenter d'obtenir les mêmes succès lors des municipales que lors des législatives.

Majoritaire à la chambre des députés, l'U.D.R. est défavorisée — ou moins favorisée — dans les municipalités. Les découpages électoraux y sont évidemment impossibles, et la loi électorale imposant des listes bloquées au premier tour dans les communes de plus de 30.000 habitants, n'a pas suffi à l'U.D.R. pour déboulonner les notables locaux — de droite ou de gauche — et prendre leurs places. Dans les municipalités, comme dans les conseils généraux et dans une moindre mesure le Sénat, l'U.D.R. est loin d'avoir proportionnellement la même représentation qu'à l'Assemblée nationale où elle a plus de la moitié des élus. L'U.D.R. va donc essayer d'y parvenir en politisant les prochaines élections : en tentant, d'une part, de se rallier certains de ces notables (jusqu'aux socialistes, a dit Roger Frey) et, d'autre part, en tentant de faire en sorte, que dans chaque commune, ce soit, comme pour les législatives ou les présidentielles, entre l'U.D.R. ou rien, que choisissent les électeurs.

En face, la gauche traditionnelle se demande si cette entreprise réussira. Car il y aurait là pour elle un grave danger : le laminage de tout ce qui se trouve entre l'U.D.R. et le parti communiste ; une bipolarisation comme dit Gaston Defferre.

Et il faut bien dire que des 5 % de Defferre aux présidentielles, jusqu'aux 7,76 % de Taix à Bordeaux, en passant par les 2 % du candidat socialiste à Nancy, la famille socialiste n'a pas le vent en poupe.

L'opération J.J.S.S. marquant le pas, Mitterrand fait sa tentative. Si leur ligne politique est opposée, ils se répondent dans leur objectif ; créer une force entre l'U.D.R. et le Parti communiste.

Sans aller jusque-là, Mitterrand peut-il faire aboutir l'unité de cette « pauvre gauche » et ralentir ainsi sa marche vers l'inexistence ?

On n'en est plus en 1965 où il dut son succès au fait d'être soutenu par le P.C.F. Il mène aujourd'hui un combat d'arrière-garde et tout dépendra de l'attitude des socialistes vis-à-vis du P.C.F., et de la réponse du P.C.F.

Quoi qu'il en soit, il n'est pas question d'épiloguer. D'ici mars 1971, nous verrons bien d'autres déclarations, tentatives, alliances... ou grenouillages. Sans la moindre « préoccupation électorale », bien sûr !

Louis BERTRAND.

Meeting Lutte Ouvrière du 9 novembre à Paris

« Le Tchad et la politique de décolonisation de l'impérialisme français »

« Le Tchad et la politique de décolonisation de l'impérialisme français », tel était le thème de cette deuxième réunion publique organisée par notre journal depuis la rentrée. Plus de 1.200 personnes s'étaient retrouvées dans la salle de la Mutualité ce lundi 9 novembre pour y assister.

Un camarade intervint d'abord pour rappeler la situation du Tchad : misère héritée de la période où le colonialisme français régnait sur le pays, sous-équipement dramatique du pays, mais aussi exploitation de ses richesses par les sociétés françaises qui contrôlent la principale production du pays, le coton. Il fit l'historique des événements qui conduisirent à la sinistre dictature de Tombalbaye, et mit en évidence les racines de la « rébellion » qui s'amplifie de jour en jour, à tel point que Tombalbaye ne peut aujourd'hui se maintenir au pouvoir qu'à l'ombre des mitraillettes des mercenaires français.

Un deuxième orateur s'attacha à montrer que la politique de décolonisation de l'impérialisme français n'avait pas mis fin, loin s'en faut, à la mainmise de l'impérialisme sur les richesses du tiers-monde. Prenant pour exemple les ex-colonies françaises d'Afrique, il réfuta les arguments qui alimentent les campagnes de l'extrême-droite qui prétend que le gouvernement français gaspille l'argent des contribuables français « pour entretenir les rois nègres ». Il montra que ces subventions attribuées aux pays de la communauté française — au demeurant minimes si on les compare aux profits rapatriés chaque année par les sociétés capitalistes —, servaient essentiellement au développement des routes et des ports, c'est-à-dire au perfectionnement des instruments qui permettent aux sociétés françaises de continuer à mettre en coupe réglée ces pays. Il rappela, en passant, que cette aide est une aide liée qui impose aux Etats qui en bénéficient d'acheter à des sociétés françaises. L'argent des contribuables français sur lequel veille si jalousement Tixier-Vignancourt, Cartier et leurs émules revient donc par ce biais dans des coffres-forts français, des capitalistes métropolitains.

Ensuite, un troisième camarade rappela opportunément que si, dans les milieux gouvernementaux, on se faisait une fierté de la politique de décolonisation de ces dernières années, la France n'en continuait pas moins à maintenir sous sa botte des territoires et des peuples. Illustrant la réalité de la présence française dans ses colonies camouflées sous les étiquettes hypocrites de Territoires d'Outre Mer (T.O.M.) ou Départements d'Outre Mer (D.O.M.) à l'aide d'exemples concrets, il montra que la corruption, la fraude électorale, le chômage, la misère étaient le lot quotidien des populations qui y vivent.

Enfin, une camarade conclut cette réunion en montrant les limites des mouvements nationalistes qui essayent vainement d'édifier en Afrique des économies nationales. Elle montra la vanité du schéma maoïste qui propose à des pays, vidés de leurs richesses par des siècles d'exploitation impérialiste, d'accumuler en quelques années les bases nécessaires à d'édification d'une économie viable, en demandant aux masses populaires, ou en leur imposant des sacrifices. Elle souligna en passant le caractère réactionnaire d'une telle perspective qui, si elle était viable, aboutirait à créer autant de micro-économies qu'il y a d'ethnies en Afrique.

Mais, et la camarade le rappela avec flamme, il ne s'agissait pas pour autant de se laisser aller à la passivité. Les révolutionnaires sont naturellement partie prenante dans le combat des masses africaines pour leur libération, mais ce combat ne peut trouver une perspective que comme partie intégrante de la révolution socialiste mondiale.

Rassemblement international de Bruxelles

les 21 et 22 novembre 1970

C'est le week-end prochain qu'aura lieu à Bruxelles, dans les locaux de l'Université Libre, le rassemblement international des révolutionnaires soutenu en France par la Ligue Communiste et **Lutte Ouvrière.**

Rappelons à ce propos à tous nos amis, lecteurs et sympathisants parisiens qui désirent se rendre à cette manifestation, le rendez-vous de départ :

LIEU : PORTE DE CLIGNANCOURT, DEVANT LA STATION ANTAR SITUEE ENTRE LA PORTE ET LE BOULEVARD PERIPHERIQUE (Métro : Porte de Clignancourt).

DATE : SAMEDI 21 NOVEMBRE.

HEURE : 7 HEURES PRECISES DU MATIN.

Pour être accepté dans les cars il faudra :

— être en possession de la carte de voyage avec les timbres correspondants (les timbres manquants peuvent être achetés dans les cars),

— ceux qui ne possèdent pas la carte spéciale pourront être acceptés dans les cars, dans la limite des places disponibles, en acquittant avant le départ la somme de 60 F.

ATTENTION

Nous rappelons que pour le passage de la frontière, il faut :

- POUR LES PLUS DE 21 ANS

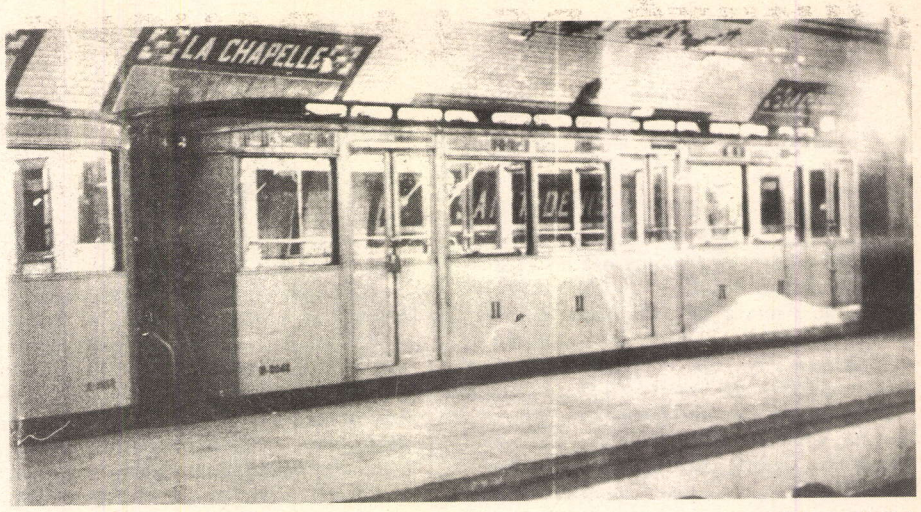
— la carte nationale d'identité datant de moins de 10 ans ou un passeport en cours de validité (ou périmé depuis moins de 5 ans).

- POUR LES MOINS DE 21 ANS

— la carte nationale d'identité accompagnée d'une autorisation paternelle ou d'un passeport en cours de validité.

Un seul passager en situation irrégulière pouvant faire bloquer le car entier à la frontière, nous demandons à tous les participants, sous peine de ne pouvoir les accueillir, de se présenter en règle au départ.

Nouveaux tarifs R.A.T.P. et vieux déficit



(Photo L.O.)

IL en est des discussions à l'Assemblée comme des radis ! Tous les ans à la même époque, c'est-à-dire au moment où les différents budgets doivent être approuvés, on relance le problème du déficit de la RATP. C'est l'occasion propice pour voir si une petite augmentation de tarif ne serait pas souhaitable. Et bon an, mal an, avec plus ou moins de ponctualité, le gouvernement annonce ses chiffres. Cette année, on parle de 8 francs le carnet de bus ou métro, pour janvier prochain. Et bien plus, M. Mondon, le ministre des Transports nous demande presque de lui dire merci, car ce n'est pas 80 centimes le ticket qu'il faudrait payer, mais bien 1,40 F d'après lui, pour qu'enfin les recettes de la RATP équilibrent ses dépenses.

Mais s'il y a déficit, c'est parce que le gouvernement veut faire supporter aux usagers les investissements. La RATP ne peut plus faire face aux investissements devenus impérativement nécessaires, sous peine de condamner la capitale à « la mort lente » (comme le disait le préfet lors d'une récente émission télévisée).

En effet, il faut maintenant faire face au manque de prévoyance de nos gouvernants qui ont laissé croître les besoins depuis cinquante ans, sans rien proposer pour les satisfaire progressivement.

Les travailleurs qui résidaient à Paris se sont vus refoulés vers les banlieues par les promoteurs et les sociétés immobilières qui construisent les buildings et les bureaux luxueux. Actuellement, la banlieue constitue une excroissance de plus en plus monstrueuse qui déverse chaque jour dans les quartiers du centre, vers les bureaux et les magasins, des milliers et des milliers de personnes. L'engorgement du métro est tel qu'on ne peut plus reculer devant la nécessité de moderniser, prolonger les lignes, renouveler le matériel.

Cette modification justifierait donc largement, selon le ministère, les 1,40 F avancés. Car voyez-vous, un tronçon express Auber-Nation, qui ne serait pas superflu, coûterait 1 milliard de francs, soit 150 millions du km ; un raccordement St-Lazare-Invalides reviendrait à 205 millions pour 2 km. C'est donc un investissement colossal que la RATP doit faire.

Mais pourquoi vouloir en faire supporter les frais à l'usager ? S'il en est ainsi, c'est bien parce que le gouvernement a laissé Paris aux mains des agioteurs, sans les taxer, sans les obliger à compenser financièrement les inconvénients qu'ils ont eux-mêmes créés en éloignant les travailleurs de leurs entreprises.

Ce sont les patrons, les spéculateurs, les actionnaires des sociétés immobilières qui doivent faire face aux dépenses nécessaires, aux transformations du réseau de transports parisiens, car ils sont en tout premier lieu les responsables de la situation actuelle, et en tous cas, c'est à eux qu'elle a rapporté des bénéfices colossaux.

Le gouvernement a laissé ces gens s'enrichir, et maintenant il veut faire payer l'usager. Or le gouvernement sait très bien que si l'on s'en tient au service rendu — encore que les transports devraient être gratuits pour les travailleurs car c'est avant tout pour leurs patrons qu'ils se déplacent chaque jour — jamais les voyageurs ne devraient payer un tel prix. Il est en effet impensable que le même vieux réseau, avec le même vieux matériel, coûte, au fil des ans, de plus en plus cher.

Il est vrai que la logique gouvernementale n'a rien à voir avec la logique du commun des mortels, sa logique à lui, c'est de faire endosser à l'usager ce qu'il ne peut réclamer aux capitalistes dont il assure les profits.

La circulation dans Paris

Mondon projette de dissuader les plus pauvres d'utiliser leur voiture pour permettre aux riches de le faire

MMONDON, ministre des Transports, a encore sorti de sa poche le fameux remède miracle destiné à guérir Paris de sa maladie de la circulation. Ce fameux remède, ce **« sirop Typhon »**, c'est la **« dissuasion »**.

S'il s'agissait d'empêcher les automobiles d'envahir et de bloquer les rues de la capitale, tout le monde serait d'accord. La situation que nous connaissons tient du délire et il n'est pas possible de lui trouver une solution tant qu'on admet la circulation actuelle des véhicules individuels dans Paris.

Quelle vie mènera-t-on à Paris lorsque tous les espaces libres, les squares, seront transformés en parkings ; lorsqu'on se sera amusé à construire des deuxièmes puis des troisièmes niveaux de circulation au-dessous des grands axes ou sur les quais de la Seine, après avoir coupé tous leurs arbres pour les élargir ?

Photo L.O.

Seulement, le gouvernement n'envisage que des mesures qui ne dérangeront pas la classe au service de laquelle il gouverne : les riches. Ce qu'il prévoit en effet c'est de relever le montant des amendes, de généraliser le stationnement payant, et toutes autres mesures qui auront pour résultat d'élever le coût de l'utilisation de la voiture. La dissuasion de M. Mondon, c'est une sélection par l'argent. Il veut dissuader les plus pauvres pour permettre à ceux qui en ont les moyens, et seulement à ceux-là, de circuler en voiture dans Paris, ce qui se traduira quand même par la gêne et la pollution pour tous, automobilistes ou non.

Ce sont l'ouvrier et l'employé banlieusards qui reculeront devant le stationnement payant ou les 50 F d'amende pour stationnement illicite. Pas le P.D.G. qui disposera, lui, d'un parking.

Si la dissuasion est nécessaire, et elle l'est, elle doit s'appliquer à tous. La seule mesure juste en la matière serait l'interdiction générale de la circulation des automobiles particulières dans Paris. Que le P.D.G. comme l'employé prenne les transports en commun. Peut-être seraient-ils alors améliorés.

HOTESSES, STEWARDS, SECURITE ET ARBITRAIRE

HOTESSES de l'air et stewards avaient mené au début de l'année 1970 cinq mouvements de grève pour protester contre un arrêté du ministre des Transports datant du 21 novembre 1969 et qui confiait la délivrance des certificats de sécurité et de sauvetage des hôtesses et stewards aux compagnies aériennes et non plus comme auparavant aux Pouvoirs publics.

L'affaire fut portée devant le Conseil d'Etat qui vient d'annuler l'arrêté du 21 novembre 1969. L'Etat est de nouveau chargé de la délivrance du certificat de sécurité et de sauvegarde.

Les hôtesses et stewards considéraient, à juste titre, que remettre la délivrance de ce certificat aux compagnies elles-mêmes, c'était se remettre à l'arbitraire patronal. La Direction d'une compagnie aurait pu délivrer ou non ce certificat, en tenant compte de tous autres critères que les connaissances en matière de sécurité.

De ce point de vue, hôtesses et stewards viennent d'obtenir gain de cause.

Mais ceux d'entre-eux, syndicalistes ou non, qui auraient engagé cette lutte en pensant que c'est pour la « défense de la profession », ceux là se font des illusions. Pour les hôtesses et pour les stewards comme pour toutes les autres catégories de salariés, sur le marché du travail capitaliste, c'est uniquement de la loi de l'offre et de la demande que tiennent compte les patrons. Si demain une catégorie de travailleurs n'est plus nécessaire au fonctionnement de l'économie, les patrons prendront allègrement la décision de supprimer leur profession. Ce sont eux qui en dernier lieu décident de la « valeur » d'une profession.

D'autre part, pour les hôtesses de l'air et les stewards, ce n'est pas pour autant la fin du règne de l'arbitraire. L'Etat, digne représentant des intérêts des compagnies aériennes décidera en fonction de leurs besoins.

Mais, au fait, l'Etat qui se charge de vérifier si hôtesses et stewards possèdent bien les qualités indispensables pour assurer la sécurité et la sauvegarde des voyageurs, a-t-il les mêmes exigences vis-à-vis de ceux qui possèdent ou qui gèrent ces compagnies ? Pourtant leurs décisions financières pèsent parfois de façon déterminante sur la sécurité des passagers et du personnel navigant !

dernière heure :

A CASE (Vierzon) LE TRAVAIL A REPRIS APRÈS PRESQUE 2 SEMAINES DE GRÈVE

LUNDI dernier, c'est la deuxième semaine de grève qui commence et le moral n'est pas à la conciliation puisque ceux qui pensaient que le patron cèderait devant des revendications raisonnables comme 35 F par mois comprennent qu'il faut poser ce dont on a besoin pour vivre plus correctement. Les revendications sont donc doublées : 40 centimes/heure pour les horaires et 70 F/mois pour les mensuels (avec le paiement des heures de grève).

Le mardi, le climat est encore assez bon puisque malgré un vote à bulletin secret, une majorité se dégage pour la poursuite de la grève.

VERS LA REPRISE

Déjà, le long week-end avait ébranlé le moral de quelques gars, ensuite vient le 11 novembre, et le travail de sape de certains qui poussent par derrière à la reprise. (Dans ce rôle s'illustra particulièrement un ancien délégué C.G.T. qui réapparut à la fin du mouvement pour faire son sale travail. Remarquons que son attitude tranchait nettement avec celle des autres délégués qu'ils soient C.F.D.T. ou C.G.T.)

Devant cette ambiance allant en se dégradant, il est décidé jeudi en assemblée de reprendre le travail. Pas un par un mais en manifestation et tous ensemble. C'est ainsi que le travail reprit après qu'une manifestation silencieuse ait fait le tour de l'usine.

Nous sommes rentrés, mais pas vaincus car malgré seulement 2,5 % d'augmentation sur les salaires et l'éligibilité à 18 ans, de nombreux jeunes et moins jeunes ont pris conscience de la manière de mener la lutte : l'acquis est important. La grève a été menée démocratiquement :

— Comité de grève.

— Assemblée chaque jour et se déroulant d'une manière démocratique.

Mais aussi :

— Manifestations en ville et dans les cités ouvrières.

— Contact avec les autres entreprises.

— Unité dans la lutte entre les employés et les horaires.

Tout cela, la direction ne pourra revenir dessus, c'est pourquoi la grève qui vient de se terminer à CASE n'est qu'un début !...

Correspondant L.O.

SAVIGNY :

Une prison pour jeunes

LE centre de Savigny est un établissement situé au sud de Paris et accueillant les délinquants de cette région. Il est dit centre « pilote », c'est-à-dire éducatif et d'avant-garde. Il peut recevoir 189 garçons âgés de 13 à 18 ans, ayant commis des délits mineurs : fugue, vol, oisiveté... Ce sont, la plupart du temps, des enfants de parents divorcés ou désunis, ou de ceux appartenant aux couches les plus déshéritées. La plupart des enfants à Savigny sont Algériens.

Le rôle du Centre

Ce centre d'éducation surveillée se donne pour but d'observer les enfants pendant la durée de l'instance judiciaire qui est au minimum de trois mois. Cette observation se passe en deux phases : la première phase est celle de « l'accueil » : le délinquant nouveau est envoyé dans un bâtiment isolé des autres dans lequel il restera huit jours, temps jugé nécessaire pour étudier son comportement et juger vers quel éducateur il faudra l'envoyer. Durant ces huit jours, il ne sort pas. Sa chambre est fermée à clef le soir, les fenêtres ne s'ouvrent pas et sont en verre incassable. Le but de « l'accueil » est, dit-on, de dédramatiser la situation !

La deuxième phase est la phase de vie de groupe. Le délinquant va être affecté à un atelier : mécanique, maçonnerie, jardinage, menuiserie, décoration... Ces ateliers n'ont pas pour fonction de lui apprendre un métier mais de l'observer en train d'exercer une activité et de juger quel est son degré d'attention, de soumission, et son désir de réussite.

Son manque d'intérêt pour ces travaux entraîne bien sûr un jugement tout à fait défavorable sur le délinquant.

En dehors de ses heures d'atelier, le jeune délinquant est invité à participer avec son groupe à diverses activités dites de loisirs : photos, décoration de leurs salles, sport... L'institution en est fière et voit là un aspect éducatif. Le délinquant, lui, n'y voit qu'un passe-temps qu'il apprécie plus ou moins mais qui, de toute façon, lui paraît sans aucun rapport avec ses véritables problèmes.

Une prison malgré les apparences

On essaie peut-être de lui faire oublier pendant trois mois qu'il est dans une prison. Tout à Savigny tente de le faire croire : c'est un centre ouvert en pleine campagne, une ancienne ferme, la Ferme de Champagne. Il n'y a aucun mur d'enceinte, la porte d'entrée est constamment ouverte et non surveillée pour ne pas interdire les fugues. Les fenêtres mêmes offrent toutes les possibilités favorables à l'évasion. Mais tout est prévu aussi pour le retour ! Une féroce répression, châtiment d'un intolérable abus de confiance, attend le jeune fugueur. Il est en effet immédiatement envoyé à « l'isolement », conditions particulièrement lamentables d'emprisonnement pour des adolescents et seul moyen imaginé pour les faire « réfléchir ». Ainsi, pendant quelques jours, il pourrira dans des cellules carcérales dont il est difficile de décrire le caractère repoussant et parfaitement inhumain. Elles sont sans fenêtre, avec uniquement de minuscules soupiraux situés près d'un plafond très élevé. Elles sont équipées d'une unique planche pour y dormir et d'une sorte de fosse pour les besoins élémentaires. Il y règne donc aussi constamment une odeur insupportable. D'ailleurs, chaque éducateur essaie de repasser à un autre la charge d'aller une ou deux fois par jour dans ce lieu donner à boire et à manger aux garçons. C'est ainsi qu'ils peuvent rester pendant des heures sans boire. De plus, étant donné qu'il n'y a que trois cellules et que, au gré de la mauvaise humeur des éducateurs, y sont envoyés les délinquants « agités » ou trop opposants, il arrive souvent que plusieurs délinquants purgent leur peine dans la même cellule. Cela ne manque pas de les entraîner vers des pratiques homosexuelles que déplore bien hypocritement tout le personnel de Savigny. Et tout le centre ferme les yeux sur ce lieu de « réflexion » où pourrissent un peu plus les jeunes adolescents.

Les principes « éducatifs » du Centre

Une psychologue déjà ancienne à Savigny refuse de « voir », selon ses propres termes, qu'il y a un isolement à Savigny. Ce qui importe surtout c'est que l'ordre absolu y règne au détriment bien sûr de la moindre recherche sur le sens de la délinquance. Il est à noter aussi que le passage à l'isolement n'a jamais empêché les récidives. Et cela aussi tout le monde le sait. Alors on se donne pour bonne raison qu'il faut bien des exemples pour faire un peu peur aux autres membres du groupe. Voilà les principes « éducatifs » de Savigny. Un pessimisme fondamental d'ailleurs y règne. On essaie avant tout de juger si le délinquant est « typique », donc à surveiller étroitement à l'avenir, ou si ce n'est qu'un « occasionnel » dont les problèmes, avec un peu de chance, se résoudront. Et puis il y a aussi les préposés à l'alcoolisme, à la médiocrité ou au retour à Savigny ou à Fresnes. Des cas perdus, en somme. Une réflexion d'une psychologue illustre ce défaitisme : « de toute façon, il n'y a pas de solution, puisque les délinquants auront eux-mêmes des fils délinquants ». Donc, plutôt que d'affronter le problème de la délinquance, mieux vaut construire des centre d'éducation surveillée.

Une institution à l'image de cette société

On se doute que le passage de ces enfants à Savigny modifiera assez peu leur avenir. D'ailleurs, personne ne se préoccupera plus de ce qu'ils deviendront, sauf s'ils ont de nouveau des démêlés avec la justice. Il y a théoriquement des délégués chargés de continuer l'observation. Mais de toute façon les délinquants sont livrés sans recours à leur ancien milieu ou à de nouveaux encore plus néfastes. Ainsi, au cours d'une séance de synthèse, il avait été décidé pour un jeune garçon de l'envoyer dans un centre d'horticulture. Tout les membres présents à cette séance savaient qu'il y serait exploité au maximum. On l'a dit, on l'a déploré, mais que faire d'autre ? C'était une nouvelle preuve de l'impuissance totale de Savigny. Depuis les délinquants jusqu'aux chefs de services, tous sont ligotés et emprisonnés dans un système dont il leur apparaît impossible de sortir. Alors, tous abdiquent. A ce propos, voici la réflexion d'un délinquant : « de toute façon, les flics m'ont dit que c'était une maladie de voler, alors quand je ressortirai, c'est sûr que je volerai encore ! ».

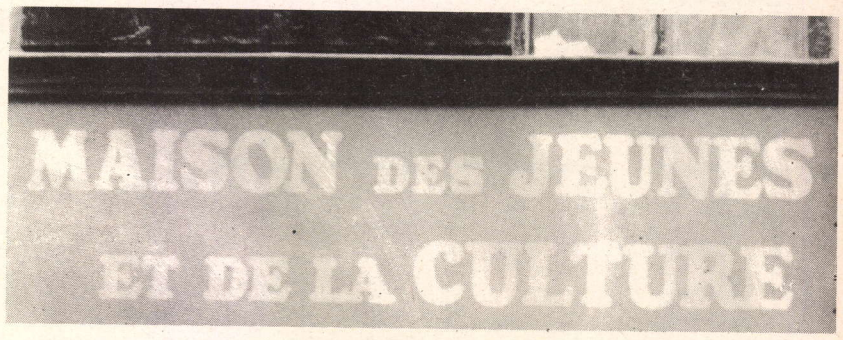
Bien sûr, certains éducateurs et psychologues ne sont pas du tout résignés à jouer ce rôle répressif et aveugle que la société leur impose. Mais ce n'est justement pas un problème d'individus plus ou moins conscients et responsables mais un problème de structures d'une institution à l'intérieur d'une certaine société. On réalise avec Savigny la toute puissance de l'institution et le carcan qu'elle fait peser sur l'individu. Quelle que soit sa « bonne volonté », il ne peut absolument pas se mesurer à elle : ou bien il s'intègre, ou bien il est rejeté.

Les limites de Savigny, pourtant établissement « d'avant-garde » dans son genre, sont probantes. Comment cette société, fondée sur le vol, la rapine sous ses formes légales, et où les relations humaines sont à l'image de ces pratiques, pourrait-elle résoudre le problème de la délinquance ?

Correspondant L.O.

LES MAISONS DE JEUNES :

Après Comiti, le Conseil de Paris veut dicter leurs besoins aux jeunes.



ACTUELLEMENT le torchon brûle entre le Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, M. Comiti, et le Conseil de Paris, dont la majorité est pourtant UDR et centriste. En effet on n'est pas d'accord entre gaullistes pour juger de la meilleure manière de mettre au pas la jeunesse.

Depuis le 20 mars 1970, le Conseil de Paris a adopté une nouvelle réglementation concernant la gestion et l'animation des équipements socio-éducatifs qui lui appartiennent, et qui sont confiés actuellement pour la plupart à des Maisons de jeunes et de la culture (M.J.C.). Les élus de Paris veulent contrôler plus strictement les associations : cinq conseillers désignés directement par le Conseil de Paris et deux représentants du Préfet « équilibrant » les trois membres du Conseil d'administration de l'Association et les deux délégués des activités. Et, pour corser, le fonctionnement de l'établissement est contrôlé régulièrement par les services de la Préfecture de Paris. « Au cas où il serait constaté une situation entravant le fonctionnement normal *(sic)* de l'établissement, la convention *(entendez le financement)* pourra être résiliée avec effet immédiat par arrêté préfectoral motivé ».

Sans compter de surcroît que la nomination du « personnel de direction » *est soumise par l'Association, à l'agrément du Préfet ; et la Ville de Paris prend en charge le traitement du personnel — à défaut de pouvoir convaincre un animateur de bien servir le régime, la Préfecture possède ainsi un moyen de pression idéal. Dans ces conditions les M.J.C. ne manqueront pas d'anges-gardiens.*

Bien entendu ce n'est pas cette caporalisation de la jeunesse qui gêne M. Comiti, « ministre des jeunes ». Lui-même s'efforce de mettre en place ce que la majorité baptise la « régionalisation » des maisons de jeunes, c'est-à-dire la main-mise des représentants directs du gouvernement, que sont les préfets.

Depuis mai 1968 les gaullistes sont partis en guerre contre les associations de jeunesse et particulièrement contre la Fédération des Maisons de Jeunes (F.F.M.J.C.). Ils les considèrent comme des foyers de contestation. Et, les édiles de Paris tout comme M. Comiti ont vraiment à leur égard les mêmes préoccupations.

Une seule petite chose gêne pourtant M. Comiti : c'est la « municipalisation » *que propose le Conseil de Paris. S'il est vrai que localement à Paris, le danger de voir échapper le contrôle sur les M.J.C. n'existe pas, puisque la majorité du Conseil parisien est gaulliste ou apparentée, on peut craindre en haut lieu que cela représente un précédent. Et demain il serait d'autant difficile aux gaullistes d'imposer leur tutelle à des Maisons de jeunes, dans des municipalités, non contrôlées cette fois, par la majorité.*

On le voit, les besoins de la jeunesse n'ont rien à voir avec ces préoccupations.

Les Maisons de jeunes bien souvent ont été, et sont encore, de véritables centres (actifs) de vie culturelle. Surtout dans les banlieues et les arrondissements où prédomine une population ouvrière, les Maisons de jeunes sont presque toujours les seuls centres attractifs de la localité, et cela autant pour les moins jeunes que pour la jeunesse : théâtre, cinéma, activités artistiques deviennent, par leur intermédiaire bien plus accessibles. Mais cela n'intéresse pas les gaullistes. Pour ces messieurs seul compte le contrôle qu'ils espèrent avoir sur l'ensemble des jeunes. Toute association ou activité des jeunes est suspecte, à leurs yeux, et comme devant mener tout droit à la contestation. Faut-il qu'ils soient peu sûrs de leur nouvelle société ? !

Les Maisons de jeunes doivent être gérées et contrôlées par les usagers eux-mêmes. Les jeunes doivent déjà subir l'armée, ils n'ont pas besoin d'être enrégimentés dans les loisirs.

André LAURENT.

revue de la presse d'extrême-gauche

Les luttes revendicatives

INFORMATIONS OUVRIÈRES

Dans son numéro 494, Informations Ouvrières, **consacre de longs développements aux mouvements de grève qui, de Merlebach aux Grands Magasins, en passant par les P.T.T., montrent la combativité de la classe ouvrière :**

Merlebach d'abord. Voilà un nom qui ne sera pas oublié dans la lutte des classes. Non seulement parce que le mouvement massif des mineurs lorrains — sur lequel nous revenons par ailleurs — exprime le refus de ces maux qui s'épaulent l'un l'autre — la surexploitation menaçant la santé et la vie même, masquée sous les vocables de « productivité » et de « rationalisation », et le chômage — mais peut-être surtout à cause de ces vingt-quatre heures du mercredi 28 octobre pendant lesquelles les mineurs, continuant la grève, ont dit « Non » à l'ordre de reprise donné par les directions syndicales sans que les revendications soient satisfaites.

Vingt-quatre heures pendant lesquelles les mineurs de Merlebach ont été la voix de tous les travailleurs de ce pays pour affirmer qu'ils entendaient changer le cours des choses, changer la vie, qu'ils se sentaient assez forts pour le faire et qu'ils voulaient s'en trouver les moyens

Vingt-quatre heures qui se sont pourtant terminées par la reprise du travail dans l'amertume. Vingt-quatre heures qui ont démontré combien il était difficile de réaliser les conditions d'un combat victorieux, qui ont rappelé une fois encore que les moyens nécessaires à la classe ouvrière pour vaincre ne seraient assurés qu'au terme d'un dur et long combat.

Les mêmes leçons peuvent être tirées de ce qui s'est passé dans les P.T.T. Une combativité extrême, une volonté d'agir, bloquées, déviées dans des grèves disloquées, successives Et pourtant, dans le cours même de ces mouvements dont la forme ne répondait pas aux exigences d'une action efficace, cette combativité qui perce encore, s'affirme.

rouge
hebdomadaire d'action communiste

Par ailleurs, Rouge, **dans son numéro 87, consacre un article aux grèves dans le secteur public. On peut notamment lire :**

Il faut en finir avec le chantage gouvernemental et patronal aux intérêts des usagers dans le service public. Il faut expliquer que les intérêts des usagers ne sont pas contradictoires avec les intérêts des travailleurs, et trouver, s'il le faut, des formes de lutte, qui bloquent l'appareil capitaliste tout en étant immédiatement, très populaires (exemple : refus de distribuer le courrier administratif, le courrier des entreprises et la publicité, mais distribution des plis personnels).

L'intervention des révolutionnaires portera là où cela fait mal. La satisfaction de toutes les revendications dans le secteur public implique une destruction complète des plans de la bourgeoisie, qui a décidé d'en faire un secteur sacrifié.

Cela demande qu'on l'ose, qu'on ose dire aussi qu'il s'agit d'une lutte politique.

Les militants révolutionnaires, tant à l'intérieur des syndicats, que dans leurs interventions extérieures aux entreprises (comme à l'occasion de la campagne « transports »), montreront que c'est la seule position REALISTE ET EFFICACE.

tribune socialiste

« Des luttes éparpillées au mouvement politique de masse », tel est le titre de l'éditorial du numéro 471 de Tribune Socialiste. **Sous la plume de A. Behar, on peut notamment lire :**

Malgré la censure renforcée de la presse bourgeoise, malgré la publicité exagérée faite à tout accord de sommet (comme celui de la S.N.C.F. par exemple), malgré l'absence de perspectives unifiantes, le combat ouvrier se radicalise sans cesse, entreprise par entreprise.

Ce qui frappe aujourd'hui, c'est l'extension des conflits au-delà des bastions traditionnels des travailleurs : ce n'est pas seulement les postiers, les sidérurgistes, les métallos de l'automobile, qui se battent mais aussi les ouvriers du textile, de l'alimentation, les employés des grands magasins, et les travailleurs de la santé.

Ce qui frappe aussi, c'est la forte combativité, la fréquence des grèves longues, le développement des grèves articulées désorganisant la production, les prises de contrôle sur les conditions de travail, les occupations d'usines.

Mais il ne faut pas perdre de vue aussi, le caractère dispersé, isolé de chacune des luttes. Il y a de gros risques d'épuisement dans cette guérilla prolongée contre l'organisation capitaliste du travail, *si des perspectives unifiantes ne sont pas données à toute la classe, et surtout s'il n'y a pas jonction des luttes ouvrières avec celles que mènent les couches populaires anti-capitalistes.*

La Révolution russe

L'HUMANITÉ rouge

Le 53e anniversaire de la Révolution d'Octobre. C'est au 53e anniversaire de la Révolution d'Octobre que l'Humanité Rouge **consacre le numéro 78 de son éditorial.**

Il y a cinquante-trois ans, un immense espoir gonfle les cœurs des ouvriers du monde entier ; pour la première fois depuis des siècles et des siècles de servitude, des exploités, leurs camarades de Russie, prennent le pouvoir et le consolident. Une ère nouvelle s'ouvre, celle de la Révolution prolétarienne mondiale ; dès lors les peuples enhardis vont à l'assaut du vieux monde capitaliste...

Octobre 1917, en Russie : « La crise est mûre » dit Lénine ; les ennemis du peuple sont momentanément affaiblis : les états impérialistes qui s'entre-déchirent ne peuvent s'occuper des « affaires russe », la bourgeoisie russe mal organisée, peu experte, suit la même politique que le tsarisme vaincu par la révolution de février 1917. Par contre, la classe ouvrière trempée dans les combats révolutionnaires a acquis la confiance des masses paysannes pauvres que huit mois de révolution ont profondément éduquées.

« La crise est mûre », mais il est un instrument décisif de la victoire, instrument qui dirige et organise les masses populaires en armes pour l'assaut final : c'est le Parti Bolchevik !

Cinquante-trois ans après, l'exemple d'Octobre 1917 reste vivant. Sachons en tirer les leçons, sachons en assimiler les enseignements. Avançons dans la voie ouverte par la Révolution socialiste d'octobre sous la direction de Lénine et Staline !

La répression en France

la cause du peuple

Le numéro 30 de la Cause du Peuple, **dont la sortie avait publiquement été annoncée par J.-P. Sartre afin d'éviter une saisie, tire les leçons de la campagne menée par les Maoïstes pour la libération de Geismar :**

La campagne « pour la libération d'Alain » n'a été qu'une demi-victoire. Demi-victoire, ce mot ne traduit pas une impression subjective, ce que nous avons pu « ressentir » — il est le résultat du bilan tiré des faits eux-mêmes. Demi-victoire, c'est dire qu'il y a un aspect positif et un aspect négatif.

I. L'ASPECT POSITIF :

— Des opérations anti-patronales, nombreuses et réussies, ont eu lieu : Citroën, Renault, Caterpillar, etc., sont là pour en témoigner.

Il y a eu une mobilisation chez les travailleurs. Des meetings, des manifestations regroupant plusieurs centaines d'ouvriers ont eu lieu, ainsi à Saint-Denis où les travailleurs immigrés criaient « Geismar-Arafat, même combat », ainsi à Chausson (Gennevilliers), à Sochaux.

— Le grand acquis de la campagne de « l'été chaud » : la dimension nationale, la participation active de la province toute entière, cet acquis a été conservé et renforcé. Cela, même les journaux bourgeois qui ont minimisé les affrontements à Paris, ont dû le reconnaître. Partout en France il y a eu des actions pour la libération d'Alain, pour la libération du peuple. Toutes ne sont pas relatées dans ce numéro. Ainsi pour Nice, où il y a eu deux manifestations regroupant chacune 150 personnes environ, où se tint un meeting de 500 personnes.

— Enfin des formes nouvelles de résistance anti-flic sont apparues. L'attaque d'un car anti-émeute, du centre même du dispositif ouvre une voie nouvelle.

II. L'ASPECT NEGATIF.

Mais il ne faut non plus se dissimuler l'importance de l'aspect négatif.

Dans la mesure où notre dessein avoué, était de réoccuper en masse la rue le 20 octobre, cette journée a été un échec. Et cet échec a constitué un grave frein pour le développement ultérieur de la campagne.

Ce demi-échec a des raisons précises :

— Nous ne nous sommes pas donnés les moyens d'une mobilisation réelle de la jeunesse. Le travail d'agitation et d'explication systématiques dans sa direction n'a pas été mené à bien.

C'était se priver d'une force extrêmement importante.

— Il y a eu, dans nos propres rangs, un relâchement de l'esprit de résistance, une poussée idéologique de droite. Dans la préparation des journées du procès, les méthodes de la lutte violente de partisans ont été par trop oubliées.

A ceci s'ajoutait la pression représentée par les prétendus « unitaires contre la répression » qui, dans les faits, matraquent le plus qu'ils peuvent les maoïstes. Si la tactique de Marcellin est : chercher à nous détruire en attaquant, la leur est : chercher à nous détruire en feignant de nous défendre. Dans le fond, ils ne valent guère mieux.

De tout ceci, il faut tirer les leçons ; c'est la campagne pour le deuxième procès d'Alain qui montrera dans la vie si nous avons su le faire.

TRENTE ANS !

QUAND DE GAULLE S'APPUYAIT SUR LE P.C.F...

POUR la mythologie gaulliste, de Gaulle, c'était d'abord « l'homme du 18 juin ».

Pourtant, le bref appel radiodiffusé qu'un obscur général de brigade à titre temporaire lança, ce jour de 1940, sur les ondes de la radio anglaise, passa pratiquement inaperçu, dans la confusion indescriptible qui régnait alors en France. Depuis plus d'un mois, l'armée française essuyait défaite sur défaite. La population civile fuyait sur les routes de l'exode. La Wehrmacht était sur la Loire. Et depuis la veille, on savait que le maréchal Pétain, nouveau chef du gouvernement, avait engagé des négociations d'armistice.

Mais il est vrai aussi que le 18 juin 1940 marqua, pour de Gaulle, un virage capital dans sa carrière politique.

Jusque là, celle-ci avait été fort discrète. Colonel, parmi tant d'autres, au début de la guerre, sous-secrétaire d'Etat à la Défense nationale pendant 10 jours, du 6 au 16 juin 1940, dans le cabinet de Paul Reynaud, rien, semble-t-il, ne le prédisposait alors à jouer un rôle politique de premier plan. Mais il allait être l'un des seuls à défendre une politique différente de celle choisie par le gouvernement Pétain. Il allait être celui qui la défendrait avec le plus de conséquence.

Le problème, en effet, pour la majorité des hommes politiques de la bourgeoisie française, en juin 1940, c'était de mettre fin à la guerre le plus rapidement possible, de manière à sauver ce qui pouvait être sauvé, à maintenir un appareil d'Etat français. L'exemple de la Pologne occupée en totalité quelques mois auparavant, privée de tout gouvernement national, directement administrée par les armées d'occupation, occupait tous les esprits. dans les milieux politiques. Pour Pétain et les gens qui l'entouraient, pour l'immense majorité des hommes politiques de la bourgeoisie française, il s'agissait avant tout d'éviter pareil sort. Il fallait, quelque puisse être par ailleurs l'issue, à long terme, de la guerre, défendre les intérêts de l'impérialisme français auprès de ses vainqueurs militaires.

De Gaulle se plaçait évidemment sur le même terrain de classe. Il s'agissait pour lui aussi de la défense de ces mêmes intérêts impérialistes, mais dans une perspective à plus long terme. Dès juin 1940, il ne faisait guère de doute qu'un jour ou l'autre, les Etats-Unis entreraient dans la guerre. Et il était plus que probable qu'ils la gagneraient. Le problème, c'était donc de faire en sorte de pouvoir, le jour venu, se retrouver dans le camp des vainqueurs, de manière à effacer, autant que faire se pourrait, les conséquences désastreuses pour l'impérialisme français de la défaite de juin 40.

Cette perpespective, elle était déjà clairement tracée dans l'appel du 18 juin, quand de Gaulle déclarait : « ... **La France n'est pas seule... Elle a un vaste empire derrière elle. Elle peut faire bloc avec l'Empire britannique qui tient la mer et continue la lutte. Elle peut, comme l'Angleterre, utiliser sans limites l'immense industrie des Etats-Unis... Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale...** »

En juin 1940, cependant, les Etats-Unis n'étaient pas encore entrés dans cette guerre, et nul ne pouvait dire quand ils le feraient. Et c'est finalement à cause de cela que de Gaulle put jouer le rôle qui fut alors le sien. La Grande-Bretagne restait en effet seule face aux puissances de l'Axe. Elle était dans une position militaire difficile, et avait besoin de tous les concours possibles. Les Anglais auraient même préféré quelqu'un de plus représentatif que de Gaulle. Le général britannique Spears, qui organisa le départ de celui-ci pour Londres, le 17 juin, espérait pouvoir emmener avec lui Paul Reynaud, le président du Conseil démissionnaire, dont on disait qu'il était favorable à la poursuite de la guerre. Mais il n'eut pas, finalement, le choix, et c'est ainsi que de Gaulle se trouva finalement reconnu comme chef de la « France Libre ».

De Gaulle, en cet été 1940, ne représentait pas grand-chose. En dehors de la Grande-Bretagne, seuls les gouvernements polonais et tchécoslovaques exilés à Londres reconnaissaient l'existence de son comité. Pour les Etats-Unis comme pour l'URSS, la seule France officielle était celle de Vichy. A la fin de l'année 1940, la « France Libre » n'alignait pas plus de 7.000 soldats. Mais elle avait déjà, aux yeux des Britanniques, fait œuvre utile, et rempli une partie de leurs espoirs, en ralliant les territoires de ce qui était alors « l'Afrique Equatoriale Française », ainsi que la Polynésie, la Nouvelle-Calédonie, et d'autres petits territoires. Ce ralliement à de Gaulle d'un certain nombre de colonies françaises n'était, ni économiquement, ni stratégiquement, négligeable.

Les rapports de de Gaulle et du gouvernement britannique n'étaient pourtant pas simples. L'impérialisme anglais, s'il avait besoin de l'aide de la « France Libre », n'en entendait pas moins profiter des circonstances, dans la mesure des possibilités, pour empiéter sur les chasses gardées de l'impérialisme français. Mais malgré de sérieux différends, notamment à propos de la Syrie, la situation militaire n'était pas suffisamment favorable aux Anglais pour leur permettre de mépriser totalement le comité gaulliste.

La situation changea du tout au tout avec l'entrée en guerre des Etats-Unis, en décembre 1941, et avec le débarquement de leurs forces en Afrique du Nord, en novembre 1942. Les USA tentèrent alors de se débarrasser de de Gaulle, trop indépendant à leurs yeux, et de le remplacer par un personnage plus docile. Tour à tour, ils misèrent sur l'amiral Darlan, haut personnage de Vichy présent en Algérie au moment du débarquement américain, puis, après l'assassinat de celui-ci (par un gaulliste), sur le général Giraud. De Gaulle ne devait remporter définitivement la partie qui l'opposait à Giraud qu'en mai 1943, grâce à l'appui de la « résistance intérieure », c'est-à-dire, essentiellement, du Parti Communiste Français.

Après la période de flottement et de désorganisation qui s'étendit du pacte germano-soviétique à l'agression allemande contre l'URSS, en juin 1941, le Parti Communiste Français menait en effet une politique chauvine de « Front National », se donnant pour seule tâche, sous le mot d'ordre « **S'unir, s'armer, combattre** », la lutte « **pour l'indépendance de la France** ».

Alors que jusque là, la « résistance intérieure » n'était constituée que de quelques réseaux de renseignements, le Parti Communiste allait lui donner une dimension de masse, tant par son organisation politique que par son organisation militaire, les « Francs-Tireurs et Partisans » que commandait Tillon.

Dès les premiers mois de 1943, le PCF acceptait d'entrer dans le « Conseil National de la Résistance » qui, sous la présidence de Jean Moulin d'abord, de Georges Bidault ensuite, entendait rassembler toutes les organisations de « résistance », de droite ou de gauche (Bidault devait, quelque vingt ans plus tard, ressortir le signe CNR de ses cendres pour le compte de l'OAS). En avril 1944, François Billoux et Fernand Grenier entraient, au nom du PCF, au « Comité Français de Libération Nationale », gouvernement provisoire avant la lettre. C'était le début d'une politique de participation ministérielle qui ne devait prendre fin qu'en mai 1947.

Parallèlement à cet appui ouvert du Parti Communiste Français, Moscou reconnaissait en septembre 1943 le CFLN.

Désormais, la force de De Gaulle, face à l'impérialisme américain, qui entendait à l'origine considérer la France comme un pays dépourvu de gouvernement légitime, et la placer, après le débarquement, sous son administration militaire directe, ce ne fut pas seulement d'avoir les troupes du Parti Communiste Français derrière lui, ce fut aussi, et surtout, d'être le seul homme politique capable de mener une politique de collaboration pacifique avec ce parti.

Ainsi commençait entre le général maurrassien, et le parti qui se réclamait de la classe ouvrière et du socialisme, une collaboration qui devait durer jusqu'au départ pour Colombey, en janvier 1946.

Car le PCF n'allait pas se contenter d'appuyer la politique militaire de de Gaulle. Dans la logique de cette collaboration, il allait, après le débarquement, et le retrait de l'armée allemande du territoire français, mettre toute son influence au service de la politique de reconstruction nationale, c'est-à-dire de remise en selle de la bourgeoisie française.

En août 1944, le mot d'ordre officiel du parti devenait « **S'unir, combattre, travailler** ». C'était le début de la politique du « **retroussez les manches** », et de « **la grève arme des trusts** », qui devait durer jusqu'à la grève Renault d'avril-mai 1947.

Retiré à Colombey, après janvier 1946, en attendant le jour où il pourrait revenir au pouvoir dans le cadre d'un système qui lui convienne mieux que la IV[e] République qui était en train de naître, de Gaulle pouvait écrire, dans ses « Mémoires de guerre », en parlant des « communistes » : « **... jusqu'à mon départ, ils se garderont toujours de méconnaître mon autorité ou d'insulter ma personne. Partout où je paraîtrai, leurs représentants seront là pour me rendre hommage, et leurs électeurs, dans la foule, crieront, eux aussi : « Vive de Gaulle ! »** »

Et faisant, à l'avance, écho à la déclaration du Bureau politique du P.C.F., déclarant après la mort de de Gaulle : « **Il reste qu'aux heures décisives de la guerre et de la libération, le parti communiste et le général de Gaulle se sont trouvés 'un et l'autre du côté de la France** », de Gaulle pouvait écrire, lors de la mort de Thorez : « **Pour ma part, je n'oublie pas qu'à une époque décisive pour la France, le président Maurice Thorez... a, à mon appel et comme membre de mon gouvernement, contribué à maintenir l'unité nationale** ».

François DUBURG

1945 : chef du gouvernement qui comptait plusieurs ministres communistes.
(Photo U.P.I.)

... ET QUAND IL LE COMBATTAIT !

QU'ILS soient de droite ou de gauche, les hommes politiques et les journalistes n'ont pas été avares ces jours derniers de commentaires laudatifs sur l'action de de Gaulle. Pourtant avec une remarquable unanimité, ils se sont tous montrés relativement discrets sur la période qui suivit son premier départ du pouvoir, le 20 janvier 1946.

Or cette période, cette « traversée du désert » comme se plaisent à la désigner les fidèles du général, ne constitue pas, loin s'en faut, un « blanc » dans l'histoire du gaullisme.

Lorsque dans la soirée du 20 janvier 46, de Gaulle annonça sa décision de quitter le pouvoir pour marquer sa réprobation du « régime des partis », il ne s'agissait de toute évidence pour lui que d'une « péripétie » comme il l'écrira quelques jours plus tard, en quelque sorte, d'une retraite stratégique. Il espérait bien revenir rapidement au pouvoir, mais cette fois plébiscité par le peuple de France, contre les partis qu'il répudiait. Son espoir fut déçu, mais de Gaulle n'en abandonna pas pour autant son projet.

Dès lors, parcourant le pays, multipliant les discours et les manifestations patriotiques qui lui permettaient de se faire acclamer, il s'efforça de susciter une mobilisation populaire autour de son nom. Cette campagne servait à préparer la création d'un mouvement gaulliste organisé, qui devait permettre au général de partir en guerre contre le Parlement et les partis, causes, selon lui, de tous les maux.

Enfin, le 30 mars 1947, de Gaulle prononçait un retentissant discours à Bruneval, dans lequel il découvrait son jeu. Il annonçait que « le jour (allait venir) où, rejetant les cadres mal bâtis où s'égare la nation et se disqualifie l'Etat, la masse immense des Français se rassemblerait avec la France », c'est-à-dire derrière lui, de Gaulle. Et quelques jours plus tard, à Strasbourg, il annonçait la création du « Rassemblement du peuple français », dont il serait le chef.

D'emblée, le mouvement allait se placer sur le terrain de l'anti-parlementarisme et de l'anticommunisme. Un mois après sa création, il annonçait près d'un million d'adhérents pour la Région parisienne, chiffre notoirement gonflé, comme le confirmeront des études postérieures. Mais les gaullistes se montraient.

Organisés dans un service d'ordre imposant qui menait des batailles violentes et parfois meurtrières contre le service d'ordre du parti communiste (il y eut un mort à Grenoble) le R.P.F. paradait. Rassemblant des professionnels de l'anti-communisme, des barbouzes anciens des réseaux de résistance gaulliste, des truands de la même eau que ceux que l'on trouve aujourd'hui dans les SAC, il allait emprunter ses méthodes au mouvement fasciste. Ainsi Malraux se spécialisait dans l'ordonnancement de meetings, avec le goût du cérémonial qu'on lui connaissait.

A l'image des fascistes encore, le RPF allait essayer de s'attaquer au Parti communiste sur son propre terrain. Il créait des groupes d'entreprise pour faire pièce aux cellules communistes, diffusait des tracts aux portes des usines. Il allait même jusqu'à organiser le 15 janvier 1950, un spectaculaire raid provocateur dans Ivry. 1.500 gaullistes en moto investissaient la cité et faisaient insolemment pétarader leurs engins dans ce fief électoral de Maurice Thorez.

Bien que violemment anti-parlementaire, le RPF ne répugnait pas à vérifier son audience sur le terrain électoral. Sa première apparition sur ce terrain fut marquée par un succès foudroyant : près de 40 % des suffrages lors des élections municipales d'octobre 47. Mais à partir de là, son influence devait décroître régulièrement, d'élections en élections. Aux élections législatives du 17 juin 1951, il obtenait encore 21,7% des voix. C'était, avec 118 députés, le groupe parlementaire le plus important à la Chambre. Avec les communistes qui étaient 103 se constituait à l'assemblée un bloc de plus de 220 parlementaires exclus du « système ».

Mais la situation allait se dégrader rapidement pour les gaullistes. Les suffrages qu'ils recueillaient fondaient un peu plus à chaque consultation. Leurs députés se satisfaisaient mal d'une situation qui les écartaient systématiquement des mannes du pouvoir. En 1952, une partie d'entre eux allait, selon le mot de De Gaulle lui-même, préférer « aller à la soupe » et se rallier à ce système tant décrié.

Gaulle en marquait explicitement l'échec le 6 mai 1953 et, dans un dernier discours, il exprimait sa volonté de se retirer à Colombey, tout en signalant toutefois qu'il pourrait être un recours « ... dès lors qu'une crise grave ferait renaître le courant du salut public, **et qu'il se réservait alors d'intervenir** directement, par n'importe quelle voie, fût-ce la voie électorale. » **On sait ce qu'il en fut.**

J.P.V.

DE GAULLISME

Août 1944 : la descente des Champs-Elysées dans Paris libéré avec J. Laniel, A. Le Troquer, G. Maranne, G. Bidault et le général Leclerc.
(Photo U.P.I.)

Quatrième République : porté en triomphe au cours d'une manifestation R.P.F.
(Photo A.F.P.)

Du régime bonapartiste au régime présidentiel

LE retour de De Gaulle au pouvoir, douze ans après son départ du gouvernement, allait se faire à la faveur de la crise politique qui éclatait en mai 1958.

Depuis quatre ans, la bourgeoisie française menait en Algérie une guerre coloniale. De larges fractions de l'opinion bourgeoise étaient conscientes de la nécessité d'une entente avec les nationalistes algériens. Mais le problème était de trouver un homme capable de faire accepter un accord avec le F.L.N., c'est-à-dire à terme l'indépendance de l'Algérie, au million de pieds-noirs et à l'armée de métier.

Cet homme, ce fut de Gaulle. Le 13 mai, lorsque sous la direction des activistes la foule envahit le Gouvernement général d'Alger et que se formait le Comité de Salut Public, Salan, au balcon, s'écriait « Vive de Gaulle ».

A la faveur du chantage à la guerre civile, au chaos et à l'affrontement sanglant (« c'est ou de Gaulle ou les paras de Massu »), René Coty, dernier président de la IVe République, allait chercher de Gaulle à Colombey. La passation des pouvoirs se fit alors dans la plus stricte « légalité républicaine » aux applaudissements de Guy Mollet. Le P.C.F. et la C.G.T. hurlèrent au fascisme mais se gardèrent bien de mobiliser les travailleurs.

Mais si de Gaulle parvint au pouvoir à la faveur des événements d'Alger, ces événements ne furent, en quelque sorte, que la cause circonstancielle du changement de régime, non sa raison profonde.

En effet, les institutions de la IVe République connaissaient une crise quasi-permanente, aggravée encore par les événements d'Algérie.

Cette crise, caractérisée par une instabilité gouvernementale effarante, tenait à plusieurs facteurs :

- *d'abord, l'émiettement de la droite et du centre en une foule de petites formations parlementaires qui, au gré de leurs intérêts particuliers, faisaient et défaisaient les gouvernements ;*
- *ensuite et surtout, une forte représentation du P.C.F., de 100 à 150 députés, placés par les circonstances hors du jeu parlementaire. Si on ajoutait, à ces députés du P.C.F., ceux de l'extrême-droite (R.P.F. en 1951, poujadistes en 1956), extrême-droite qui se maintenait dans une opposition systématique à tout gouvernement, on aboutissait ainsi au fait que plus d'un tiers de l'Assemblée se trouvait, de force ou de gré, exclu du jeu parlementaire. Il suffisait que ce tiers mêla ses bulletins à ceux d'une ou deux petites formations de droite ou du centre pour faire tomber le gouvernement.*

Face à cette situation, la solution la plus logique résidait dans une réforme de la loi électorale qui réduirait la représentation du P.C.F. à la portion congrue. Cette réforme était dans l'air depuis longtemps, mais rencontrait l'hostilité de nombre de partis de droite qui, au même titre que le P.C.F., avaient peur d'en faire les frais.

De Gaulle, en passant par dessus le Parlement, allait parvenir à mettre cette réforme en application en donnant, de plus en plus, à l'exécutif, placé au-dessus des Assemblées, un pouvoir indépendant des fluctuations électorales. Ce sera là l'essence de la constitution de la Ve République, adoptée par référendum en septembre 1958. Ce sera là aussi la création de ce régime présidentiel indépendant des Chambres dont de Gaulle avait rêvé en 1945.

De plus grâce à sa popularité (forgée pendant la guerre et au lendemain de celle-ci par les partis de gauche, P.C.F. en tête) et à l'impact électoral qu'elle signifiait de Gaulle parvenait à unifier la plupart des partis de droite au sein de l'U.N.R., puis de l'U.D.R.

Présidentiel dans sa forme constitutionnelle le régime gaulliste fut, au début de la Ve République, bonapartiste dans son essence. Ce caractère bonapartiste, il le devait essentiellement à la nature des forces opposées sur lesquelles il allait, alternativement, prendre appui.

C'est en jouant d'abord sur l'antagonisme entre les combattants algériens d'une part, l'armée et les ultras d'Algérie de l'autre que de Gaulle allait venir au pouvoir. Il y venait non pour continuer la guerre mais pour faire la paix. Du moins « sa » paix.

Mais pour imposer une solution qui préservait en Algérie les intérêts de l'impérialisme français, de Gaulle allait trouver, dans les partis de « gauche » sûrs. Loin de chercher à les détruire, et les syndicats ouvriers des appuis comme l'affirmait alors la propagande du P.C.F. et de certains groupes révolutionnaires, de Gaulle allait les utiliser. Dès les premiers jours ils constituèrent le pilier gauche du régime, l'armée et les ultras en étant le pilier droit.

Alors que la majeure partie de l'armée permanente et d'importants contingents de police étaient immobilisés en Algérie et que l'Etat n'aurait rien pu opposer à un mouvement général des travailleurs, les appareils politiques et syndicaux de la classe ouvrière — en échange de quelques postes aux organismes du plan, au CODER et de l'institutionnalisation des syndicats dans les entreprises — allaient tout faire pour préserver la paix sociale.

Ce sont eux qui répandirent parmi les travailleurs, l'idée d'un « régime fort », contre lequel il était impossible de lutter, sinon par des grèves symboliques de quelques heures ou de quelques minutes.

C'est encore sur eux que s'appuya de Gaulle lorsqu'en 1961 il affronta le soulèvement, à Alger, des généraux liés à l'O.A.S. A ce moment-là, le centre de gravité du bonapartisme gaulliste se situait incontestablement « à gauche ».

L'indépendance de l'Algérie, en 1962, et la disparition des antagonismes qu'avait fait naître la guerre modifièrent très sensiblement la situation. La population pied-noir s'intégrait rapidement en métropole, enlevant toute base à l'O.A.S. et le F.L.N. algérien se transformait en appareil d'Etat.

Le régime allait perdre peu à peu son caractère bonapartiste pour devenir un régime présidentiel appuyé sur la droite. Mais la personnalité de De Gaulle et sa popularité allaient malgré tout lui permettre, au-delà de la Constitution, de mener une politique extérieure conforme aux intérêts de l'impérialisme français mais qui devait souvent rencontrer l'hostilité d'une partie de sa majorité (notamment le retrait de l'O.T.A.N., l'opposition aux U.S.A. et à Israël, etc.).

Sur le plan intérieur, il tentait de faire payer à la classe ouvrière le coût de sa politique d'indépendance. Mais chaque fois que le prolétariat allait réagir, en débordant les appareils syndicaux, le « régime fort » recula. Ce sera notamment le cas en 1963 lors de la grève des mineurs, qui méprisèrent les ordres de réquisition du gouvernement.

Mais au fil des ans le régime allait s'user. Lors du référendum sur l'élection du président de la République au suffrage universel, en 1962, plus de la majorité absolue des électeurs inscrits ne lui accordèrent pas la confiance, alors qu'à ses débuts le régime recueillait plus de 70 % des suffrages. Et les élections présidentielles de 1965, et sa mise en ballotage au premier tour par Lecanuet, montrèrent à de Gaulle qu'une partie non négligeable de l'électorat de droite n'appréciait pas sa politique anti-américaine.

Cet effritement du régime allait encore s'accentuer après la grève générale de Mai-Juin 68. La lutte des travailleurs ne parvint pas à chasser de Gaulle du pouvoir mais une partie importante de l'électorat de droite, notamment la petite bourgeoisie, ne lui pardonna pas de n'avoir su empêcher ni la grève générale, ni la crise monetaire qui la suivit.

De Gaulle tenta lors de lutter un moment à contre-courant en se réconciliant bruyamment avec Nixon et en refusant la dévaluation. Mais il était trop tard.

Déjà, flairant le vent, Pompidou se présentait comme le successeur presomptif du général, et une partie des hommes politiques de la droite, giscardiens et centristes en tête, décidaient de tenter leur chance en appelant a voter « non » au référendum d'avril 1969. La manœuvre réussit et plus de 53 % des électeurs se prononcèrent contre le général. Le lendemain de Gaulle partait.

Loin d'être une « victoire des travailleurs », la victoire des « non » mettait simplement en selle, dans le cadre d'une constitution présidentielle intacte, une nouvelle équipe autour de Pompidou, ancien premier ministre du général.

Le nouveau président de la République et le nouveau gouvernement différaient des précédents non parce qu'ils étaient moins anti-ouvriers, mais simplement parce que leur liberté de manœuvre était plus réduite par rapport à la majorité gaulliste de la Chambre.

Mais, au-delà de De Gaulle, le régime qu'il avait mis en place continuait.

Jean LIEVIN.

A la Maison-Blanche, reçu par Nixon.
(Photo A.F.P.)

échos des entreprises

MESQUINERIE ET ARBITRAIRE PATRONAUX

erreur dans un cas, vol dans l'autre

● *NORTON-LA COURNEUVE (SEINE-SAINT DENIS).* — Il y a quelques semaines un camarade du tronçonnage a fait une erreur en comptant les meules.

La direction s'en est aperçue. Il a été convoqué au bureau, accusé de falsification de coupons, donc de vol, et licencié aussitôt.

Mais toutes les « falsifications » sur la paye dont se rend coupable le patron, ce n'est pas du vol ? Non, bien sûr, de simples « erreurs ». La direction a le droit de se tromper dans ses calculs, sur notre dos, mais si l'inverse arrive elle se met aussitôt à hurler « au voleur » !

de la décence s.v.p.

● *T.V.T. PARIS 20e.* — La femme d'un de nos camarades étant décédée, une douzaine d'entre nous décidèrent de se rendre à l'enterrement.

D'habitude, quand un décès survenait à l'usine, la direction permettait à deux camarades de se rendre à l'enterrement en les dédommageant de leur temps d'absence et en autorisait une dizaine à se déplacer à leur compte.

Mas cette fois là, seuls trois camarades furent autorisés à s'absenter, les autres autorisations ayant été refusées.

Cette décision ayant révolté nombre de camarades, un débrayage fut décidé pendant le temps que devait durer l'enterrement, débrayage qui fut largement suivi.

quand le citron est pressé, on le jette...

● *BRONZAVIA - COURBEVOIE (HAUTS-DE-SEINE).* — Un de nos camarades, âgés de 59 ans et depuis longtemps à Bronzavia, a été licencié il y a deux semaines. La raison qu'invoque le patron ce sont ses absences trop fréquentes.

Mais la direction n'ignore pas que ce travailleur était cardiaque et que son état de santé l'obligeait à prendre des arrêts-maladie. Il était d'ailleurs classé invalide et, comme tel, il bénéficiera de la retraite à 60 ans.

En attendant, pendant un an, avec quoi ce camarade va-t-il vivre ? Avec la seule allocation-chômage puisqu'il y a peu de chance qu'il retrouve du travail ?

Voilà comment malade, invalide (une vie d'exploitation n'était sans doute pas étrangère à son état de santé), ne pouvant plus travailler autant de temps qu'un autre, il a été mis à la porte sans qu'on se préoccupe de ce qui lui arrivera demain.

l'école est finie... mais les pions demeurent

● *RHONE - POULENC, VITRY-SUR-SEINE (VAL-DE-MARNE).* — Dans un secteur de l'usine, on a su, la veille de la grève, que le directeur du service avait demandé à ses lieutenants de dresser la liste des grévistes, des « douteux », des non-grévistes et des « excusés ».

Est-ce un ordre de la direction ou un excès de zèle d'un directeur ? Espérait-il par ce biais exercer une pression pour nous dissuader de faire grève ?

Le directeur veut que chaque chef de service devienne un surveillant. A quand les bons d'absence signés par les parents ?

LES CONDITIONS D'EXPLOITATION

des travailleurs en colère

● *IDEAL - STANDARD, AULNAY-SOUS-BOIS (SEINE-SAINT DENIS).* — La semaine dernière, en fonderie B, alors que la sablerie classique était en panne depuis plusieurs heures, plusieurs camarades, vers la fin de la journée, décidèrent d'aller prendre leur douche de façon à être prêts à partir chez eux au moment de pointer. Cela n'échappa pas au regard du contremaître et, au nom de la sacro-sainte discipline, on leur retira une demi-heure de paie sur la journée.

Le lendemain, ces travailleurs en colère vinrent aux renseignements et on leur confirma la retenue d'une demi-heure. Ils réagirent en demandant un bon de sortie pour la journée en signe de protestation.

pour que ça cesse

● *PEUGEOT-SOCHAUX.* — En tôlerie 504, la production va augmenter de deux voitures. Bien entendu, il n'y a pas eu de travailleurs supplémentaires mis en place pour effectuer ce surcroît de travail. Et ce n'est pas la première fois qu'une telle chose se produit.

Le mécontentement est grand dans l'atelier mais la réaction s'avère difficile du fait que la moitié des travailleurs des chaînes sont sous contrats provisoires et qu'ils ne peuvent bouger sous peine de voir leur contrat résilié au bout de six mois.

C'est pourquoi il est aujourd'hui important de lutter pour obtenir la suppression des contrats provisoires qui permettent au patron d'exercer un véritable chantage sur nos camarades immigrés.

LA S.N.C.F. JOYAU DE LA NOUVELLE SOCIETE

du zèle avec le travail des autres !

● *VIERZON.* — Au service voyageurs, la S.N.C.F. se lance dans une campagne d'envergure : supprimer tous les retards qui interviennent dans la circulation des trains.

Fort bien ! Alors peut-être va-t-elle augmenter les équipes de manutention ou mettre en place un service suffisant d'entretien et de réparations pour éviter les trop nombreuses pannes ?

Vous n'y pensez pas ! Le seul moyen prévu pour aboutir au respect des horaires, c'est de faire agir la chiourme, c'est-à-dire, en l'occurrence, de mettre en place des contrôleurs chargés de relever les « insuffisances » des travailleurs du rail.

C'est un comble. Non seulement la S.N.C.F. n'embauche aucun personnel supplémentaire pour pallier la détérioration continuelle du service ferroviaire (on diminue même continuellement les effectifs), mais, de plus, il faudrait que ceux qui restent fassent des miracles.

mais où sont passées les goupilles ?

● *LANDY-PLAINE (SEINE-SAINT-DENIS).* — La semaine dernière, au Landy, les freinistes du P.E. ont dû changer toutes les semelles d'une voiture wagon-lit et, par la même occasion, toutes les goupilles servant à les fixer.

Mais, des goupilles de ce type, il n'y en avait pas en magasin, il n'y en a même, paraît-il, jamais eu.

Comme les freinistes ont refusé de placer des goupilles non conformes — le « système D » est bien trop souvent employé à la S.N.C.F. — les chefs ont dû se débrouiller pour en trouver.

Et, comme par hasard, ils en ont découvert dans les ateliers d'en face, là où, précisément, il n'y aurait pas dû en avoir.

On nous l'avait bien dit. L'organisation va bon train à la S.N.C.F.

MORT POUR LE CAPITAL

un assassinat

● *S.N.C.F. - REGION SUD-OUEST.* — Dernièrement, un de nos camarades a été tué, écrasé par un train de banlieue à Brétigny alors qu'il traversait les voies.

Ce camarade qui, la plupart du temps se trouvait seul pour assurer le poste de brigadier, devait s'occuper de deux triages à la fois et, pour aller de l'un à l'autre, traverser les voies principales. La S.N.C.F., pour économiser un deuxième agent, n'avait même pas fait installer un passage supérieur ou inférieur.

Certains diront que c'est de la malchance. Pour nous, c'est un assassinat.

L'INSECURITE PERMANENTE

un peu tard...

● *ROCLAINE - SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY (SEINE-MARITIME).* — Il y a une quinzaine de jours, un fileur a eu le pied gravement brûlé au cubulo. Des éclaboussures de laine de roche en fusion (c'est-à-dire à une température d'au moins 1.300 °) ont pénétré dans sa chaussure.

Depuis, la direction étudierait, paraît-il, un projet de chaussures montantes.

Mieux aurait fallu que ces cerveaux se penchent sur le problème *avant* l'accident.

la cascade des accidents continue

● *WESTINGHOUSE - FREINVILLE-SEVRAN (SEINE-SAINT-DENIS).* — En tôlerie, un de nos camarades a eu un ongle arraché sur la machine à cintrer les bidons.

Déjà un accident était arrivé là et un camarade avait eu un bout de doigt coupé.

Suite à cet accident, les délégués avaient demandé à ce que la direction installe deux boutons de mise en route sur cette machine afin que le camarade qui y travaille ne puisse pas se blesser.

Mais pour la direction notre sécurité ne compte guère et comme sa production passe au premier plan, elle a eu l'idée « géniale » de mettre deux camarades sur la machine pour accélérer le rendement.

Résultat : un nouvel accident !

La grande misère des hôpitaux

BROUSSAIS-LA CHARITÉ (Paris) :

Les sanctions pleuvent !

DEPUIS la rentrée de septembre, l'administration a reçu l'ordre de « faire des économies » et, pour ce faire, bien entendu de remettre au pas le personnel qui en prenait, à son avis, trop à son aise, aussi bien avec le matériel qui coûte cher, qu'avec les horaires (et le temps, c'est de l'argent, surtout quand il manque du personnel en nombre important...). C'est pourquoi on voit pleuvoir des sanctions pour un oui ou pour un non.

C'est ainsi qu'à Antoine Chantin (service de Broussais situé à quelques centaines de mètres de la maison mère) on a vu deux mises à pied de cinq jours la même semaine. La première a été infligée à un agent de garde (service qui commence à 15 heures) qui arrive en retard pour prendre son service le dimanche à cause de la raréfaction des transports en commun les jours fériés et qui, en semaine, après vérification de sa carte, arrive pratiquement toujours en avance. La surveillante de son service le lui reprocha sèchement, il protesta, un médecin passait, il se mêla de la discussion, des mots violents furent échangés de part et d'autre. Résultat : cinq jours de mise à pied pour l'agent...

Dans le même service, une agent, ayant un membre de sa famille malade demande l'autorisation de partir plus tôt. On la lui accorde. Le lendemain, elle ne revient pas travailler, sa présence auprès du malade étant nécessaire. Résultat : cinq jours de mise à pied...

A Broussais même, dernièrement, un agent reçoit deux avertissements : le premier pour avoir mis trop de temps à effectuer un travail, le directeur adjoint, orfèvre en la matière, ayant calculé qu'il lui fallait au maximum une demi-heure de travail pour le faire... et le deuxième parce qu'il n'avait pas effectué le lavage des escaliers (en service de nuit). La surveillante prétend que son travail de brancardage était réduit, donc qu'il pouvait assurer ce travail en supplément. On lui demanda alors de justifier de son emploi du temps, minute par minute, le 21 octobre entre 23 h 15 et 7 h 15... Quand on sait qu'un avertissement se traduit toujours par une baisse de la prime de service, des promotions qui sautent, etc., on comprend le pourquoi de ces deux avertissements à un agent : cela fait faire des économies et cela fera sans doute trembler les autres. C'est du moins ce qu'espère le directeur adjoint qui se promène sans cesse dans les services pour voir s'il n'y a pas un resquilleur qui ose rester assis pendant les heures de service.

C'est sûrement avec ce genre de méthodes que l'administration espère voir les agents rester à l'Assistance Publique au lieu d'essayer, comme c'est très souvent le cas, d'aller trouver un emploi dans le privé...

Correspondant L.O.

MONTBÉLIARD :

Il n'y a pas de petites économies

PENDANT les vacances, des stagiaires ont eu l'occasion de travailler à l'hôpital de Montbéliard. Les scandales auxquels ils ont assisté témoignent de l'incurie de l'Etat en matière de santé.

Dans cet établissement, les services sont répartis dans plusieurs bâtiments : le building de construction récente, et les autres bâtiments au nombre de trois construits au siècle dernier par une mission protestante.

Dans ce service public, c'est la direction qui fait la loi. Il y a pourtant les syndicats : C.F.D.T. qualifiée de « jaune » par le personnel, et la C.G.T. implantée depuis peu. Cependant aucun tract n'est paru en quatre mois, même lors de la journée d'action du 28 septembre. C'est tout dire !

Le personnel est donc totalement manipulé par les chefs de service. Pour ne citer qu'un exemple : aux « convalescents » et en O.R.L. (oto-rhino-laryngologie), les heures supplémentaires ne sont ni payées ni récupérées. Pourtant, lors de son arrivée à l'hôpital, le personnel est informé qu'il ne peut pas refuser de faire des heures supplémentaires... Que celles-si seront soit payées soit récupérées !

Si les salaires étaient décents ! Mais ce n'est pas le cas. Les filles de salle (dites « agents hospitaliers ») sont payées au S.M.I.C.

Et, à Montbéliard, comme dans tous les centres hospitaliers de France et de Navarre, on est en période d'austérité, même si Chaban a annoncé avec éclat qu'on était en période « d'accompagnement de l'expansion ».

Les chefs, stimulés par les primes d'économat, se surpassent en zèle. Il n'est pas de petites économies. C'est d'ailleurs ce qu'a déclaré le directeur dans une note adressée au personnel précisant que toute dépense inutile ferait l'objet de sanctions.

On peut citer quelques exemples, ils sont caractéristiques.

— Dans le service convalescents :

Il n'y a pas de désinfectant pour le ménage et les produits sont rationnés à l'extrême ; l'armoire des produits d'entretien se trouve dans le bureau de la chef et chaque fois que l'on prend un produit quelconque, il faut le mentionner dans un cahier et inscrire son nom.

Les restrictions sont telles que l'on a vu plusieurs fois la veilleuse de nuit apporter du sucre de chez elle pour le mettre dans les infusions des malades (les approvisionnements se font tous les quinze jours et chaque service a droit à un certain nombre de kg). Il y a des services comme l'O.R.L. où l'on donne beaucoup de yaourts aux malades opérés des amygdales par exemple. En une semaine, le stock est vite épuisé, les filles sont alors obligées de courir dans tous les services pour avoir du sucre de « rab ».

On a même vu, toujours aux « convalescents », des agents hospitaliers acheter des sacs à urine ou des

rouleaux de sparadrap antiallergique à des malades.

Ainsi un malade qui est depuis deux ans à l'hôpital s'est fait acheter des bouteilles d'eau d'Evian pendant trois mois parce que la chef refusait d'en commander pour son service.

Quant à la sécurité des malades, il y a de quoi s'effrayer. Pendant les vacances, le manque de personnel qualifié fait que dans certains services il n'y a pas d'infirmière ni d'aide-soignante la nuit. Ainsi, au bâtiment convalescents où il y a 65 malades lorsque le service est plein (réparti sur deux étages), deux filles de salle s'occupaient du service de nuit, et devaient courir d'un étage à l'autre car il n'y a qu'une salle de soins. C'est d'ailleurs une chance qu'il n'y ait pas eu d'accident. L'interne de service occupé ailleurs met parfois plus d'une demi-heure pour répondre à un appel. Il faut dire d'ailleurs que les « convalescents » sont les laissés pour compte puisqu'il s'agit souvent de vieux ou de travailleurs immigrés qui n'ont pas de famille pour les accueillir.

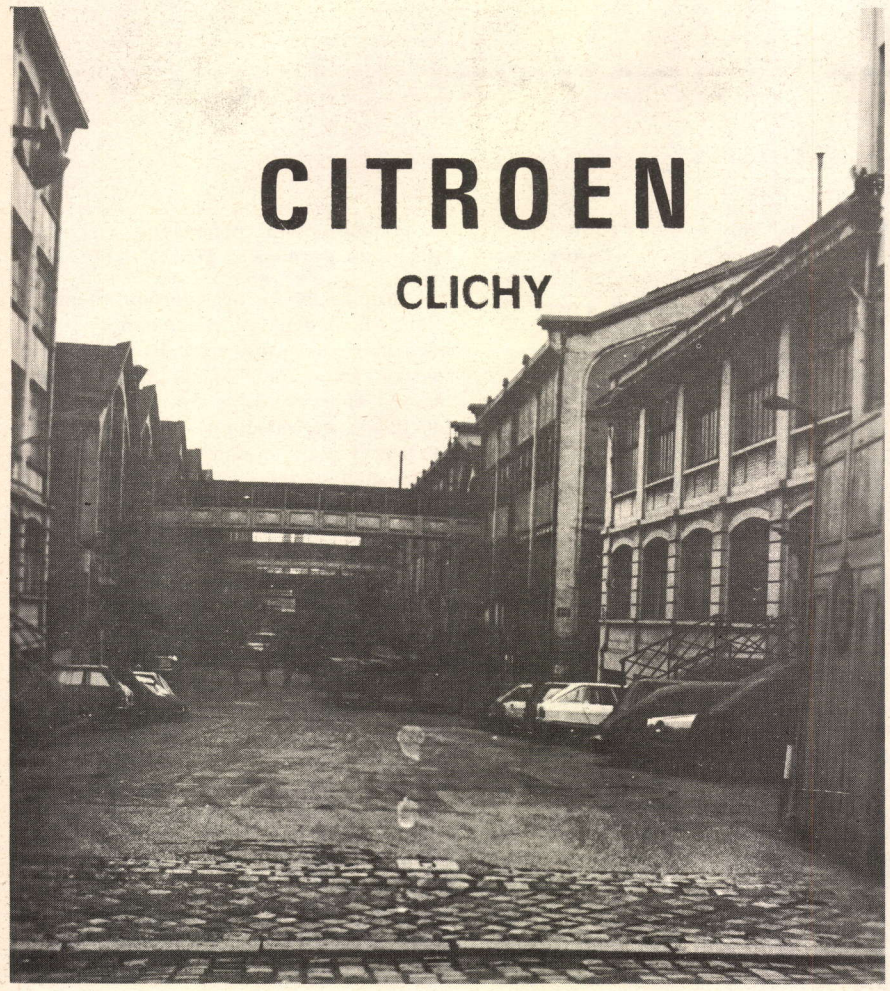
C'est sans doute là le visage « humain » que veut donner le sieur Boulin à l'A.P. !

Correspondant L.O.

dans les entreprises

CONDITIONS D'EXPLOITATION

Quand Citroën assassine



MERCREDI 4 novembre, des travailleurs d'une entreprise extérieure réparaient un des nouveaux fours de la Fonderie. Four dont la porte très lourde ne peut s'ouvrir qu'à l'aide d'un élévateur. C'est ce dernier qui ne marchait pas et que les ouvriers devaient réparer. Ceux-ci avaient retiré les boulons, sauf un, pour le recentrer correctement.

Mais le dernier boulon lâcha, libérant l'élévateur qui vint littéralement couper en deux un de nos camarades qui continuait, pendant cette réparation, à travailler juste en dessous. Dix minutes plus tard, le médecin ne pouvait que constater son décès.

C'est la deuxième fois en moins de 5 mois que se produit un accident mortel dans cette usine Citroën, puisqu'à cette époque, un camarade avait été coincé entre les tampons de deux wagons sur l'aire d'arrivée des matières. Et vu les conditions incroyables qui règnent dans toute l'usine, où les godets de fonte en fusion se baladent au-dessus des têtes des ouvriers des chaînes, où les machines datent du début du siècle comme aux forges, il est même stupéfiant qu'il ne se produise pas d'accidents mortels plus souvent. C'est, si l'on peut dire, véritablement un coup de chance pour beaucoup d'ouvriers que les accidents qui sont quasi journaliers ne les envoient qu'à l'hôpital du coin dont Citroën est un des meilleurs pourvoyeurs, et que seuls quelques-uns y laissent leur peau.

Dans ces conditions, peut-on parler réellement « d'accident » ? C'est plutôt le mot « meurtre » qui conviendrait, et même meurtre avec préméditation.

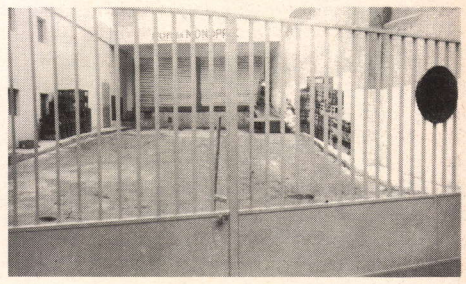
Le lendemain, à la première heure, la CGT organisait un débrayage des ouvriers des travaux pour se rendre en délégation aux bureaux de la direction. Là, la direction, à la surprise générale, demandait aux camarades de l'Entretien d'être très prudents... quitte à ne pas respecter les temps. Pour que la direction dise cela, elle qui est connue comme une des plus sauvages de la Région parisienne, fallait-il qu'elle se sente morveuse. Mais en même temps elle ne manquait pas de culot en recommandant de manger les temps, elle qui met à la porte pour des choses bien plus minimes que celle-là.

Enfin, est-il utile de préciser que dans cette usine, comme dans toutes celles qui appartiennent à Citroën, la direction n'a jamais voulu que se crée un Comité d'Hygiène et Sécurité ? On voit tout de suite pourquoi...

Correspondant L.O.

AU MONOPRIX DE VIERZON :

EXPLOITATION DES EMPLOYÉS
ESCROQUERIES AUX CLIENTS



Salaires minables...

Les Monoprix de Vierzon comptent environ 70 employés en grande majorité féminins.

Comme partout dans les grands magasins, le salaire est un des plus bas qui existe (le salaire mensuel brut de la catégorie pour un employé de 40 heures par semaine est de 663 F).

Tous les moyens sont bons pour payer le personnel le moins possible : par exemple, on embauche sous contrat de vendeuse qui correspond au salaire le plus bas, et on donne une fonction de caissière, qui n'est pas reconnue comme telle sur la feuille de paye.

Parmi toutes les employées, beaucoup ont un contrat de travail à temps partiel ; ces contrats sont fixés pour deux ou trois jours de travail par semaine, mais c'est ce qui est convenu par écrit, et la réalité nous réserve toujours bien des surprises. La direction peut nous faire venir comme bon lui semble. D'une journée à l'autre, nous sommes à son entière disposition, elle n'hésite pas à nous faire venir pour boucher un trou. C'est ainsi qu'avec un contrat limité à deux jours de travail, nous totalisons jusqu'à six jours en fin de semaine. Pour le personnel à temps complet, c'est le même problème, et les 40 heures de durée de travail sont tout aussi arbitraires. On nous supprime nos jours de congés sous prétexte qu'il y a trop de travail, en nous promettant de les récupérer. Mais ces belles promesses ne sont que du vent. Un soir de nocturne, quand il y a trop de monde, on garde une caissière faisant sa journée normale une heure de plus, sans d'ailleurs lui demander si cela lui plaît. Cette heure ne lui sera pas payée au tarif nocturne : 6,60 F, mais à 4,76 F, comme une heure supplémentaire. Le tour est joué et c'est toujours ça de gagné pour le patron. Chaque soir, avec les clients retardataires et l'inventaire de caisse, nous accumulons un retard de 30 à 45 minutes qui ne sont pas payées. Et si la carte de pointage est obligatoire pour tout le monde, c'est pour vérifier un éventuel retard de notre part.

Travail pénible...

En ce qui concerne le travail, il est loin d'être de tout repos, et beaucoup d'entre nous ne restent pas longtemps. Le travail continuel dans un air pollué, les néons, la musique, la publicité amènent une grande fatigue nerveuse. Dans cette atmosphère abrutissante, nous avons la responsabilité de grosses sommes d'argent. Le travail de vendeuse n'est pas meilleur, puisque l'employée est debout toute la journée, et pas question de profiter de quelques instants de repos puisque ce droit ne nous est pas accordé. De même, quand nous étiquetons dans les réserves, nous pourrions aussi bien être assises, mais cette faveur n'effleure pas l'esprit de nos gardes du corps. Dans certains rayons, comme à la Crèmerie ou à la Poisonnerie, le travail n'est pas facile pour une femme : elle doit porter de lourdes charges et subir le froid des frigos. Afin de surveiller son personnel, la direction se paye le luxe d'entretenir une kyrielle de chefs qui, à longueur de journée, sont sur notre dos, toujours prêts à nous trouver une occupation supplémentaire. Ils nous font nettoyer les rayons, astiquer les chromes, passer la serpillière. Ces chères personnes vérifient aussi notre assiduité au travail, et, par la même occasion, regardent si nous n'abusons pas des promenades w.-c., puisque nous devons leur demander l'autorisation de sortir.

Et vols à Monoprix...

Les jours d'achat dans le magasin, nous passons à la fouille ; notre directeur se charge de ce travail, parfois en compagnie d'un inspecteur des Monoprix (il faut dire que les « huiles » ne ménagent pas les voyages Paris-Vierzon).

Dernièrement, un représentant de la maison « Chambourcy » avait laissé deux cartons de yaourts à distribuer entre le personnel. Le directeur, averti, n'a rien trouvé de mieux que de les placer dans les rayons pour les vendre. L'escroquerie maison n'est pas considérée comme un vol ! Comme une seule personne était au courant de ce petit manège, on lui donna, en comptant sur sa discrétion, un pot de yaourt en récompense ! Tirer un maximum de profit sur tout, tels sont ses principes. Lorsqu'une denrée alimentaire est périmée, on arrive toujours à la vendre. Du gruyère dont la date de fraîcheur est dépassée est râpé et vendu comme une denrée saine (même s'il est moisi), de la viande avariée est transformée en viande hachée. Le beurre qui porte sur l'emballage la date limite d'utilisation est vendu même après cette date. On déclare tout simplement qu'il a été fabriqué ce jour-là ! Voilà comment on se débarrasse de la marchandise à l'insu des acheteurs.

Aucun syndicat n'existe, toute résistance de la part du personnel est résolue par un renvoi immédiat. Le directeur du Monoprix peut être fier de son magasin, mais vu de l'intérieur, on s'explique beaucoup mieux l'instabilité du personnel.

Correspondant L.O.

A LA C.I.T. - Cherbourg :

Les femmes ne se laissent pas faire

DANS la région parisienne, la C.I.T. (Compagnie Industrielle des Télécommunications), est déjà une usine à bas salaires. C'est ainsi qu'au Département Commutation-Keller à Paris, plus de cent personnes ont pris leur compte en un mois, en grande partie pour cette raison. Mais en province, c'est vraiment la « sale boîte ». A Querqueville, près de Cherbourg, la C.I.T. emploie 1.350 personnes, dont environ 1.000 O.S. soudeuses et câbleuses. L'écrasante majorité du personnel est féminin. La majorité des salaires oscille entre 700 F et 800 F (boni compris). Les salaires au-dessus de 1 000 F ? On les compte littéralement sur les doigts des deux mains parmi les ouvrières !

« IL NE MANQUE PLUS QUE LES MITRAILLETTES ! »

Pour former les soudeuses-câbleuses, la C.I.T. a recours à une méthode éprouvée. C'est celle qui a été utilisée pendant la guerre de 1939-1945 en Angleterre dans les usines d'armement pour élever le niveau de rendement des femmes.

La plupart des ouvrières embauchées sont très jeunes. Sans doute pour mieux les préparer à une vie d'exploitation au rendement, on les invite pendant leur période de formation à se chronométrer elles-mêmes et à établir leur courbe de résistance.

Les résultats sont nets : alors qu'à Paris, les ouvrières n'arrivent à l'allure 70 qu'au bout de six mois, à Cherbourg, elles y parviennent au bout de trois mois.

L'usine de Querqueville est « *moderne* ». Qu'est-ce que cela veut dire ? Eh bien, d'immenses ateliers de soudage et de câblage de plus de 200 personnes, les bureaux des chefs installés en hauteur de façon à pouvoir surveiller tout le monde. Quelquefois, il y a même une passerelle contre un mur de trois mètres de hauteur pour les promenades de la chiourme !

C'est ce qui fait dire à certaines filles : « *il ne manque plus que les mitraillettes...* ».

En décentralisant sa production en province, la C.I.T. a cru qu'elle allait trouver une main-d'œuvre docile. Mais à Cherbourg au moins, elle s'est trompée. Dans cette usine où l'âge moyen est de 21 ans, les ouvrières sont très combatives et n'y vont pas par quatre chemins pour exprimer leur mécontentement. Il faut dire que la direction ne manque pas de cynisme : alors que les salaires sont en retard de 22 % sur Hortson et de 27 % sur l'Arsenal, elle s'est contentée d'accorder 3,6 % pour les augmentations d'octobre.

LA GREVE...

Depuis plus d'un mois, l'ambiance était à la lutte et enfin les syndicats appelaient le personnel à une grève d'avertissement les 21 et 22 octobre.

Au cours d'une assemblée générale, les ouvrières ont alors décidé de mettre en avant comme principale revendication : *augmentation uniforme de* 150 F *par mois* et non plus les traditionnelles revendications en pourcentage. Bien que décidée huit jours à l'avance, la grève est suivie à 80 % le 21, 91 % le 22.

Devant l'intransigeance de la direction, les syndicats ont décidé de poursuivre le mouvement en faisant grève par intermittence. Et pendant chaque grève, ils organisent des meetings et des manifestations.

Il faut dire que rien de tout cela ne semble pour l'instant avoir refroidi l'atmosphère. Les débrayages continuent à être suivis et le mercredi 28, alors que les syndicats avaient décidé le matin même d'organiser une manifestation à Cherbourg, l'après-midi, plus de 200 grévistes s'y sont rendues, en car, voiture, en stop...

La manifestation est vivante et bon enfant. Les ouvrières (pour la plupart des jeunes), crient : « *LES FEMMES ÇA SE LAISSENT PAS FAIRE !* ». Et Cherbourg peut goûter un relan de mai 1968, quand elles scandent en frappant dans leurs mains : « *Ce n'est qu'un début, continuons le combat !* ».

Devant la Préfecture, le défilé s'arrête, tout le monde s'assied dans la rue — et on entend : *C.I.T.-misère !...* et puis on repart.

Au dernier moment, on s'est aperçu qu'il n'y avait pas de pancartes. Alors on a pris n'importe quoi à l'union locale : ce sont des vieilles pancartes avec « 10 % » dessus. Comme ce n'est pas assez, sur certaines cela devient 15 %, sur d'autres 16 %... Ce ne sont pas les revendications ? Peu importe ! L'essentiel, c'est qu'il y ait des pancartes !

UN DIRECTEUR FORTEMENT CHAHUTE

Le vendredi 30, la direction venue de Paris, refuse de discuter avec les syndicats. Son représentant, le pauvre M. Cazaba a le malheur de déclarer : « *Je ne discute pas avec les grévistes...* ».

Le malheureux ! Aussitôt, à la sortie, les ouvrières entourent sa voiture et, tout en le chahutant, l'empêchent de la rejoindre.

Finalement, il parvient à s'en aller, mais ce n'est que partie remise et à la gare, il doit rejoindre son train, sous les huées et les injures des grévistes venues lui souhaiter bon voyage.

A l'heure où nous écrivons un scrutin à bulletin secret a eu lieu :

— 350 voix pour la grève illimitée ;
— 200 voix pour les grèves par intermittence ;
— 156 voix pour « d'autres formes d'actions ».

Estimant qu'il n'y avait pas une majorité suffisante sur l'ensemble de l'usine pour la grève illimitée, les syndicats ont décidé de reconduire les grèves par intermittence.

Correspondant L.O.

BORDEAUX :

L'U.G.F.F.-C.G.T. (Union Générale des Fédérations de Fonctionnaires) signera-t-elle les contrats de progrès ?

Le 22 octobre, à la Bourse du Travail de Bordeaux, se tenait une réunion de l'U.G.F.F. Cette réunion se plaçait dans le cadre de la préparation au Congrès National de l'U.G.F.F. des 4, 5 et 6 novembre. Elle réunissait les délégués ou les secrétaires des principales sections de fonctionnaires de la Gironde. Un permanent, Germond, était descendu de Paris pour y participer.

Les deux questions débattues au cours de la réunion furent la question des contrats de progrès et celle de la hiérarchisation des salaires. Deux questions d'importance et qui posent bien des problèmes à la C.G.T. en général et à l'U.G.F.F. en particulier.

Dès le début de la réunion, Germond se lança dans un historique des contrats de progrès au cours duquel il affirma que ces derniers soulevaient des problèmes, y compris parmi les militants et qu'il convenait d'en débattre sérieusement. S'agissait-il d'une invitation à peine déguisée à reconsidérer la position de la Confédération sur les contrats de progrès ?

C'est l'impression que donna en tout cas la discussion qui s'ensuivit.

Le débat s'engagea, fort confus. Certains délégués déclarèrent, avec une certaine logique, qu'on ne pouvait faire de différence entre contrats de progrès, constats, accords. Sur la lancée, un autre assimila les accords de Grenelle aux contrats de progrès en affirmant : « puisque nous avons déjà signé d'innombrables accords dans le passé, pourquoi refuser de signer systématiquement les contrats de progrès ? ».

Cette déclaration, au demeurant pleine de bon sens, prouvait simplement qu'en matière de pratiques réformistes, il est fort difficile de tracer la limite entre ce qui est acceptable et ce qui ne l'est pas. Et nombre de militants réformistes de la C.G.T. ont bien du mal à s'y retrouver.

Et, tout en continuant de critiquer âprement la position de F.O. et de la C.F.D.T., l'U.G.F.F. s'achemine tout naturellement vers la proposition d'un délégué qui estima que l'on pouvait signer à condition de préciser au personnel que cette signature n'était là que pour être reniée, en un mot, qu'elle n'avait pas d'importance !

Un autre délégué intervint en disant que dans ces conditions, il ne voyait pas bien la différence entre la position C.F.D.T. et la position C.G.T. Il eut droit à un concert de protestations signifiant que la différence était pourtant bien évidente, qu'elle tenait au fait que la C.F.D.T. n'avait pris une position plus dure en la matière qu'après que la C.G.T. eut condamné les contrats. Il va de soi, au dire de ces messieurs, que la nuance n'échappera pas au personnel. Comme malgré tout, elle risque de leur échapper, l'un d'entre eux entreprit de justifier cette nouvelle « voie » par des arguments un peu plus convaincants. Ainsi, il avança l'hypothèse selon laquelle le gouvernement avait lancé les contrats de progrès en sachant que la C.G.T. refuserait de signer, que ce faisant, elle s'isolerait, etc., une provocation policière, quoi!

Cette subtilité pourtant bien dans la ligne, échappa néanmoins à beaucoup car elle fut accueillie par un tel silence sidéré que Germond lui-même se crut obligé de démolir sans pitié la théorie malheureuse. On se contenta donc de s'appuyer sur le fait que les fonctionnaires « pourraient ne pas comprendre que nous persistions à ne pas signer les contrats », qu'ils « pourraient nous reprocher une opposition systématique au gouvernement », etc.

Il va sans dire que ces « scrupules » ne poussent tout de même pas ces délégués à se demander si leurs propres syndiqués comprendront la manœuvre !

dans les entreprises

FLAMBO (Vierzon)

UNE MANŒUVRE PATRONALE RÉUSSIE

DURANT tout le mois d'octobre, une certaine agitation est apparue à l'usine Flambô de Vierzon. Cela a commencé le mardi 6 octobre. Six ouvriers des Presses ont débrayé ce jour-là pour protester contre les cadences. Le vendredi suivant, c'était au tour de la Coupe, qui débrayait pour une augmentation de salaires. Ces débrayages exprimaient très bien les deux principales revendications des ouvriers de Flambô, et le mécontentement général qui les accompagnait. C'est pourquoi, le même jour que le débrayage de la Coupe, la réunion entre les délégués et le patron était attendue avec intérêt.

Les résultats en furent connus le lundi suivant, 11 octobre, et ne firent qu'accroître la colère. Le patron *« accordait »* 2 % d'augmentation, promis et attendus en fait depuis longtemps, et annonçait par la même occasion une baisse générale des temps *« pouvant aller jusqu'à 30 % »*.

Personne n'était décidé à l'accepter, car cette baisse revenait dans les faits à une fatigue accrue et à une diminution importante du salaire.

La température montait dans l'usine, et le jeudi 14, les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. organisèrent un débrayage pour réunion d'information, débrayage qui fut suivi par l'ensemble du personnel. Là, un vote fut décidé : pour ou contre les débrayages.

Les résultats du vote furent connus le lendemain : plus de 80 % de votants étaient pour les débrayages. Et le soir même, un débrayage d'une heure et demie était organisé.

Le lundi suivant, 18 octobre, a lieu, en fin de journée, le même débrayage d'une heure et demie.

Le mardi, pas de débrayages, les délégués sont en réunion avec le patron. Chacun s'interroge, beaucoup pensent qu'il faut débrayer, et attendent des consignes dans ce sens.

Mais ces consignes ne viendront pas, elles seront remplacées le lendemain par une note de la direction.

Dans cette note, le patron déclare que la production est trop en avance, et que les ventes ne suivent pas. Résultat : il veut qu'en onze semaines, on réduise de deux semaines l'avance. Pour cela, il propose deux solutions :

— la première : réduction de l'horaire de 45 à 40 heures (avec réduction de la paye naturellement) et licenciement de 20 ouvriers ;

— la seconde : le personnel va prendre maintenant deux semaines de vacances, dont une partie sera *« récupérée »*, et l'autre compensée par la suppression de la prime de vacances (équivalente à six jours de travail).

Et le patron insiste lourdement pour que les syndicats choisissent la seconde solution car, dit-il, elle évite les licenciements et ne réduit pas le pouvoir d'achat de chacun.

Mais si la production avait tant d'avance, le patron aurait-il annoncé la baisse des temps de 30 %, et continué à embaucher comme il le faisait encore quelques jours auparavant ?

Dès le début une partie du personnel s'inquiète.

La C.F.D.T., très minoritaire dans l'usine, distribue un tract intitulé *« Non au chantage »*, dans lequel elle préconise comme seule solution *« la grève organisée jusqu'à ce que les revendications soient satisfaites »*.

Mais le syndicat majoritaire, la C.G.T., ne fait rien d'autre que se pencher sur les propositions patronales.

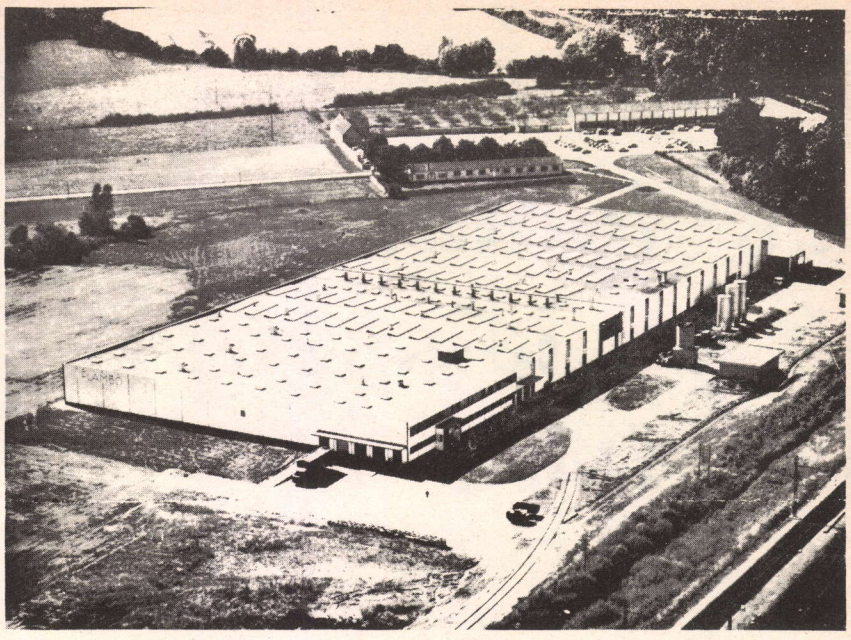
Le vendredi 23, nouvelle réunion avec le patron, pour donner une réponse à son « marché ». La majorité des délégués C.G.T. signe l'accord pour la deuxième solution (mise en chômage partiel déguisée en *« vacances »*), une minorité de quatre délégués refusent. Puis trois d'entre eux acceptent de signer, et un seul reste fermement sur ses positions, refusant les manœuvres et le chantage.

Il manque encore la signature de la C.F.D.T. Le patron menace, s'il ne l'obtient pas, de licencier 20 ouvriers. C'est évidemment un coup de bluff supplémentaire, mais le délégué C.F.D.T. signe.

Par cet accord, les syndicats démobilisent le personnel et le livrent pieds et poings liés au patron. Celui-ci a obtenu ce qu'il voulait. Pas tout à fait cependant, car le lundi 26, la C.F.D.T. reprend sa signature et dénonce l'accord en expliquant le chantage du patron. La CGT, quant à elle, n'aura pas ce sursaut.

Mais de toute façon, c'est trop tard. L'occasion est passée, le personnel ne réagit plus. Ce n'est malgré tout que partie remise, car la baisse des temps de 30 % va bien entendu avoir lieu, et elle ne pourra s'effectuer sans remous.

Correspondant L.O.



LA NOUVELLE USINE FLAMBO VUE DU CIEL !

Quoi de plus insolite pour l'œil humain, habitué à voir de sa hauteur les gens et les choses, qu'une vue aérienne !

De plus haut les uns rapetissent, diminuent, se miniaturisent. Les autres, au contraire, grandissent et prennent leur dimension véritable.

Vue du ciel, notre usine de Vierzon n'a-t-elle pas encore plus d'allure, n'est-elle pas encore plus impressionnante que sous l'aspect sous lequel nous sommes habitués à la voir ?

Dans un prochain numéro, nous tenterons de vous présenter sous son aspect le plus original, l'usine de Nogent-le-Roi, dont le charme et l'abord pittoresques intéresseront nos camarades vierzonnais, et tous les autres qui ne la connaissent pas encore...

Extrait d'une brochure patronale. Il est vrai qu'il est préférable de voir l'usine d'avion plutôt que d'y travailler.

C.I.C.

Quand l'imagination vient aux banquiers

LES banquiers du C.I.C. font preuve, ces derniers temps, d'une imagination débordante lorsqu'il s'agit de faire travailler un peu plus le personnel.

Ils viennent de lancer une vaste campagne publicitaire d'ouverture de comptes à bon marché. Commencée le 15 septembre, cette campagne doit durer 3 mois.

Sous le nom de CADORAMA, il ne s'agit pas moins pour le personnel de se transformer en démarcheurs pour amener de nouveaux comptes au C.I.C. Ceux qui y réussiront auront droit en récompense à un cadeau.

Chaque nouveau client amené donne droit à l'employé du siège social à un bon de 1 000 points. Et encore ! A condition que le « client » *ouvre un compte d'au moins 500 F. Et chaque versement d'au moins 1 000 F effectué par celui-ci donne droit à 200 points, soit 2 000 points pour un versement de 10 000 F !*

Pour 520 points on a droit à une magnifique cravate ; compte tenu des 2 000 points offerts « généreusement » *par la direction à chacun pour commencer, il faut donc ramener 3 clients déposant chacun 500 F, soit en tout la somme de 1 500 F. Ainsi, il faut ramener aux banquiers du C.I.C. 1 500 F pour obtenir une cravate d'une valeur tout au plus égale à... 40 F.*

Quand on pense que pour la machine à laver il faut réunir la bagatelle de 75 220 points, il faut au moins ramener Rothschild et Cie !

Et pour bien faire comprendre au personnel qu'il ne s'agissait pas d'une plaisanterie, la direction du C.I.C. a publié une brochure où elle donne la recette pour devenir un parfait démarcheur, ceci accompagné de 5 cartes d'introduction à « placer ».

Il n'y a pas à dire, les banquiers du C.I.C. savent faire des affaires. Reste à savoir ce qu'en pense le personnel.

Correspondant L.O.

LE CONTROLE DES BILLETS A LA R.A.T.P.

RÉGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
RÉSEAU ROUTIER
Boîte Postale 70-06 Paris
R. C. Paris 58 B 63 48

QUITTANCE N° 025727

AMENDE TRANSACTIONNELLE

Date : 19 Heure : Ligne : N° de police :
Nature de l'infraction :
Nombre de voyageurs en situation irrégulière :
Montant de l'insuffisance de perception :
Indemnité forfaitaire :
TOTAL (en chiffres) :
MONTANT (en toutes lettres)
Payable sur C.C.P. ou compte bancaire N° Centre ou Agence :
N° matricule de l'agent assermenté

Mod. 016-0203 H - 8-69 - 1.000 Voir nota au verso

La R.A.T.P. s'est réorganisée non pas pour améliorer les transports en commun, mais pour contrôler les billets.

En effet, sur la ligne d'autobus 194-195, qui part de la Porte d'Orléans, ainsi que sur certaines lignes de bus du Nord de Paris, le temps où le contrôleur, plus ou moins sympathique, passait dans le couloir en réclamant les titres de transport est révolu.

Maintenant, c'est comme au Far-West dans les attaques de diligences. Le bus s'arrête, les portes s'ouvrent, deux contrôleurs bondissent chacun à une porte et en barrent l'accès d'une jambe ; on pourrait s'attendre à un « préparez la monnaie » **mais c'est un** « préparez les billets » **qui est lancé ou plutôt ordonné.**

Les resquilleurs ou écervelés qui n'ont pas le compte de tickets sont maintenus par la manche jusqu'au bas des deux marches du bus où les attend un flic de la R.A.T.P. ; et si par hasard ils n'ont pas d'argent ou refusent de payer l'amende, le flic de la R.A.T.P. appelle d'un signe de la main une voiture de flics tout court postée à proximité qui se chargera d'emmener les réfractaires au poste de police.

Le montant de l'amende s'élève à vingt fois le prix d'un ticket soit 14 F, plus autant de fois 0,70 F que de tickets manquants. Et si les flics emmènent le resquilleur au poste de police, celui-ci doit évidemment payer le transport en « voiture particulière » **dont le prix est laissé à l'appréciation du commissariat.**

Voici un petit exemple de la priorité aux transports en commun, telle que l'entendent les tenants de la nouvelle société. En clair, cela signifie que flics de la R.A.T.P et flics tout court ont priorité pour faire payer les usagers. Et que ça roule !

FEUILLETON

La paix

de

Ernst GLAESER

(Editions Rieder — Presses Universitaires de France)

(8)

RESUME

L'action de ce roman se déroule en novembre 1918, dans une petite ville d'Allemagne. L'empereur Guillaume II vient d'abdiquer et de s'enfuir. Le héros, jeune étudiant issu d'un milieu bourgeois discute avec les soldats en faction à la gare. Ils viennent d'apprendre la nouvelle, alors que la ville entière l'ignore encore. Pour les soldats, c'est la fin de la boucherie, c'est la paix tant souhaitée, c'est-à-dire le retour prochain dans leur foyer. Pour le jeune lycéen, influencé par les idées socialistes de son précepteur, Adalbert König, c'est le début d'une période exaltante dont il ne comprend pas bien le sens.

Le lendemain, en ville, les esprits sont en effervescence. La foule se rassemble devant la mairie, en attente. Les discours commencent. Tout d'abord intervient l'avocat Hoffmann, vieux politicien social-démocrate qui, durant toute la guerre, a été partisan de l'union sacrée autour de l'empereur, et qui aujourd'hui annonce, avec un soupçon d'inquiétude, l'avènement de la République allemande ; la République des ouvriers, des bourgeois et des paysans, tient-il à préciser. A sa suite, Adalbert König, militant socialiste révolutionnaire s'adresse à l'assistance. Passionnément il explique que la fin de la guerre, ce n'est pas la fin de la misère, car ce n'est pas la fin de l'exploitation capitaliste. Il conclue son intervention par un vibrant appel au prolétariat pour qu'il s'empare du pouvoir, en instaurant sa dictature.

Immédiatement, un Conseil d'ouvriers et de soldats se constitue. Dans la ville, une lutte sourde s'engage entre les éléments bourgeois et petits-bourgeois de la population d'une part et les ouvriers de l'autre.

Un conflit éclate à propos d'un chargement de vivres. Les milices ouvrières s'interposent entre les ménagères et la charrette pour éviter le pillage.

Le général, debout dans l'auto, demanda à pouvoir passer librement, tandis qu'au même instant sautaient de deux autos-camions qui avaient suivi l'auto, une soixantaine de chasseurs pesamment armés.

Adalbert König s'était approché de l'auto. Derrière lui montait le flot bleu des matelots. Il porta la main à la visière de sa casquette en interpellant le général ; puis il tira son revolver de son étui. Les chasseurs armèrent leurs carabines.

Adalbert König posa sa main sur l'arrière de l'auto.

Adalbert König pria le général de descendre.

Le général fit un signe aux chasseurs.

Adalbert König désigna du doigt une mitrailleuse postée à cinquante mètres du groupe, sur l'escalier de l'Hôtel-de-Ville. Le général parla à Adalbert König.

Pendant ce temps et sans qu'on s'en aperçût, les marins avaient encerclé l'auto. Les chasseurs s'apprêtaient à faire usage de leurs carabines ; mais, quand Adalbert König eut pour la seconde fois désigné du doigt la mitrailleuse, le général fit signe d'abaisser les armes. Il se rassit dans le fond de la voiture, remonta son col et rabattit son képi sur ses yeux. Dix matelots désarmèrent les chasseurs. Je vis un officier éclater en sanglots quand un des marins lui arracha ses épaulettes. Les petits bourgeois qui se trouvaient là, riaient ; seuls les matelots et les ouvriers gardaient une mine sérieuse. Quand le marin eut arraché les épaulettes de l'officier, il l'abandonna et, avec les autres marins et les ouvriers, procéda au désarmement des chasseurs. Les carabines furent jetées dans un camion où elles s'entassèrent comme des lièvres tués après une battue. Les chasseurs se rassemblèrent et, escortés par des ouvriers en armes, se mirent en marche sans ordre, sous les yeux du général toujours silencieux et descendirent la rue, vers la caserne. Le général n'eut pas un mouvement de tête quand ils passèrent devant lui.

L'officier était resté seul. Les fils qui avaient retenu ses épaulettes, s'étaient tordus sur son épaule comme des vermisseaux et le couvercle de son étui de revolver bâillait. Il se frottait les mains d'un air embarrassé ; personne ne s'occupait plus de lui quand, sans mot dire, il prit son képi, enleva la cocarde impériale avec son couteau de poche, délaça le sachet qu'il portait sous sa tunique et y glissa sa cocarde ; puis il se sauva dans la maison d'un horloger, comme si tout à coup il s'était senti tout nu.

L'auto du général se mit en marche, lentement. A gauche, sur le marche-pied, se tenait Adalbert König, en face de lui un matelot porteur de grenades à main. Le général avait toujours le col de son manteau relevé.

La rue débordait de gens. On n'entendait que les trompes d'autos auxquelles répondaient des coups de sifflet partis des fenêtres, des coups de sifflet venus des toits, des coups de sifflet qui éclataient à tous les coins de rues, qui tombaient drus comme grêle autour de l'auto du général. Elle avançait au pas comme pour une entrée triomphale, avec cette différence qu'il n'y avait aucune fleur, aucun serpentin, mais le brouhaha d'une foule surexcitée au milieu de laquelle le général devait passer comme à travers les éclats d'une cloison de verre.

Les coups de sifflets avaient fait place maintenant à des ioulements, dont le OU nasal ébranlait l'air d'un sourd hurlement.

— Hund (Chien !), entendait le général, et à ce cri un écho répondait de l'autre côté : « A mort le chien ! » Le général demeurait immobile..., seulement quand il vit son chauffeur épingler une rose de papier rouge à son képi, il eut un tressaillement comme si une mouche l'avait piqué.

La foule affluait, de plus en plus dense. Une fois les chasseurs désarmés, les petits-bourgeois se sentirent de nouveau du cœur au ventre. Ils se pressaient en groupes épais autour de l'auto, hurlant le nom du général : « v. H... ! v. H... ! » et le menaçant du poing.

« Bourreau ! Assassin ! » Des pierres frappaient déjà la carrosserie. Adalbert König sauta dans l'auto. Cinq matelots debout, derrière lui, armèrent leurs carabines. Des ouvriers en armes percèrent la foule à droite et à gauche. Mais les hommes de la formation sanitaire avec un renfort de petits commerçants et de paysans parvinrent jusqu'au véhicule dont ils arrachèrent le fanion de commandant d'armée qui fut aussitôt foulé aux pieds. Une pierre atteignit le général à la nuque.

— Assassin ! Assommez-le !

Adalbert fit signe aux matelots. Dix coups de crosse permirent de dégager l'auto. Adalbert König prit alors la parole :

— Camarades ! au nom de la Révolution, je vous adjure de rester calmes. La Révolution n'admet pas le lynchage. Le général est notre prisonnier. Le général comparaîtra comme accusé devant le tribunal du prolétariat. Ce n'est pas devant un tribunal aussi sommaire que celui de la rue qu'il aura à répondre. Il a été le bourreau du peuple, d'accord. Mais, même un bourreau du peuple ne doit pas être assommé sans procès, il doit être jugé. Ce soir même le général comparaîtra devant la justice, cette nuit même les chefs révolutionnaires lui présenteront la note à régler... cette nuit les hommes qui connaissent ses méfaits se prononceront sur son sort. L'exécuter sommairement dans la rue, ce serait transformer la Révolution en insurrection. Le lyncher ce serait ravir à la Révolution le droit d'exercer légalement les fonctions de juge. Si vous le mettez à mort, vous l'aurez tué, rien de plus... vous ne l'aurez pas jugé.

Un éclat de rire fut la réponse. Quelqu'un lui cria : « Il a suspendu les permissions du dimanche. Il a posté des gendarmes aux gares et nous a forcés de donner nos dernières pommes de terre ! »

Et toutes les voix hurlaient ensemble comme un écho : « Assassin, Assassin ! »

— C'est lui qui nous a tous expédiés au front ! C'est lui qui, en janvier, a étouffé la grève ! C'est lui encore qui, à la manifestation de Mayence, a fait charger contre les femmes et les enfants !

De nouveau l'auto fut cernée. Un des soldats-infirmiers sauta sur le marche-pied, cracha à la face du général en lui criant : « Sale cochon ! » Et derrière lui j'aperçus le marchand de fromages Volk qui tirait la langue au général.

Adalbert König dit un mot aux matelots qui firent un signe d'acquiescement.

— Camarades ! dit Adalbert König, le général est arrêté. Il constitue l'otage de la Révolution. Quiconque portera la main sur lui, nuira à la Révolution. Place !

L'auto s'élança, mais ne parcourut que trois mètres. Aussitôt une grêle de coups de canne, de pierres et de coups de poing s'abattit sur le garde-boue et sur le capot ; le pare-brise vola en éclats et Adalbert König lui-même perdait du sang. Le véhicule s'était arrêté.

Le chauffeur sauta de son siège et s'enfuit dans la foule où deux secondes après son visage se confondit avec celui des autres.

Au fond de l'auto gisait le général, tel un monument sans socle. Son uniforme avait l'air d'un empaquetage, les extrémités de son col rouge taillées à angles aigus cachaient son visage jusqu'à la naissance du nez. Il tenait les yeux fermés et ses mains avaient sombré dans les poches de son manteau gris argent.

A cet instant un grand coup de bâton noueux l'atteignit en travers de la poitrine... Il roula sans proférer une parole dans le coin gauche... seules deux malles qui étaient à ses pieds se renversèrent.

Adalbert König bondit vers les matelots et la salve des dix carabines éclata dans l'air. Instantanément ce fut le silence. La foule resta immobile. On eût dit du lait qu'un éclair le traversant aurait caillé instantanément.

Adalbert König lança un ordre. Les matelots épaulèrent de nouveau. Cette fois les canons des carabines étaient à la hauteur d'une poitrine d'homme de taille moyenne.

Deux secondes à peine la foule demeura pétrifiée. Quelques individus ouvraient une bouche démesurée comme s'ils en avaient eu besoin pour soutenir leurs deux yeux. D'autres levaient les bras en l'air sans souffler mot, tandis que leurs jambes se dérobaient sous eux.

— A plat ventre ! crièrent deux ou trois petits-bourgeois ; mais déjà les femmes qui se trouvaient parmi eux s'enfuyaient dans toutes les directions et les paysans de même, comme un tas de hannetons enfumés qui s'envolent contre les murs des maisons.

— Dégagez la rue !

Adalbert König se mit en marche avec les matelots prêts à tirer. Un jeune monteur avait pris place au volant de l'auto et suivait le groupe.

Le général n'était plus qu'un uniforme qu'on transportait. Au bas de l'escalier de la mairie le groupe dut s'arrêter. Une députation des soldats de la formation sanitaire s'avança vers Adalbert König. Parmi eux, il y avait aussi des ouvriers. Ils voulaient qu'on arrachât sur-le-champ au général ses épaulettes parce qu'il avait été un bourreau pour tout le monde. Ils voulaient qu'il fût livré au peuple. Ils ajoutèrent que si Adalbert König prenait cet officier sous sa protection, il trahissait la cause de la Révolution.

Adalbert König leur répondit que s'ils étaient animés du véritable esprit révolutionnaire et ne pensaient pas seulement à la satisfaction momentanée de leur haine, mais au vaste plan de la Révolution, ils lui laisseraient toute autorité sur la personne du général, qui était un otage des plus précieux.

Les soldats le regardaient sans comprendre. « Nous voulons le général », criaient-ils. Ce cri se renforça dans la rue où la foule commençait à se remettre de sa première frayeur.

— Nous voulons le général.

— Et moi la Révolution ! répliqua Adalbert König.

Deux matelots soulevèrent « l'uniforme », le sortirent de l'auto, et, suivis d'Adalbert König, le conduisirent en haut du grand escalier de la Mairie et là, ils le poussèrent dans un coin obscur, derrière la porte bardée de fer, tandis qu'une vingtaine d'ouvriers en armes contenaient la foule qui montait à l'assaut.

Tumulte et cris. Et lorsque, au deuxième étage, rouge de sueur, apparut la tête du Dr Hoffmann qui d'une voix conciliante demandait qu'on fît moins de bruit, une grêle de pierres lui répondit. Au rez-de-chaussée, quatre vitres volèrent en éclats.

Je sautai de mon poteau dans la cour.

Le cocher était toujours debout sur ses pains. Seules les femmes s'étaient rapprochées. Juste à l'instant où la volée de pierre tombait sur l'Hôtel-de-Ville et où la foule surexcitée se portait en avant, éclatèrent les hurlements cadencés : « Assassin, assassin ! » Le cocher fit un léger bond, siffla dans la direction des femmes et, avec un mouvement de tête accompagné d'une espèce de gloussement de satisfaction, se mit à leur lancer les pains. Les femmes se taisaient ; elles attrapaient les projectiles les uns après les autres, à la manière des maçons quand ils se passent les briques sur la bâtisse. En un clin d'œil, elles eurent relevé leurs tabliers qui se transformèrent en poche. Et les pains leur tombaient du ciel comme une bénédiction.

Plus loin, là-bas, ils réclamaient toujours le général à grands cris.

Mais ici, dans la cour, les femmes avaient retrouvé le sourire, car leurs poches improvisées s'emplissaient de bonne et saine nourriture.

Tout à coup le portail de la cour s'ouvrit violemment. Une troupe de soldats auxquels s'étaient mêlés quelques ouvriers et des petits-bourgeois firent irruption : « Assassin ! » Toutes leurs invectives n'étaient que l'écho de leurs propres cris.

De son camion le cocher les regardait en riant.

— Eh là ! camarades ! cria-t-il en leur lançant une boule de son. Camarades !

— Deux pains, trois pains...

— Ali ! alo ! fit le cocher en dansant et en désignant de la main la charrette dans laquelle s'arrondissaient en un répugnant charnier les pâles quartiers de bêtes abattues.

Silencieux, comme s'ils étaient entrés dans un salon, des ouvriers s'avancèrent, quelques-uns même sur la pointe des pieds. Leur figure avait pris soudain une expression de tendresse. Les soldats eux-mêmes ne criaient plus « assassin ». La viande qu'ils avaient là, sous les yeux, exerçait un attrait plus fort que leur haine et la faim qu'ils ressentaient était plus impérieuse que la Révolution.

Ils avançaient lentement, tandis que le cocher continuait à désigner des cinq doigts de la main la charrette chargée de viande. De l'autre côté arrivaient les femmes ; quelques-unes tendaient déjà les mains vers les perdrix suspendues aux flancs du véhicule. Elles jouaient avec la chair des bêtes comme si elles eussent tâté les muscles d'un homme.

— Par ici, par ici ! cria le cocher en sautant à bas du camion aux pains pour aller détacher les chevilles d'une des cloisons latérales, à l'arrière du fourgon.

Alors, le cri sorti de toutes ces poitrines eut quelque chose d'aussi ample, d'aussi lourdement corporel que si, d'un coup de baguette magique, on eût montré à ces malheureux les merveilles comestibles d'un pays de Cocagne, ou celles des rêves d'un famélique mortel.

Une vague puissante de corps humains s'abattit sur le monceau de viande. En un tourne-main on enleva les chevilles qui retenaient l'autre cloison du fourgon qui s'abattit avec fracas sur les dalles rouges de la cour. Alors, on n'entendit plus que le halètement de toutes les gorges, tandis que les mains arrachaient des quartiers de viande frigorifiée. Une moitié de porc tomba dans la boue en claquant, aussitôt trois hommes s'accroupirent autour et la dépecèrent avec un sabre-baïonnette. A coups de marteau, on brisa la colonne vertébrale d'un veau, tandis qu'à côté on détachait au petit bonheur, avec un coutelas, la selle du chevreuil. Une femme portant sous son bras une tête de vache avait l'air de se rendre à un bal travesti, de l'autre main elle arrachait les perdrix du fourgon, les faisait disparaître dans son tablier changé en sac. On tailladait des jambons. Des lièvres cabriolaient en tombant dans la boue comme s'ils subissaient une seconde mort ; des têtes de porc roulaient sur le sol, et dans leurs pupilles vitreuses, on voyait le spectre de la mort ; ce n'était partout que craquements d'os, les couteaux partout s'enfonçaient dans cette viande de boucherie, partout on frappait et taillait les restes des animaux pour en faire des rations destinées aux humains.

— Vive la Révolution ! cria le cocher qui se mit à lancer en vaste parabole, — comme des bénédictions nourrissantes, — des pains contre tous ceux qui s'acharnaient sur la viande. Il y avait quelque chose de sinistre dans l'aspect de ces visages mats ou grisâtres, décomposés par la faim et la colère, qui se penchaient tout haletants sur les morceaux de viande dodus et violemment colorés. Malgré l'égorgement et le dépeçage, ces bêtes semblaient plus proches des couleurs de la vie que les hommes qui se jetaient sur elles et, avec une violence hystérique, cassaient ou taillaient avec leurs marteaux, leurs couteaux, leurs baïonnettes ou à coups de talons ferrés les dernières épines dorsales.

— Camarades, criait le cocher... et ce fut une avalanche de pains.

A ce moment une détonation sèche retentit et d'un seul coup la pyramide de conserves s'écroula. C'était le premier bruit qui éclatait dans le silence du pillage. Les boîtes roulèrent sur le sol avec un son creux. Aussitôt les femmes se mirent à courir après en poussant de légers cris d'oiseaux effrayés comme si elles attrapaient des petits enfants. Elles trouvèrent dans une grange qui touchait au bâtiment des sacs pleins de son, les vidèrent et les emplirent de viande et de pain. Beaucoup chancelaient sous le poids, mais leur visage riait à en faire éclater les muscles.

Toute la cour était couverte de débris de viande, de pains écrasés et l'air tout saturé de la poussière blanche du son qu'on avait répandu. Des soldats défonçaient les boîtes de conserve avec leurs baïonnettes pour en manger la graisse grise qui recouvrait le goulasch froid. Ils tenaient des haricots verts non réchauffés comme une poignée de foin au-dessus de leur bouche grande ouverte ; ils plongeaient des cuillères de fer blanc ébréchées dans l'entassement perlé des petits pois et écrasaient des champignons entre leurs doigts poisseux.

Déjà, on commençait à entendre ces mêmes ioulements qu'en 1914 on avait pris pour une émanation du patriotisme, déjà ces gens se lançaient leurs pains à la tête ou s'inondaient de sauce de goulasch.

Mais le cocher se tenait là, devant l'auto, battant de la caisse avec ses deux poings sur la tôle vernie et criant à tue-tête : « Hardi ! hardi, les enfants ! »

Il chancela un instant comme s'il eût été ivre, puis empoignant par les hanches une jeune femme dont les seins pointaient, visibles sous l'étoffe, il la poussa en soufflant comme un buffle à l'intérieur d'une grange. Là, il la jeta parmi les sacs, remonta sa jupe et lui mordit la poitrine bien qu'elle se débattît désespérément des pieds et des mains.

Les hurlements de la femme furent interrompus par deux ordres donnés d'une voix coupante. La cour était barrée. Là-bas, à l'endroit où le portail restait ouvert, on distinguait clairement une ligne : les matelots.

— Ne bougez pas ! Sinon, on tire !

Qui debout, qui assis, la foule demeura là, le geste en suspens. Les femmes tenaient leurs mains amaigries devant leurs tabliers pleins à craquer, les soldats qui dépeçaient les animaux s'arrêtèrent, plus d'une main demeura prise dans sa boîte de conserve comme dans une manchette qui aurait glissé.

— On pille ici, dit un matelot qui, suivi de trois autres, s'avançait dans la cour, avec une expression d'aussi profond dégoût que s'il eût surpris une bande de rats à leur festin.

— Alors, c'est ça votre révolution !

Il fit claquer ses doigts.

— Il y a des ouvriers syndiqués ici ?

Silence.

— Des petits bourgeois, des femmes...

Il sauta alors sur l'escalier et s'écria sans forcer la voix : « Le pain et la viande qu'on s'est appropriés dans cette cour sont réquisitionnés. Restituez-les sur-le-champ ».

— Mais, camarade... firent quelques soldats, la bouche encore pleine de graisse. « Taisez-vous ! » Le marin fit un signe et aussitôt les autres matelots se mirent à rassembler les morceaux coupés et déjà répartis dans les sacs. Aux soldats ils enlevèrent les sabres-baïonnettes et aux femmes ils arrachèrent les tabliers dont elles avaient noué les extrémités à la taille.

Partout de la viande comme s'il en avait plu.

Les matelots avaient empoigné le cocher.

— Ton métier ?

— Aubergiste, bégaya l'homme.

— Et toi ? fit-il s'adressant à un soldat tout graisseux.

— Sellier. — Et toi ? — Contrôleur à la Caisse d'épargne. — Et toi ?

— J'ai un petit commerce.

— Et toi ?

— Cultivateur.

— Et toi ?

— Meunier.

— Et toi ?

— Marchand de biens.

— Et toi ?

— Artisan.

— Et toi ?

— Electrotechnicien.

— Et toi ?

— Voyageur.

— Et toi ?

— Expéditionnaire.

— Vos professions, dit le matelot posément, sont la meilleure preuve que vous ne désirez la révolution, que parce que vous détestez les généraux et que vous avez voulu manger encore une fois tout votre soûl. Au nom de la Révolution je vous arrête.

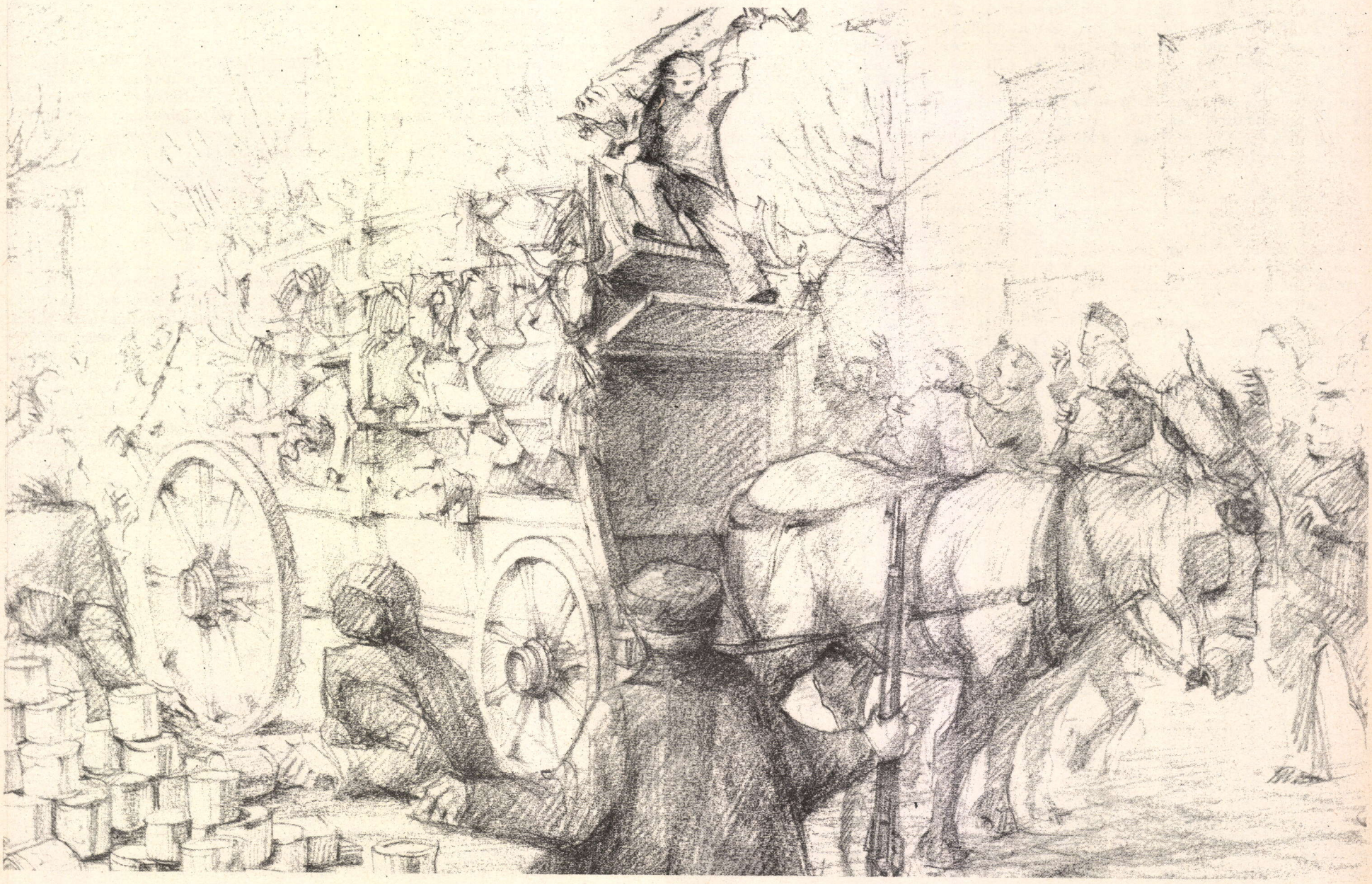
Deux ou trois coups de crosse suffirent pour grouper ces individus. Le matelot se tourna alors du côté des femmes devant lesquelles gisaient les morceaux de viande et les pains comme les restes d'un énorme vomissement.

— Qui vous a dit de prendre ces choses ?

Silence.

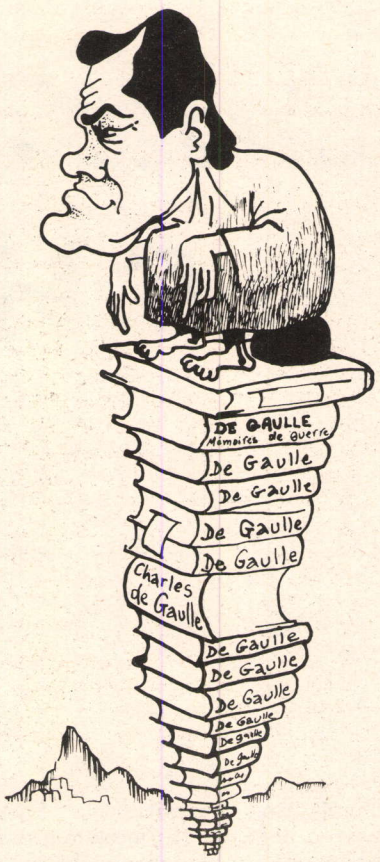
— Cette viande était réquisitionnée pour les syndiqués des différentes exploitations. Pourquoi voulez-vous nuire à la Révolution ?

(A suivre)



Pour sourire un peu

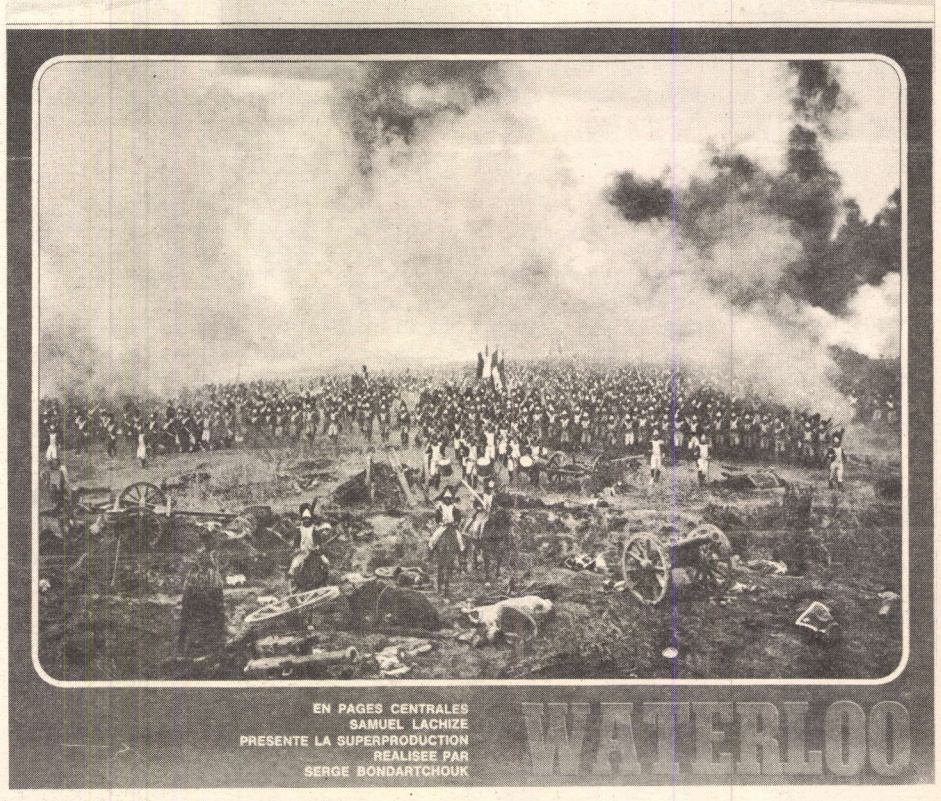
Notre dessinateur n'a pu retenir ses larmes...



Guichard : les manuels scolaires changeront tous les cinq ans.

La police et la presse

le doigt sur la gazette

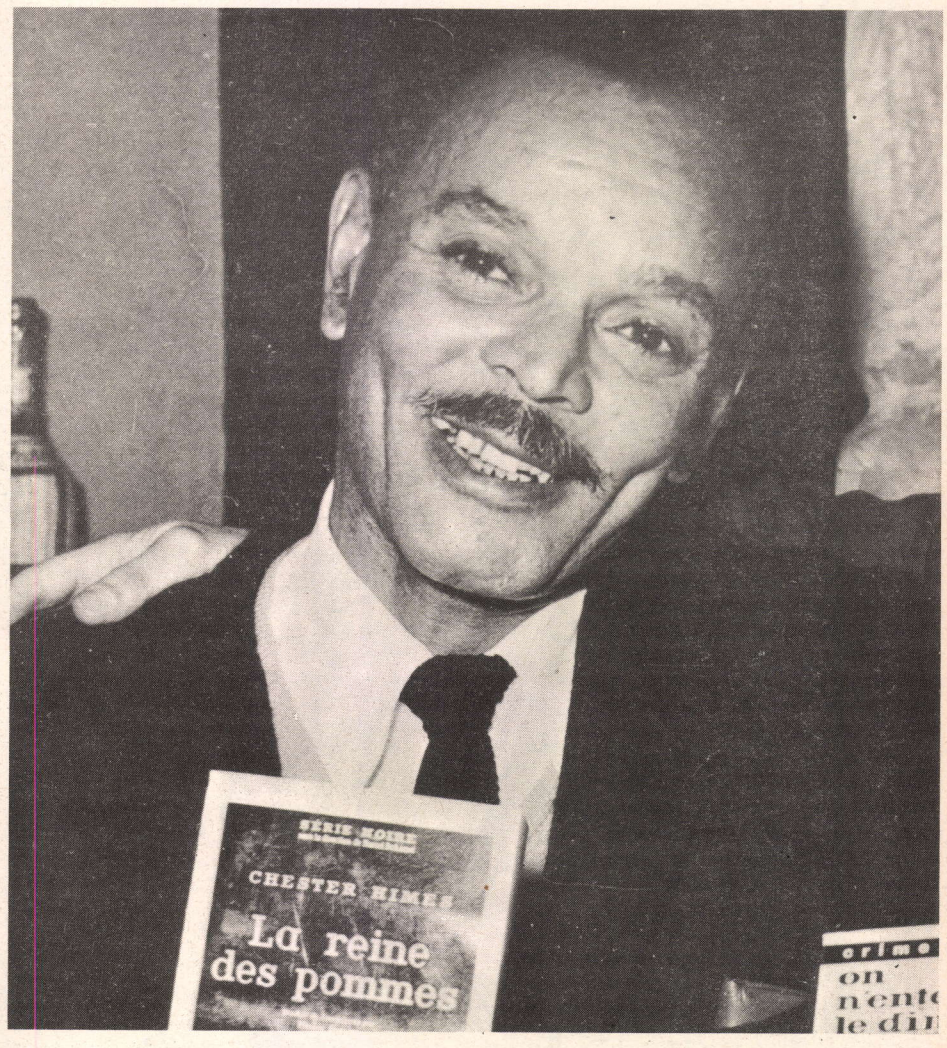


On ne peut pas dire que le parti communiste français ait des illusions électorales !

« DU FUSIL A LA BIBLE »

CHESTER HIMES

IL était une fois un Noir américain nommé Chester Himes qui, pour avoir, comme bien d'autres, découvert à ses dépens ce qu'était la vie d'un Noir dans l'Amérique blanche, prit la plume pour le raconter. Et les romans qui en naquirent, parmi lesquels : « *S'il braille, lâche-le* », « *La croisade de Lee Gordon* », faisaient bien plus que de décrire l'angoisse du « *nègre* » menacé de lynchage, la peur et la révolte des descendants d'esclaves de la Grande Amérique, toute l'horreur de « *ce que peut ressentir une mouche dans un bol de lait* ».



Comme l'auteur avait travaillé pendant la seconde guerre mondiale dans divers chantiers de construction navale, ses romans décrivaient aussi, et surtout, l'attitude raciste du prolétariat blanc. Et bien plus : l'amertume et la désillusion profondes de jeunes Noirs qui croyaient à tort que les syndicats ouvriers et le Parti Communiste Américain leur viendraient en aide, qu'ils étaient des entreprises louables, conduites par des hommes intègres, et qui découvraient soudain qu'il n'en était rien. Il faut dire que tout cela se passait en 1943-44, à une époque où l'U.R.S.S. et les U.S.A. étaient de grands alliés, à une époque où, par conséquent, non seulement le Parti Communiste abandonna la cause des Noirs et l'organisation de ceux-ci, mais où il se mit avec acharnement a les exhorter à la résignation, prônant les vertus d'un Etat toujours aussi raciste, oui, mais... « *ami* » de l'U.R.S.S.

DU TEMOIN DE LA CONDITION DES NOIRS...

Sa propre expérience conduisit donc Chester Himes à des témoignages d'une vérité poignante, des témoignages qu'il faut lire, mais des témoignages irritants aussi.

Car ses héros, êtres blessés, déchirés, lynchés plus encore moralement que physiquement, comme Chester Himes lui-même, s'enlisent à tel point dans le dédale de leurs problèmes personnels, que ses romans ne dépassent pas le niveau psychologique de l'étude. Et aucun de ses héros ne s'en tire : tous sombrent, d'échecs en échecs, dans le délire mental ou le suicide.

Pourtant Chester Himes, lui, s'en est tiré. Il n'a pas fui dans le délire mental, mais il a fui l'Amérique blanche. Et il a fui, non pour continuer à témoigner sur les injustices commises à l'égard des gens de sa race et sur leurs révoltes, mais pour exploiter celles-ci à des fins commerciales.

... AU ROMAN POLICIER

En effet, si Chester Himes, qui a trouvé refuge en Espagne, a acquis la célébrité, c'est en écrivant des romans policiers. Comment cela s'est-il-fait ? Le plus simplement du monde, comme le racontait récemment Marcel Duhamel, directeur de la « *Série Noire* », lors d'une émission télévisée consacrée à Chester Himes : « *Je ne regrette pas ce jour de* 1954 *où il vint me trouver, 5, rue Sébastien-Bottin. Il cherchait une solution à un problème tout simple, mais qui commençait à se faire pressant : ses livres se vendaient aussi mal en France qu'aux U.S.A. et il fallait vivre. — Avez-vous déjà songé à écrire des « thrillers » ? lui demandai-je ? — Jamais, me répondit-il. Et j'en serais bien incapable. — Erreur, aucun problème, lui dis-je... — Mais il faut inventer une intrigue ? — Non. Il se passe suffisamment de choses à Harlem sans que vous ayez besoin de vous mettre en frais à ce point de vue. Partez d'un simple fait divers, d'une scène au poste de police... Chester Himes accepta d'essayer.* »

LA PEGRE DE HARLEM...

Voici donc comment Himes devint l'auteur célèbre de six ou sept romans policiers de la « *Série Noire* », qui tous, ont pour cadre le ghetto noir de Harlem. « *La reine des pommes* », « *Ne nous énervons pas* », « *Couché dans le pain* », etc... Les héros de tous ces best-sellers se recrutent parmi la pègre de Harlem. Certes, Chester Himes n'a pas volé sa popularité. C'est avec beaucoup d'art et de truculence qu'il dépeint ce monde grouillant de petites « *poulettes* » prostituées à la peau dorée, pédérastes, pickpockets, voleurs à la tire, escrocs déguisés en bonnes sœurs et vendant aux passants, pour la modique somme de 1 dollar pièce, des billets pour le ciel, arnaqueurs en tous genres, maquereaux, tous noirs, bien sûr. Sans parler des deux héros principaux, « *Fossoyeur* » et « *Ed Cercueil* », deux « *condés* » noirs, qui, comme tous les « condés » du monde, torturent, tabassent, tuent... et auxquels Chester Himes, qui leur décoche des clins d'œils sympathiques, prête ces paroles suaves : «*Chaque fois qu'on caresse un peu les côtes d'un citoyen, faut qu'il y ait des bavards partout sur la touche pour crier à la brutalité. C'est comme les chœurs dans la tragédie grecque, hein ?* »

Oui, les aventures de Chester Himes et ses héros des bas-fonds ont tout pour plaire... aux amateurs de romans policiers. Mais tout pour déplaire, aussi, à ceux pour qui Harlem et les ghettos noirs des grandes villes américaines sont autre chose qu'un décor pour théâtre de marionnettes. Tout pour révolter ceux qui savent que, s'il y a du vrai dans les tableaux de Chester Himes, « *Noir* » n'est quand même pas synonyme de pègre, et qu'aujourd'hui, à Harlem ou ailleurs, il y a aussi ceux qui luttent.

... ET CEUX QUI LUTTENT POUR LEUR DIGNITE...

Et au moment même où la révolte des noirs grandit, au moment même où le Pouvoir Noir se heurte de plus en plus violemment à l'oppression, Chester Himes publie chez Gallimard un nouveau roman.

Semblable aux autres ? Pas tout à fait. Bien pire encore. Un roman qui porte pour titre « *L'aveugle au pistolet* ». Un titre qui mérite d'être souligné, car il se veut plus qu'un titre passe-partout de roman policier : il se veut un symbole, celui... de la révolte noire aux U.S.A. (de la révolte telle que la voit Chester Himes s'entend).

Comment l'auteur s'en explique-t-il dans sa préface ? De la manière suivante : « *Un de mes amis, Phil Lomax, m'a raconté cette histoire d'aveugle armé d'un pistolet qui, voulant tirer dans un wagon de métro sur un homme qui l'avait giflé, avait tué un innocent voyageur... et j'ai pensé, ça alors, ça ressemble vraiment aux nouvelles qui circulent aujourd'hui, les émeutes dans les ghettos... Et puis j'ai pensé à certains de nos leaders forts en gueule qui poussent nos vulnérables frères à aller se faire tuer et je me suis dit là-dessus que toute cette violence inorganisée était comme un aveugle armé d'un pistolet* ».

... VUS PAR CELUI QUI A CHOISI LE CAMP DES BLANCS

Et voici comment il décrit les « *leaders forts en gueule* », les « *cogneurs* » ou les « *malabars* » du Pouvoir Noir : « *Les marcheurs venant de cette direction étaient conduits par deux Noirs athlétiques et rébarbatifs, vêtus de manteaux de cuir avec des ceintures et semblables en tout point à des S.S. nazis au visage noir... Derrière eux venait ce personnage adipeux et suant que l'on avait vu perché sur un tonneau au croisement de la 135e rue et de la 7e avenue, en train de vaticiner hystériquement sur le Pouvoir Noir...* »

Que la révolte des Noirs américains, comme la révolte spontanée de tous les opprimés du monde, soit encore plus ou moins aveugle, que ses perspectives soient plus ou moins confuses, c'est une chose. Mais que Chester Himes, lui qui a fui le combat pour trouver refuge dans la compagnie de son chat siamois (qu'il a même jugé bon de traîner devant les caméras de la télévision), se complaise dans des attitudes de sceptique ironique, qu'il joue au philosophe blasé, en est une tout autre.

Certes, dans ses premiers romans policiers, Chester Himes était déjà bien loin des Noirs les plus conscients et les plus combatifs. Il était déjà sur la touche, à tel point que ses œuvres, malgré leur indéniable pittoresque, n'en étaient pas moins franchement désagréables.

Mais aujourd'hui, en dénigrant avec l' « *Aveugle au pistolet* », la violence des opprimés, Chester Himes est tout bonnement passé dans le camp opposé, dans le camp de tous les détracteurs de la révolte Noire, dans le même camp que les racistes blancs.

Dans ce monde de l'oppression raciale, le jeune Chester Himes de « *la Croisade de Lee Gordon* » se sentait « *comme une mouche dans un bol de lait* ». Au cours des ans, il a appris à y nager. Il s'y sent désormais comme un poisson dans l'eau. Ce n'est guère à son honneur.

Michelle Verdier.

Cinéma

LE CERCLE ROUGE

de Jean-Pierre MELVILLE

« Le Cercle rouge », **c'est l'endroit où, inéxorablement, doivent se rencontrer ceux que le destin a décidé de réunir. La citation que Jean-Pierre Melville a fait figurer en exergue à son film marque sans ambiguïté ses intentions. Il a voulu faire de ce film une parabole sur le destin et sur l'amitié, l'intrigue policière n'en constituant que le support.**

Bien qu'il soit le plus souvent arbitraire de juger l'œuvre d'un réalisateur par rapport à ses œuvres antérieures, on ne peut manquer de rapprocher « Le Cercle rouge » **du** « Deuxième souffle » **qui, déjà, développait les mêmes thèmes : l'amitié, la fidélité régie par le fameux code de l'honneur des truands, qui se heurtaient à un mur. Ce mur, c'est la société, représentée par sa police, machine sociale au fonctionnement inexorable, constituée aussi bien par le méchant policier qui assouvit dans son métier ses penchants sadiques, que par le policier sentimental, ironique et amer, qui lui aussi fait partie de la même machine avec une redoutable efficacité.**

Cette fois, Melville a substitué au héros unique du Deuxième souffle, **trois personnages. Lorsque le film commence, ils ne se connaissent pas. L'un est un suspect qu'un inspecteur ramène en train de Marseille à Paris, et qui réussit à échapper à la vigilance de son gardien pendant le voyage. Le second, personnifié par Alain Delon, sort à peine de prison, après avoir purgé une peine de cinq ans. Quant au troisième, joué par Yves Montand, flic déchu, il croupit sur un grabat, alcoolique, en proie aux crises de delirium tremens.**

Du passé de ces hommes, on connaît peu de choses. Ce sont des truands. Mais qu'ont-ils fait, pourquoi en sont-ils là ? Nous l'ignorons. Mais cela a-t-il de l'importance ? Les circonstances vont les réunir autour d'un « coup » et entre ces hommes vont se tisser les liens d'une amitié discrète, une amitié qui va les conduire ensemble vers leur destin, vers « le cercle rouge » où les attend la mort.

En contrepoint à cette amitié qui se noue, Bourvil, en policier triste, accomplit tristement son triste métier. Méticuleusement, il organise son enquête. Ce n'est pas un héros, c'est un fonctionnaire. Il n'est pas génial, il est méthodique. Le suspect qu'il était chargé de ramener à bon port, si l'on peut dire, s'échappe-t-il, il organise un ratissage monstre. Le gibier ayant réussi à passer à travers les mailles du filet, il fait systématiquement la tournée des « indics », **épluche soigneusement les rapports des concierges. Enfin, il organise un odieux chantage en utilisant le gosse d'un tenancier de boîte de nuit pour contraindre ce dernier à « collaborer » avec la police. C'est la routine du métier, mais c'est terriblement efficace.**

Jean-Pierre Melville n'est pas un homme de gauche. On le dit plutôt de droite, et son récent film sur la « Résistance », « L'armée des ombres » **laisse clairement transpercer des sympathies gaullistes. N'aime-t-il pas la police ? Nous n'en savons rien. Mais une chose est certaine, il ne fait rien pour la représenter sous un jour aimable.**

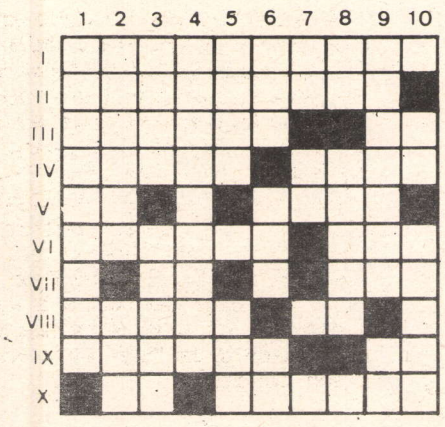
Car si le réalisateur du « Cercle rouge » **se défend de faire des films engagés, ce que nous lui reconnaissons volontiers, l'image qu'il nous donne de notre société, personnifiée dans cet univers limité par sa police, est en fin de compte bien plus corrosive que celle que nous présentent certains films qui se veulent, eux,** « engagés ».

Et, coïncidence fortuite, certes, mais qui vient renforcer cet aspect, le film de Melville sort au moment même où, à travers d'autres films, à travers certaines émissions de télévision, les méthodes de la police sont sur la sellette. A tel point que M. Marcellin s'est senti obligé d'intervenir pour imposer des coupures au film de Boisset « Un Condé », **assurant à ce film une publicité qui fait aujourd'hui une part de son succès. Il s'indignait alors que l'on ait osé présenter un flic méchant, paranoïaque, qui faisait** « salement un sale métier ».

J.-P. Melville s'est contenté de présenter un policier normal, que la violence ne fait pas autrement jouir, qui ne déborde pas d'enthousiasme pour ce qu'il fait et pour les méthodes qu'il emploie. Melville ne dit pas de mal de la police, il se contente de la montrer. Et cette image est autrement inquiétante.

D'autant que si l'intrigue policière ne constitue qu'une trame qui sert de prétexte au développement des thèmes moraux chers à Melville, elle est solidement construite, de main de maître, excellemment servie par le jeu des acteurs, vedettes consacrées qui ont su jouer en demi-teinte, cédant les premiers plans à l'intrigue et à l'œuvre. Et cela fait un film qui est, lui aussi, terriblement efficace.

Jean-Pierre VALI.



HORIZONTALEMENT. — I. La nouvelle n'est pas plus juste politiquement que l'ancienne. — II. Hostilité. — III. Paraît - Initiales d'un révolutionnaire russe. — IV. L'équivalent du haut-de-forme pour le pape - Digue. — V. Début d'idée - En Finlande. — VI. Dans le nom d'un célèbre conquérant - N'est pas forcément un javeau. — VII. Symbole chimique - Contrairement à la légende, n'est pas tué par l'alcool. — VIII. Se repose - Revient souvent dans la bouche des gens. — IX. Fierté des Saint-Cyriens - Article. — X. Démonstratif - Parfois chaudes.

VERTICALEMENT. — 1. Personnage type de l'ambitieux sans scrupules. — 2. Œuvre de Virgile - Repaire de truands. — 3. Couche de l'écorce terrestre - Piège. — 4. Situation confuse. — 5. Poisson (cher) - Tamis. — 6. Double, endort - Cru - Ile de France. — 7. Paresseux - Ebranlé. — 8. Dans la note - Donne de l'huile. — 9. Organisme de base - Apporte plus sûrement la ruine que la fortune. — 10. Règle - Divagues.

L6hsdrétu

SOLUTION DU PROBLEME PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I	D	I	P	L	O	M	A	T	E
II	E	M	O	U	V	O	I	R	■
III	V	A	■	E	A	U	■	E	N
IV	A	G	E	■	L	I	■	M	I
V	L	E	■	T	E	S	S	O	N
VI	U	R	S	S	■	E	N	L	■
VII	E	I	R	E	■	■	I	O	N
VIII	R	E	■	■	O	S	■	S	I
IX	A	S	T	U	C	E	S	■	E

GRÈVE A LA CASE (Vierzon)

LE mardi 3 novembre, se tient une assemblée du personnel qui prend note du refus de la direction et décide de faire connaître la grève hors de l'usine (voir L.O. n° 115).

C'est un défilé dans les rues de Vierzon qui est organisé. Manifestation regroupant 400 travailleurs au moins, brandissant des pancartes proclamant l'unité syndicale (CGT-CFDT), et la détermination des grévistes « *Case peut payer* », « *Nous les jeunes nous exigeons nos revendications* ».

Voilà bien longtemps que l'on n'avait vu pareille chose à Vierzon. Même le 13 mai 68, le défilé n'était pas aussi animé et l'enthousiasme aussi grand.

Cette manifestation est très bien accueillie par la population du centre de Vierzon.

Le mercredi, l'assemblée générale des grévistes, dont le nombre est toujours aussi important, décide de rentrer en contact avec les autres entreprises de Vierzon.

Pour cela, elle décide la rédaction d'un tract et sa diffusion le jeudi matin par des délégations de grévistes à l'entrée des autres usines.

C'est aussi à cette assemblée qu'il est inscrit une nouvelle revendication sur le cahier : le paiement des heures de grève.

Cette journée de mercredi voit aussi la publication d'un communiqué de la direction dans lequel elle essaie de mettre en valeur ce qu'elle a déjà cédé et qu'elle estime positif. Ce n'est pas l'avis des grévistes qui continuent de plus belle, le jeudi matin. A l'assemblée générale de ce jour, il est décidé d'organiser une manifestation vers les cités ouvrières, avec diffusion d'un tract, puis d'essayer de faire la jonction avec une autre usine où le mécontentement est aussi important : l'UNELEC.

La manifestation lors de son passage dans les cités est très bien accueillie. Toutes les ménagères sont aux fenêtres et l'on a pu entendre de nombreuses remarques de soutien et de sympathie. « *Bravo les gars de la Française* », (la Française est l'ancien nom de CASE) « *Je suis de tout cœur avec vous et si je ne suis pas dans la rue, c'est que le fricot est sur le feu* ».

La manifestation regroupant plus de 150 personnes arrive à l'UNELEC où il est scandé « l'UNELEC avec nous ». Quelques gars de l'UNELEC sortent, sympathisent avec les grévistes. Puis viennent les délégués syndicaux qui annoncent que l'usine va débrayer à 10 heures. Il est 9 h 30 et malgré une pluie fine qui n'arrête pas de tomber, le moral est au beau fixe.

Les jeunes sont parmi les plus actifs et les plus résolus.

(Photo L.O.)

Les ouvriers sortent de l'usine pour aller manifester.

(Photo L.O.)

A 10 heures, c'est la jonction des grévistes de l'UNELEC avec ceux de CASE. Le geste est important car il marque que la solidarité ouvrière n'est pas un vain mot, et que les gars ne sont pas hostiles à un mouvement plus général dont ils sentent très bien la force. (L'UNELEC en profite pour déposer son cahier de revendications).

C'est en cortège que CASE et UNELEC redescendent vers le centre ville. Sous la pluie battante, c'est 250 personnes qui scandent : « *ce n'est qu'un début, continuons le combat* », « *CASE UNELEC tous unis nous vaincrons* », « *CASE doit payer* » et « *Nous irons jusqu'au bout* ».

Les jeunes grévistes de CASE et ceux de l'UNELEC marchent rapidement ensemble et nombreux sont les anciens de CASE travaillant chez UNELEC qui renouent le contact avec de vieux compagnons de travail.

Après le centre ville, la manifestation arrive devant CASE où pendant quelques minutes les bureaux sont sollicités de se joindre à la grève. Nombreux sont aussi les cris hostiles lancés à l'apparition d'une tête de chef à telle ou telle fenêtre.

Alors que le mouvement se renforçait et même s'étendait, la direction fit afficher une « mise au point » dont le ton frise la calomnie. Elle attaque les « meneurs » et reprend la fable classique des diables tirant le bon peuple vers des gouffres alors que elle, ne veut que son bonheur.

Sous une rubrique « faites vos comptes », elle chiffre le coût de la grève par jour et par ouvrier sur le budget de ce même ouvrier. Elle essaie ainsi de saper le moral des plus hésitants.

Cela ne paie pas puisque l'effet produit sur de nombreux grévistes fut inverse de celui espéré. Nombreux étaient ceux qui déclaraient que la direction avait baissé le masque et dont l'indignation était difficilement contenue.

Vendredi matin, une nouvelle assemblée du personnel eut lieu, suivie d'un meeting place de la Gare. Meeting où l'O.R.T.F. était présente et où les délégués démontrèrent publiquement, chiffres et documents officiels en mains, les mensonges de la direction.

Voilà à l'heure où nous écrivons le point sur cette grève, mais la lutte continue !

Correspondant L.O.

Voir les informations de dernière heure sur la fin de la grève à la CASE, page 9.

L'ORÉAL :

A l'égout... pour dix francs

L'OREAL est le deuxième fabricant au monde de cosmétiques. Il dépense un argent fou dans la publicité, et les réclames pour ses produits à la radio, à la télé, dans les métros et dans la rue en témoignent.

Sa principale usine est à Aulnay-sous-Bois. Si la façade des bâtiments est agréable à regarder, il n'en est pas de même lorsqu'il s'agit de travailler à l'intérieur.

La majorité du personnel (Conditionnement) effectue 40 heures par semaine sauf aux périodes de pointe, les commandes étant prétendûment saisonnières.

Mais à la Fabrication il faut produire de plus en plus vite et de plus en plus longtemps, le patron se réservant le droit par toutes sortes d'artifices de rogner les salaires comme en témoigne cet extrait de bulletin d'entreprise édité par des militants ouvriers qui se réclament de notre tendance :

Nos camarades de la Fabrication « Teintures » faisaient 44 h par semaine et en plus venaient travailler un samedi matin par mois. Il y avait donc une semaine par mois où ils faisaient 49 h.

Mais les choses n'en sont pas restées là. Il existe pour la Fabrication une fosse technique dans laquelle s'écoulent les déchets. Cette fosse doit être nettoyée continuellement sous peine d'obstruction. Depuis peu il a été demandé aux ouvrier de la Fabrication « Teintures » de nettoyer cette fosse. Pour cela il faut encore faire des heures supplémentaires : 2 h 1/2 par semaine. Donc si le nettoyage tombe sur une semaine où un camarade fait déjà 49 h, il effectuera alors 51 h 1/2 !

Pourtant depuis quelque temps le réglement intérieur prévoit 46 h 1/2 maximum par semaine. Et ainsi, les heures de travail de nos camarades dépassant 46 h 1/2 sont reportées sur la semaine précédente ou suivante. Le but : « équilibrer » chaque semaine à 46 h 1/2 justes ! Joli tour de passe-passe puisqu'au-dessus de 48 h elles doivent être majorées de 50 %.

L'annonce sur ces entrefaites qu'il fallait nettoyer la fosse technique fit déborder le vase. Les camarades de la « Teinture » protestèrent. La direction leur proposa, après une discussion avec la CGT, une prime de... 10 F.

D'une part le nettoyage de la fosse technique n'est pas le travail des ouvriers de la fabrication. D'autre part encore c'est un bénéfice supplémentaire que fait le patron, qui fait effectuer des heures supplémentaires au-dessus même du réglement qu'il a établi, en reportant le surplus sur les autres semaines. C'est illégal.

En 1936 nous avons obtenu les 40 heures.

En 1970 nous avons obtenu la réduction d'horaire à 46 h 1/2.

En 1970 nous effectuons malgré tout plus de 50 heures certaines semaines à la Fabrication.

Pour gagner plus et vivre mieux, il n'est pas nécessaire de faire plus d'heures. Le patron peut nous payer sur la base de notre horaire normal un salaire décent. Et une prime de 10 ou 20 F ne doit pas nous faire accepter la situation qu'il a créée à la Fabrication.

Correspondant L.O.